

Mohamed Mokaddem

AL-QAÏDA

AU MAGHREB ISLAMIQUE



Contrebande au nom de l'Islam

L'Harmattan

AL QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE

Mohamed MOKADDEM

AL QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE

Contrebande au nom de l'Islam

L'Harmattan

Première édition

© Casbah-Éditions, Alger, 2010

© L'HARMATTAN, 2010

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

diffusion.harmattan@wanadoo.fr

harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-12746-3

EAN : 9782296127463

INTRODUCTION

Cet ouvrage est le résultat d'une enquête journalistique très poussée qui a été au plus près des faits et des personnes qui en ont été les auteurs. Il révèle l'identité véritable et la personnalité de celui-là même qui se trouve actuellement à la tête de l'opération de prise d'otages dans le Sahel africain, « Abdelhamid Abou Zeid », ou comme se plaît à le nommer la presse européenne « le Ben Laden saharien ». Cela a été rendu possible grâce aux témoignages de ses proches et de ceux qui ont vécu avec lui à l'intérieur même de l'organisation terroriste.

C'est là le fruit d'un travail d'investigation fort de témoignages poignants d'otages européens qui, dès après leur libération, livrent leurs expériences saisissantes dans les fiefs d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le Sahel africain. Il lève également le voile sur le récit authentique des circonstances de la mort de l'otage français, Michel Germaneau, dont l'assassinat a été revendiqué par AQMI.

C'est aussi une analyse détaillée de l'évolution des stratagèmes de kidnapping au sein de cette nébuleuse terroriste et de la manière dont s'est opéré le transfert de ses opérations vers la région du Sahel, transformée alors, par eux, en « mine d'or » pour le terrorisme, leur permettant de brasser des sommes faramineuses à travers les demandes de rançons, faisant des otages européens kidnappés leur monnaie d'échange. Ces derniers sont devenus, pour les hommes d'AQMI, purement et simplement, une marchandise qui se négocie à prix d'or.

A travers une plongée abyssale dans le monde inextricable des demandes de rançons, des acteurs directement ou indirectement impliqués, des intermédiaires de tous bords, cette enquête montre aussi comment se sont développés les réseaux de contrebande transfrontaliers dans le Grand Sahara, évoluant de groupes de trafic de cigarettes et de produits alimentaires, vers des formes d'organisations terroristes spécialisées, de plus en plus, dans les prises d'otages européens, ne consentant leur libération que moyennant le paiement de très fortes rançons.

Pour mieux donner à comprendre les tenants et les aboutissants de ce travail d'investigation, l'ouvrage s'attarde sur les circonstances dans lesquelles s'est constituée l'organisation « Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) », ainsi que sur l'épisode de son allégeance à l'organisation « Al Qaïda » de Ben Laden. Une alliance que l'auteur de ce livre avait déjà prédite dans son précédent ouvrage *Les Afghans Algériens*, et cela cinq années avant qu'elle n'advienne.

Des photos, des témoignages et des archives soumis à de minutieuses recherches et vérifications afin d'en établir l'authenticité, accompagnent une relation des faits, pour que ce livre soit une référence accessible pour tous les lecteurs afin qu'ils comprennent, au mieux, le phénomène des prises d'otages et le processus par lequel cette nébuleuse terroriste s'est transformée en un groupe qui incarne l'une des formes de manipulation des valeurs de l'Islam à des fins criminelles.

LE CHEF DES KIDNAPPEURS

DE LA CONTREBANDE DU THÉ AU COMMERCE DES ÊTRES HUMAINS.

Abdelhamid Abou Zeid¹, de son vrai nom Mohamed Ghadir, est né sous une tente dans la région déshéritée du désert du Debdeb², plus exactement dans une contrée nommée Azouz Touareg, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Debdeb, où se sont sédentarisées des tribus nomades, dont l'une d'elles est la famille Mabrouk Ghadir³ issue de la grande tribu des Chaânbas qui constitue la majorité des habitants du Debdeb⁴.

Il a vu le jour et passé sa première enfance dans des conditions très dures, dans le désert Azouz Touareg. D'ailleurs, son père n'a signalé son existence aux autorités communales que bien des années plus tard, quand il a été contraint de l'inscrire à l'école coranique dans la mosquée du village. Il a été inscrit dans le registre de la commune sous le n° 409 de l'année 1958, sans préciser le jour ni le mois de sa naissance.

Mohamed⁵ a passé son enfance, se déplaçant entre le village et les régions pastorales à proximité du Debdeb. Il n'a jamais mis les pieds dans une école moderne, exception faite de son passage à l'école coranique de la mosquée de son quartier, comme il est de tradition dans ces régions sahariennes, où il a appris des rudiments de grammaire arabe et des sourates du Coran, avant d'abandonner complètement l'enseignement à la mosquée pour aider son père à mener ses troupeaux de chameaux et de moutons.

Ses parents et ses voisins lui collèrent le surnom de « P'tit » (contraction de petit) à cause de sa petite taille et de sa minceur ; un surnom qu'il portera pendant des années. Mohamed était analphabète, car n'ayant jamais, comme ses frères, fréquenté l'école, toute son enfance s'étant écoulée au milieu des moutons et des chameaux dans le Sahara du Debdeb.

A ses vingt ans, précisément en 1977, Mohamed achète une voiture, la première de sa vie, une Land-Rover, un véhicule tout-terrain avec lequel il

entend affronter les rudes sentiers du désert. La même année, il se marie avec Bachira Ghadir, fille de Hadj Mabrouk Ben Abdessalam qui lui donne un fils, Lakhdar, né en 1979⁶. Un mariage traditionnel, célébré dans la maison familiale à Debdeb, avec zorna, chants bédouins et course de méharis. Le mariage fait sortir Mohamed de l'insouciance de sa première jeunesse, le mettant devant la lourde responsabilité familiale à un âge relativement jeune.

Le « P'tit » est un jeune maigrichon, au caractère sévère et difficile dans ses relations avec les autres, agrémenté d'une forte dose de défiance et de suspicion vis-à-vis des femmes. Il répudie, d'ailleurs, sa première épouse sans raison apparente⁷ et demeure dans le célibat durant quatre ans. Quand il se résout enfin à un second mariage, il répudie sa nouvelle épouse au beau milieu de la nuit sans aucun scrupule et sans cause avouée. L'homme ne connaît pas de remords, il ne revient pas sur ses décisions et ne semble pas disposé, quand c'est le cas, à reconnaître ses torts⁸.

Au début des années 80, Mohamed découvre la spécificité de la région qui l'a vu naître, une région ouverte sur plusieurs chemins désertiques, constamment traversés par la contrebande de marchandises prohibées. Il commence par investir ce monde du « marché noir ». La proximité de la région avec la Libye et sa bonne connaissance du terrain, qu'il a sillonné en tant que berger, l'ont énormément aidé. Il voyage beaucoup en Libye pour s'approvisionner en marchandises, surtout du thé et du matériel électronique, destinées à être écoulées à El Oued, ville que la tribu des Chaân-bas connaît très bien depuis des lustres.

A la fin des années de sa première jeunesse, Mohamed est passé, sans presque s'en rendre vraiment compte, du statut de berger à celui de contrebandier prospère dans cette région désertique, mais d'une géostratégie de la plus haute importance. Cette région du Debdeb n'est, en effet, distante de Ghadamès, la ville libyenne, que d'une vingtaine de kilomètres. Elle est donc beaucoup plus proche de son village que d'In-Amenas, le chef-lieu de la Daïra auquel les habitants sont rattachés administrativement. De surcroît, In-Amenas est une région où la contrebande est le premier métier offert aux jeunes qui arrivent dans le

monde du travail, d'autant qu'elle connaît un essor considérable pendant les longues années de pénurie socialiste⁹.

La plupart des jeunes qui cherchent du travail ne trouvent devant eux que le « marché noir » dérivé naturel de la contrebande. Quoi de plus facile que de ramener des marchandises de Libye, traverser une frontière que les tribus nomades ne connaissent presque pas, et la revendre au prix fort dans les villes avoisinantes ? Activité très répandue dans une région désertique, à vocation beaucoup plus pastorale qu'agricole. La région est d'ailleurs très pauvre où seules quelques palmeraies de Deglet Nour, parsemées çà et là, constituent des haltes provisoires pour les nomades, et où il n'existe pas un embryon de tissu industriel.

Mohamed est fatalement conduit à exercer le métier de contrebandier, l'activité la plus répandue dans la région du Debdeb. Avec sa Land-Rover, il commence d'abord par faire des voyages en Libye à travers les pistes sinueuses du Sahara qu'il maîtrise de plus en plus. Sa renommée grandit malgré son jeune âge. Des gens se souviennent de ses retours au village, dans son costume traditionnel : une gandoura saharienne très ample et un chèche blanc sur la tête. Il porte une barbe non encore touffue sous un nez pointu. Il est blond comparativement à ses frères, très bruns.

Dans ses moments de repos au village, Mohamed ne perd pas son temps dans des parties de domino¹⁰ comme la plupart de ses congénères. Il préfère chasser la gazelle dans le Grand Sahara où il séjourne pendant des jours. Il garde un tempérament réservé et taciturne. Quand il se trouve parmi ses amis ou ses parents, on le voit rarement participer aux discussions tapageuses où prédominent les anecdotes et les blagues qui égayent les soirées sahariennes. Très sérieux dans ses relations avec le voisinage, fidèle à ses promesses, ponctuel dans ses rendez-vous, il sait garder un secret et ne se confie à personne sur les détails de ses activités, même aux plus proches d'entre les membres de sa famille.

Mohamed n'a pas reçu d'enseignement religieux profond dans son enfance, mais il mène une vie austère et rude, à la manière des anciens soufis. Il refuse de se livrer, par exemple, au commerce des marchandises dites *haram* (illicites), comme les cigarettes dont il dit détester l'odeur¹¹. Mohamed ne boit pas d'alcool. Sa boisson préférée est un verre de thé. Hors cela, il se régale de dattes accompagnées d'un verre de lait, du lait en

poudre de marque « Lahda » très connue sur le marché algérien pendant des années. Il dit que ce lait est même meilleur que le lait de chamelle.

Pendant l'année 1984, une patrouille de la Gendarmerie nationale d'El Oued le surprend dans sa Land-Rover alors qu'il revient de Libye avec des marchandises de contrebande (matériel électronique et thé, essentiellement). La voiture et la marchandise sont saisies. Mohamed est emprisonné et la justice le condamne à six mois de prison ferme et à une amende de 74 millions de centimes. Il purge sa peine au centre pénitentiaire d'El Oued. Dès sa sortie, le « P'tit » reprend ses activités de contrebandier. Il achète une autre voiture « Toyota Station » et reprend la route de la Libye. Cette activité lui rapporte assez d'argent pour faire vivre très décemment toute sa famille. Il se permet même de partir en pèlerinage à la Mecque à deux reprises : la première en 1986, en passant par une agence de voyages locale, et la deuxième en 1990, en compagnie de sa mère. Mais cela ne l'empêche guère de continuer d'activer dans le « marché noir ».

Mohamed est d'un tempérament fougueux et laisse comprendre à qui voudrait l'entendre que la vie d'ici-bas ne l'intéresse guère et que seule la vie de l'Au-Delà suscite vraiment sa convoitise.

Pendant quelque temps, il entre en conflit avec son frère Sassi qui s'est détaché de la famille dès après son mariage, prenant une habitation et une vie indépendantes. Il commence par faire commerce dans la vente du bétail (ovins et camélidés), puis il crée une entreprise privée spécialisée dans la location de voitures et de matériels de transport. Mohamed reproche souvent à son frère Sassi son manque de rigueur religieuse, jusqu'à vouloir le frapper le jour où il le surprend en train de siroter du thé pendant le Ramadhan, avec des amis, qui prétextent, face à la colère du frère, qu'il fait très chaud et qu'il est difficile de surmonter la soif. Mais canicule ou pas, Mohamed est intransigeant sur les préceptes de l'Islam.

Sa grande méfiance vis-à-vis des femmes ne l'empêche pas de se remarier pour la troisième fois en 1989¹². Sa nouvelle épouse a pour nom Djamila Boukhetta, avec laquelle il arrive à une meilleure entente. A ce jour, elle est toujours son épouse. En 1990, elle lui donne une fille qu'il appelle « Yasmina », puis un garçon en 1993, « Abderrahmane »¹³. Les deux

enfants quittent l'école prématurément et vivent tous les deux dans la maison familiale à Debdeb en compagnie de leur grand-mère.

Du fait de son commerce de contrebande, Mohamed est constamment harcelé par les patrouilles de gendarmerie ou des douanes des frontières algéro-libyennes. Ce qui crée en lui une profonde aversion pour tout ce qui symbolise cet Etat qui le traque sans cesse.

Mohamed a vécu une enfance pauvre, dépourvue des premières nécessités, tels l'enseignement et la stabilité familiale. Une enfance passée à errer dans le Sahara à la recherche des pâturages pour le cheptel qu'il gardait avec son père. Puis, quand il commence à gagner de l'argent, son appétit d'en ramasser le plus possible devient insatiable. Craignant de le perdre et de retourner à sa vie de misère, il se met à en accumuler jusqu'à devenir l'un des hommes les plus riches de la région de Debdeb, et ce malgré son jeune âge.

Il s'active sans répit, avec l'obsession de faire fortune, alors qu'il mène une vie austère qui ne nécessite guère autant d'argent. En vérité, sa vie n'est pas aussi austère qu'elle paraissait l'être du dehors. Il a un penchant pour les femmes, malgré le peu d'estime qu'il leur témoigne. Mais son appétit pour l'argent dépasse toutes les autres convoitises. L'argent prend le dessus sur les femmes au point qu'il regrette la dépense de quelques dinars, bien plus qu'il n'aurait regretté la répudiation de ses épouses, alors par des décisions irréfléchies, prises dans des moments de colère.

Un de ses anciens amis du FIS¹⁴ témoigne l'avoir entendu plusieurs fois se plaindre d'avoir dépensé 12 millions de centimes en 1990 pour son épouse, la troisième qu'il n'a pas répudiée, comme s'il avait dépensé toute sa fortune. Il se faisait le reproche d'avoir dépensé autant d'argent pour une « femme », et ce malgré son statut d'épouse légitime.

C'est avec cette même parcimonie et ce soin pour sa fortune que Mohamed mène ses relations commerciales. Il les traite avec intransigeance, refusant de vendre à crédit ou de consentir des facilités de paiement aux commerçants qu'il alimente en marchandises.

Mohamed se marie quatre fois. La dernière épouse est la fille de Lakhdar Bourezma. Le mariage a eu lieu au village « Sahbane » dans la wilaya d'El Oued, au début des années 90, où il se rendait constamment pour des raisons professionnelles. Avec sa dernière « élue », il aura un garçon,

« Mansour ». Ce dernier, aujourd'hui jeune homme, dit n'avoir jamais vu son père. Des quatre femmes qu'il a épousées, seule la troisième (Djamila Boukhetta) est encore son épouse, qui lui a donné deux enfants.

Quant à sa dernière épouse, répudiée après seulement quelques mois de mariage, la famille de celle-ci refuse de parler de cette histoire de noces avec Mohamed. Son fils aussi refuse d'évoquer le sujet, avouant n'avoir jamais vu son père, ayant de tout temps vécu chez ses oncles maternels. Lui non plus n'a pas été bien loin dans ses études. Exclu dès la troisième année du cycle moyen, il travaille comme conducteur d'engins dans une carrière de sable. Quant à sa deuxième femme qu'il a épousée et répudiée à Debdeb, elle ne lui a pas donné d'enfant.

Dès la création du FIS (Front islamique du salut), au début des années 90, et parce que ce parti brandissait des slogans religieux hostiles au gouvernement, Mohamed trouve dans cette formation islamiste un tremplin sur lequel s'appuyer pour donner des échos à sa haine contre l'Etat, haine accumulée pendant des années passées à déjouer les plans des forces de l'ordre à travers les pistes sinueuses du Grand Sahara. Il se met à brandir lui aussi des slogans religieux issus de la *Chari'a*. Il anime plusieurs rassemblements du FIS dans sa région. Son slogan récurrent était : « Pour elle (la *Chari'a*) nous vivons, pour elle nous mourons, à cause d'elle nous combattons et pour elle nous rencontrerons Allah. » En ce début de bouillonnement politique de l'Algérie nouvelle, le parti du FIS était au sommet de la bataille pour la démocratie. Mais Mohamed a dépassé le débat pour préférer des menaces et des anathèmes contre ceux qui ne partagent pas ses opinions, opinions d'un simple militant, ne connaissant de l'Islam et de la politique que des rudiments, inapte à mener un débat, encore plus à convaincre par des idées et des débats pacifiques comme le préconise le Coran dans plusieurs de ses versets¹⁵.

Malgré son euphorie et sa fougue verbale pour le FIS, son faible niveau d'instruction fait obstacle à son ascension politique en tant que candidat sur les listes électorales du parti islamiste, que ce soit au niveau de la commune ou à celui de la wilaya. Les élections se sont déroulées le 12 juin 1990. Le FIS n'a pu décrocher que deux des sept sièges pourvus, dont la majorité a échu au FLN.

Militant actif au sein du FIS, malgré ses activités commerciales qui nécessitent beaucoup de déplacements, Mohamed fréquente assidûment le bureau de la section communale du parti à Debdeb. Il vient souvent inviter les gens à soutenir le front en apportant lui-même des aides alimentaires aux familles pauvres, surtout lors des grandes célébrations comme le Ramadhan, les fêtes religieuses ou la rentrée scolaire. Toujours aux premiers rangs des bienfaiteurs de la région pour apporter aide et soutien en argent et en nature, Mohamed n'oublie pas d'exhorter les gens à qui il offre sa charité à entrer au Front islamique du salut et à appliquer les lois coraniques dans leur vie quotidienne. Son aide matérielle est toujours assortie d'un long discours sur la nécessité de soutenir le FIS, parti d'Allah. Il s'absente pendant quelques jours pour son commerce, et le voilà de retour à la section communale du FIS à Debdeb, ressassant les quelques rudiments religieux appris sur le tas. Sa préférence pour une vie de solitaire n'a pas nourri de sentiment d'orgueil chez lui. Au contraire, il répond avec diligence aux invitations pour les fêtes et se mêle aux gens, discute avec franchise, n'hésitant pas à exprimer clairement ses opinions. Ceux qui l'ont connu à cette époque disent de lui que son adhésion passionnée était sincère, car n'ayant rien à y gagner, contrairement à beaucoup de personnes qui n'ont adhéré au FIS que par opportunisme politique ou matériel¹⁶.

Mohamed trouve une certaine stabilité dans sa vie sentimentale avec sa troisième épouse, Djamila. Mais son activité commerciale, toujours en contrebande, et la détérioration du climat sécuritaire lui créent des problèmes, notamment dans ses relations ambiguës avec des islamistes de Ouargla et d'El Oued. Pendant l'année 1994, les forces de l'ordre l'arrêtent en l'accusant d'appartenir à un réseau de soutien aux groupes terroristes. Mohamed fournissait, en effet, l'aide alimentaire à des groupes terroristes activant dans le Sahara, mais également des armes et des munitions qu'il achète en Libye et aux réseaux de contrebande du Grand Sahara, pour ensuite les acheminer à travers les chemins qu'il connaît parfaitement.

Il passe trois années en prison où il fait la connaissance de plusieurs terroristes islamistes notoires appartenant au GIA, qui lui ont raconté dans le détail leur « djihad » contre les forces du « taghout » (le tyran) dans la wilaya de Laghouat (600 km au sud-ouest d'Alger). Ces premiers maquis

contre les forces de l'ordre étaient à l'époque une référence solide chez la plupart des organisations terroristes.

Après sa libération en 1997, Mohamed disparaît complètement des regards. Il n'est pas seul. Son frère Ibrahim et ses deux oncles paternels Amar et Hama Ben Ghadir l'accompagnent¹⁷. Cette petite grappe familiale rejoint un groupe terroriste dans la région d'El Oued, dirigé par un certain « Douim abdelkader », plus connu sous le pseudonyme de « El Mawliidi Abou Bassir¹⁸ », émir de la katiba « El Feth Elmoubine » qui active au niveau de la montagne « El Abiadh » dans la wilaya de Tébessa.

« El Mawliidi Abou Bassir » connaît Mohamed pour l'avoir fréquenté quelques mois du temps où ce dernier lui apportait son soutien logistique et exprimait ouvertement son aversion contre tout ce qui symbolise l'Etat, surtout les forces de l'ordre et les institutions publiques.

Donc, Mohamed, accompagné de son frère Ibrahim et de ses deux oncles paternels, intègre la katiba « El Feth Elmoubine », l'un des groupes du GIA les plus connus dans la 5^e zone¹⁹, et devient l'un de ses principaux fournisseurs en produits alimentaires, armes et munitions. En somme, Mohamed reprend son activité de contrebandier au profit exclusif, cette fois-ci, des groupes terroristes. Il n'a aucune difficulté à reprendre contact avec ses anciens fournisseurs. Ce qui facilite considérablement le combat de la katiba « El Feth Elmoubine » qui a désormais sous la main beaucoup plus de vivres et de munitions²⁰.

Mohamed se déplace constamment des fiefs de la katiba à Djebel El Abiadh et Oum El Kamaim qui relie les wilayas de Tébessa et de Khenchela au Sahara et à la Libye. En 1998, « El Mawliidi Abou Bassir » lui confie la mission de rejoindre le Grand Sahara afin d'établir des relations avec les trafiquants d'armes, car ces dernières commencent à manquer au nord du pays.

Mohamed prend à cœur sa nouvelle mission et renoue avec les contrebandiers qui lui vendent des armes et des munitions qu'il achemine vers le nord. Très vite, il devient connu sous le pseudonyme de « Abdelhamid Abou Zeid », puis « Abou Zeid » tout court. Il sillonne les déserts du Mali, du Niger, de Libye²¹ pendant plus de deux ans, alimentant les maquis terroristes en armes et munitions. Mais l'argent n'est pas toujours disponible. Il lui faut penser à d'autres moyens de le gagner.

Après la proclamation de la création de l'organisation terroriste « Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) », Hassan Hattab, l'émir du groupe, décide d'envoyer le terroriste Malik Nacer Eddine, plus connu sous le nom de « Ayoub »²² comme messenger de la direction de l'organisation vers le Sahara, avec pour mission spéciale de présider personnellement aux opérations d'achat d'armes et de munitions. A l'époque, ce commerce était tenu par Mokhtar Belmokhtar²³, célèbre comme étant le plus grand contrebandier du Grand Sahara ; mais aussi par « Abdelhamid Abou Zeid », récemment installé dans ce commerce, lui aussi grand contrebandier, certes moins connu que Belmokhtar, mais avec l'aura toujours grandissante.

Pendant l'année 2000, Abdelhamid Abou Zeid revient au fief de la katiba « El Feth Elmoubine » et trouve un grand chamboulement dans la direction de la katiba. Amari Saïfi, connu sous le pseudonyme de « Abderrazak El Para »²⁴ avait pris la direction de la 5^e zone et connaît Abou Zeid de réputation.

La famille Ghadir a été très touchée par l'intégration de son fils Mohamed dans les rangs des groupes terroristes. Avant, c'était lui qui fournissait l'aide nécessaire en vivres et argent pour que la famille puisse subsister dans des conditions plus ou moins décentes. C'est pour cette raison que certains membres de la famille ont fait des mains et des pieds pour que leur fils « égaré » puisse réintégrer la famille.

Quand le chef de l'Etat algérien, Liamine Zéroual décrète la loi de la concorde civile, plus connue sous l'appellation de « loi de la *rahma* », l'espoir renaît au sein de la famille Ghadir que son « P'tit » reviendra sur le droit chemin. L'ancien maire de la commune de Debdeb, Belkacemi Souleymane²⁵, entreprend des démarches auprès des autorités militaires afin de faire bénéficier Mohamed Ghadir de la loi de la *rahma*. Il voyage jusqu'en Libye, en compagnie du père de Mohamed, dans le but évident de rencontrer ce dernier et de le convaincre de se rendre et de se soumettre à la nouvelle loi qui lui rendra sa liberté de mouvement à condition de déposer les armes et de cesser toute activité subversive. Mais les deux messagers de la *rahma* ne trouvent aucune trace de Mohamed Ghadir²⁶. Certains témoins ont dit que Mohamed a carrément refusé de déposer les armes.

Un vieux sage de la tribu des Chaân-bas résume ainsi la personnalité de Mohamed Ghadir : « Dans son enfance, le « P'tit » a été un garçon violent, arbitraire et entêté ; réfractaire aux lois d'une manière générale, aimant le travail solitaire et libre comme la contrebande. Il a été emprisonné à deux reprises, mais il n'a guère changé. Sa culture est très faible, il ne maîtrise même pas la langue arabe et sa connaissance de la chose religieuse est rudimentaire. Cela, parce qu'il a passé la majeure partie de son enfance et de son adolescence, période d'apprentissage par excellence, dans le Grand Sahara en compagnie des troupeaux de moutons et de chameaux.

Plusieurs années sont passées depuis que Mohamed a rejoint les groupes terroristes et quitté définitivement le village, mais les habitants de Debdeb évitent de parler de lui, car l'homme est connu pour sa violence. Depuis sa sortie de prison et son engagement proclamé avec les groupes terroristes, et surtout depuis que sa photo fait la une des journaux dans les prises d'otages du Sahel, les gens le craignent de plus en plus et refusent de parler de lui, même dans des termes neutres.

Avec l'apparition du GSPC, avec à sa tête « Abderrazak El Para », Abdelhamid Abou Zeid a trouvé une grande facilité de communication, du fait de leurs concordances de vue et du besoin qu'ils ont l'un de l'autre. Abderrazak El Para garde Abou Zeid parmi le groupe restreint des hommes fidèles sur lesquels il peut compter dans les moments difficiles. La première fois, en 2002, il lui demande de l'accompagner pour acheter une grande quantité d'armes et de munitions au nord du Mali. Ils vont ensemble découvrir la zone du Sahel qui va devenir, quelques années plus tard, leur champ d'action privilégié.

Abderrazak El Para est convaincu qu'il ne manque à Abou Zeid qu'un poste de commandement pour faire valoir ses capacités de grand chef terroriste. Cette idée a germé dans sa tête en automne 2002 et il le nomme, de suite, à la tête d'une nouvelle katiba qu'il crée sous le nom de « Katiba Tarek Ibn Ziad », avec pour mission de sillonner le Sahara et de préparer des lieux de campements qui seront opérationnels dès l'année suivante. El Para pense sérieusement transférer le commandement de la 5^e zone vers le Grand Sahara. Ce qu'il fait au plus vite.

Le déplacement vers le Grand Sahara commence au début d'avril 2003. C'est le début de la grande aventure du Sahara où le GSPC prend en otage

32 touristes européens. Il les libère (ceux qui sont restés en vie), au milieu du mois d'août de la même année contre une rançon de cinq millions d'euros.²⁷

La famille d'Abdelhamid Abou Zeid à Debdeb connaît de grandes difficultés financières. Elle devient pauvre au sens propre du terme. Alors que dans d'autres régions, à Ouargla, El Oued et Alger, d'autres branches de la famille vivent dans l'aisance matérielle, celui qui faisait vivre celle de Debdeb a abandonné la contrebande pour se consacrer à la lutte armée.

Pourtant, la famille possède une société de transport et de location d'engins dont le siège est situé à Hassi Messaoud, avec une capacité de 50 emplois permanents et un chiffre d'affaires en milliards, que dirige Sassi le frère de Mohamed.²⁸

Mohamed n'a pas rompu ses relations avec sa mère malgré son nouveau statut de terroriste notoire dans le mouvement d'Al Qaïda au Maghreb islamique. La mère se rappelle qu'il lui a téléphoné la dernière fois vers la fin de l'été 2010, lui disant : « Je suis Mohamed, ton fils ». Alors, elle lui a demandé de revenir au droit chemin en déposant les armes et en retournant à la vie civile. Son fils lui a répondu : « Maman, je suis sur le chemin de Dieu et je ne le quitterai jamais. Aucune force sur terre ne me fait peur. »²⁹

Quand on l'informe que son fils Mohamed a fait assassiner, une année auparavant, un otage britannique, la mère répond : « Mon fils n'était pas capable d'égorger une poule durant son enfance, comment peut-il aujourd'hui égorger un homme ? Par Allah, si quelqu'un m'avait dit de Mohamed, quand il était auprès de moi, qu'il avait égorgé un pigeon, je ne l'aurais pas cru. Mais maintenant, je ne sais rien de lui depuis des années. Est-ce qu'elles sont vraies les rumeurs qui circulent à son sujet ou ne sont-elles que des mensonges ? Je ne sais que dire ! » La mère ajoute que Mohamed qu'elle connaît ne peut faire du mal à personne. La mère de l'émir de la katiba « Tarek Ibn Ziad » refuse de croire que son fils puisse prendre en otage des touristes européens dans la région du Sahel : « Le fils que je connais ne peut entreprendre une folie pareille. Mais si ce qui se dit à son sujet est vrai, alors il le fait dans l'intérêt de son pays. L'essentiel est qu'il ne les tue pas, même si eux ont tué nos enfants et maltraité nos femmes durant la guerre de Libération ». Elle lui demande de revenir à la

maison : « La famille n'a plus aucun homme pour la protéger ; reviens chez toi mon fils ; j'ai confiance en notre président Bouteflika, en notre pays. » Malgré la crainte que suscite l'émir de la katiba Tarek Ibn Ziad, Mohamed Ghadir, dans le milieu des otages européens prisonniers dans le Grand Sahara, cet homme qui tient sous sa coupe tout le Sahel africain, est impuissant face à la détresse de sa famille à Debdeb. La maison a été investie par une bande de voleurs à cause de l'absence d'un homme capable de la protéger et la défendre contre les agresseurs.³⁰

LES TOURISTES CHEZ AL QAÏDA

Vers la fin de l'année 2006, lorsque le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) déclare qu'il change de nom et que l'organisation terroriste s'appelle désormais « Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) », l'Algérie connaît déjà un nouveau phénomène : les enlèvements qui ciblent les riches et leurs proches parents. Si certains ont été perpétrés par des groupes islamistes, d'autres en revanche ont été le fait de bandes de malfaiteurs désireux de faire fortune par le biais des rançons.

Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Yazid Zerhouni³¹, déclare que l'Algérie en 2007 a connu une moyenne d'un kidnapping par jour avec demande de rançon. Parmi les 375 opérations d'enlèvement, 115 sont le fait du groupe d'Al Qaïda au Maghreb islamique.

Malgré le nombre considérable des prises d'otages ourdies par l'organisation terroriste, il n'y a eu aucun otage étranger, encore moins européen³². Il faut reconnaître que l'Etat algérien a pris des dispositions sécuritaires draconiennes autour des lieux où vivent et travaillent les étrangers, comme les lieux touristiques et les entreprises étrangères, assurant la sécurité de leurs déplacements. Face à cette situation de vigilance sécuritaire, le groupe d'AQMI a donc jeté son dévolu sur de riches citoyens algériens ou leurs proches.

La majorité des enlèvements sont commis dans les wilayas de Boumerdès (50 km à l'est d'Alger) et de TiziOuzou (100 km), ce qui est loin d'avoir l'impact médiatique attendu. Ce qui a poussé la direction de l'organisation terroriste³³ à chercher d'autres lieux où ce genre de prises d'otages est susceptible de générer de grosses sommes d'argent et susciter en même

temps un impact médiatique d'envergure internationale. Ce qui n'est possible, dans le contexte actuel, que dans le Sahel africain.

Le groupe Al Qaïda au Maghreb islamique a donc décidé de « professer » la prise d'otages de touristes européens dans le Grand Sahara au sud de l'Algérie, cela surtout après le formidable impact médiatique qu'avaient alors suscité les prises d'otages d'Al Qaïda en Irak, au Pakistan, en Afghanistan et même en Somalie, otages qui ne furent libérés qu'après le versement de fortes rançons.

Contrairement à la direction de l'organisation terroriste au nord de l'Algérie, qui a rencontré de grandes difficultés idéologiques à donner une légalité religieuse aux opérations suicidaires (explosions de voitures avec un chauffeur kamikaze) contre des civils³⁴, la direction du Sud, elle, a trouvé dans les *fetwas* concernant les touristes dans les pays musulmans un argument suffisant pour convaincre les sympathisants, que ce soit à l'intérieur de l'organisation ou à l'extérieur.

Les prédicateurs du « djihadisme salafiste » justifient les *fetwas* autorisant les prises d'otages par des lois datant de l'époque des Croisades où le monde était partagé entre la terre d'Islam et la terre des « Chrétiens impies ». On qualifiait alors les pays où se déroulait le conflit de « territoire de guerre » où toute personne qui osait s'aventurer était automatiquement considérée comme un ennemi qu'il fallait combattre. Cette *fetwa* a été généralisée par ces prédicateurs, à la solde d'Al Qaïda de Ben Laden, à tous les étrangers se trouvant en « terre d'Islam » (tous les pays musulmans), y compris les touristes et les travailleurs des sociétés étrangères.³⁵

Ces prédicateurs rendent licite l'effusion du sang (c'est-à-dire la légalité religieuse de les tuer) de ces étrangers qui se trouvent dans les pays musulmans, car ne possédant pas de contrats religieux tels que prévus par la *Chari'a*. Les étrangers en terre d'Islam se divisent en trois catégories. La première est celle des personnes de religions autres que l'Islam, en général chrétiens et juifs, les gens du Livre, qui acceptent de vivre en terre d'Islam avec obligation de payer un tribut au califat et de respecter les lois musulmanes. La deuxième est celle de gens jouissant d'un contrat de protection pour une durée déterminée, délivré par un musulman à une personne étrangère pour une relation de travail ou de commerce bien

spécifiée et limitée dans le temps. La troisième est celle qui est concernée par un contrat de trêve pour cesser la guerre pendant un temps déterminé.³⁶

Les groupes islamiques armés se considèrent comme les représentants légitimes du califat islamique dans le monde musulman, car ils ne reconnaissent pas la légitimité des pouvoirs en place, les qualifiant d'impies. Et bien sûr, ils considèrent les contrats de ces pouvoirs avec les étrangers comme nuls et non avenus. A partir de ces justifications, ils ont décrété que le sang des étrangers se trouvant en « terre d'Islam » est licite, car ils sont classés dans la catégorie des « gens de guerre » qu'il faut combattre. Pour que leurs vies soient préservées, il faut qu'ils soient couverts par l'un des trois contrats cités plus haut.

Le prédicateur mauritanien Abou Moundher Chankati, considéré comme une référence religieuse chez l'organisation d'AQMI, a déclaré que le visa offert aux étrangers pour entrer dans les pays musulmans n'est « qu'une autorisation d'entrée qui met sur un pied d'égalité l'ami et l'ennemi », et par voie de conséquence, l'argent de ces étrangers peut être « pris en toute légalité, parce qu'il appartient aux pays qui combattent l'Islam et les musulmans. »³⁷

Ce genre de justifications religieuses et de *fetwas* sur lesquelles se basent les organisations terroristes pour commettre leurs agressions contre les touristes et les « coopérants techniques », soit en les tuant soit en les prenant en otages pour exiger des rançons, ne sont en vérité qu'un paravent religieux pour des opérations de grand banditisme qui ciblent les étrangers, parce que les pouvoirs européens sont prêts à déboursier de grosses sommes d'argent pour libérer les otages. La vie humaine vaut son prix d'or aux yeux de ces gouvernements, que ce soit pour des raisons humanitaires ou par calcul électoraliste.

En plus de ces justifications religieuses brandies par la direction du groupe « Al Qaïda au Maghreb islamique » pour commettre les enlèvements d'otages et exiger des rançons pour leur libération³⁸, les terroristes savent bien que les populations locales leur seraient d'une aide précieuse, du fait des conditions difficiles dans lesquelles elles vivent depuis des décennies. Après les rigueurs de la période coloniale et l'échec des gouvernants issus des indépendances à améliorer leurs conditions de vie très précaires, les

habitants du Sahel africain ne voient d'autre issue que celle de s'accrocher aux faux espoirs que font miroiter ces « nouveaux messies ».³⁹

Depuis des années, les touristes européens viennent dans la région du Sahel africain pour admirer les paysages sahariens et se dorer au soleil, alors que les habitants qui s'entassent dans des cases de fortune sont pressés par les autorités locales de les accompagner, de travailler comme guides et comme serviteurs, ne recevant, en contrepartie, que les miettes que ces touristes privilégiés daignent leur laisser. Des touristes qui arrivent en grandes pompes dans des 4x4 de luxe, ne laissant en quittant le pays qu'une grande frustration chez ces populations minées par la misère, la rudesse du climat et l'impotence de leurs dirigeants.

A vrai dire, le problème est plus ancien. Il remonte à quelques siècles, au temps où leurs ancêtres étaient victimes de l'esclavagisme, travaillant dans des plantations dirigées par des Européens et quelques indigènes de services, ou carrément victimes de rapt et transportés, dans le cadre du commerce triangulaire, dans les affreuses galères vers le Nouveau Monde. Donc, l'Européen, l'homme blanc, d'une manière générale, est loin d'avoir laissé un bon souvenir dans la mémoire des habitants du Sahel africain. Cela est une donnée fondamentale qui favorise le travail des terroristes d'Al Qaïda, eux qui se présentent, aujourd'hui, comme les sauveurs de ces populations qui n'ont d'autre choix que de prêter foi à leurs serments.

Les habitants du Sahel africain, qu'ils soient membres de l'organisation terroriste, de groupes de banditisme ou encore au service de contrebandiers, ont trouvé dans les prises d'otages des Européens un moyen d'assouvir une vieille frustration et en même temps un recours ultime pour gagner, enfin, de l'argent.

La chasse aux blancs commence, et chaque partie trouve son compte.

Les déplacements des touristes européens sont suivis à la trace, partout où ils vont, au Mali, au Niger, en Mauritanie. Ils sont ensuite kidnappés, au bon endroit, au bon moment, pour que l'on passe à l'autre étape, à savoir se préparer à négocier le montant de la rançon et la façon de la recevoir sans que les ravisseurs ne mettent leurs vies en danger.

Depuis 2003, des gouvernements européens ont déboursé des sommes faramineuses pour libérer leurs otages respectifs. Les terroristes ont versé une partie des rançons aux habitants afin de les acquérir totalement à leur

cause, car ils savent que sans leur aide et leur soutien, ils ne peuvent pas faire grand-chose dans ce relief désertique hostile.

Les otages européens sont alors très vite devenus l'objet d'un « commerce » lucratif où tous les acteurs impliqués mettent du leur afin d'en tirer le maximum de profit.

NOTES

1. Il n'a pas d'enfant sous ce nom, mais les éléments des organisations terroristes ont l'habitude de se doter de noms pareils, considérés comme étant des noms de guerre islamiques. Son frère Ibrahim choisit le surnom de « Abou Zahra ».

2. Région frontalière avec la Libye ; elle constitue une issue terrestre pour acheminer des marchandises de contrebande.

3. Les Al Ghadir sont issus de la région de Rabah aux environs d'El Oued. Ils se sont sédentarisés dans le village de Meraksen à 25 km de Debdeb, où vit une soixantaine de familles. Tandis que le reste de la tribu s'est installé au centre de Debdeb. Les ressources de la famille sont modestes et s'appuient essentiellement sur l'agriculture et l'élevage de bétail. Les enfants vont rarement à l'école. C'est pour cette raison que la contrebande est la grande porte par laquelle les adultes passent très tôt s'ils veulent gagner un peu d'argent.

4. Les habitants du Debdeb habitent dans de vieilles bâtisses traditionnelles construites avec des matériaux locaux, avec des haies de branches de palmier.

5. Les experts et les médias confondent l'identité de Abdelhamid Abou Zeid, avec celle d'un terroriste du nom de Abid Hamadou, comme on l'a vérifié sur les listes rouges diffusées par « Interpol » après l'enlèvement des touristes européens en 2003. En vérité, Abid Hamadou est né le 15 décembre 1965 à Touggourt dans la wilaya de Ouargla. Son père s'appelle Abbas Hamadou et sa mère Fatima Hamadou. Il n'a aucune relation avec Abdelhamid Abou Zeid, l'émir de la katiba « Tarek Ibn Ziad » qui s'appelle Mohamed Ghadir. Ils étaient tous les deux membres de la section communale du FIS dans leurs communes respectives. Chacun d'eux a rejoint les groupes armés en compagnie de son frère, à des dates rapprochées : Abid Hamadou avec son frère Bachir et Mohamed Ghadir

avec son frère Ibrahim. Des informations donnent Abid Hamadou pour mort, tombé sous les balles de l'armée dans le Sahara dans les années quatrevingtdix. A l'état civil, il est encore vivant. Sa mort n'a pas été enregistrée. Sa mère paralysée le croit vivant et lui lance de temps à autre un appel à travers les médias pour qu'il se soumette aux lois de la Concorde civile. Abid Hamadou est issu de la tribu des « Hachan » qui s'est installée dans la région de Oued Righ près de Ouargla au XIV^e siècle, venant du Sahara occidental, dans la région de Sequia ElHamra et qui vit d'agriculture et d'élevage.

6. Son fils Lakhdar se trouve depuis des mois en prison à Serkadji, accusé de contrebande, mais sans relation avec les activités de son père. Il n'a pas encore été jugé.

7. Sa première femme qu'il a répudiée se plaint des dures conditions de vie. Elle dit que son mari les a abandonnés, son fils Lakhdar et elle, celui-ci ayant vécu comme un orphelin. Son grand-père maternel s'est occupé de son éducation.

8. L'ex maire de Debdeb, Belkacemi Soulaymane avoue qu'il était très proche de Mohamed Ghadir avant 1994, dont il dit qu'il était rigoureux dans ses positions et qu'il ne faisait pas de concessions sur ce plan.

9. Le village de Debdeb, malgré ses 4 000 âmes est resté sans aucun investissement qui puisse le sortir de l'isolement économique. La majorité de ses habitants vit d'une manière ou d'une autre du produit de la contrebande.

10. La région est enclavée, elle n'offre aucun débouché pour les jeunes qui arrivent dans le monde du travail. Le chef-lieu de la daïra est à 200 km, et celui de la wilaya à 450 km.

11. Témoignages d'un certain nombre d'habitants du village, dont un certain « Ahmed » qui connaît « le P'tit » (prononcé « l'pti ») depuis l'enfance.

12. Les hommes de la famille sont connus pour être polygames. Le père Mabrouk était un moudjahid durant la guerre de Libération, il s'est marié trois fois et a eu un grand nombre d'enfants : Mohamed, Sassi, Ibrahim, Laïd, et deux filles mariées. Mohamed (l'Pti) s'est marié quatre fois, Sassi 4 fois aussi.

13. L'auteur possède des extraits des registres de l'état-civil.

14. Témoignage d'un ex-élu à l'Assemblée communale dans la liste du FIS.
15. Hadj Ibrahim Ghadir dit que Mohamed était un militant du FIS et qu'il avait sa carte d'adhérent, avant la dissolution du parti en 1993 et l'interdiction de toutes ses activités au niveau national.
16. Ahmed Ben Arouba, le mari de la sœur de Mohamed, explique qu'il est difficile de trouver des similitudes entre la personnalité de Mohamed qu'il a connu et celle qu'on lui attribue actuellement.
17. Les deux oncles se sont donné un surnom après leur adhésion au maquis. Cheikh Ahmed pour Amar Ghadir et Ibrahim pour Hamma Ghadir. On ne sait rien de ce qu'il est advenu d'eux.
18. L'un des activistes notoires dans le Sahara. Né en 1958 à Taher, dans la wilaya d'El Oued, il a activé dans les rangs du GIA, 9^e zone, sur les hauteurs des monts Boukhil de Djelfa, avant de prendre la tête de la katiba « El Feth Elmoubine ». Il a été tué le 19 septembre 2005 dans la région de Boudkhène à Khenchella (550 km à l'est d'Alger).
19. Nabil Sahraoui, surnommé Abou Ibrahim Moustafa, a été le chef de la 5^e zone de GIA jusqu'à la création du GSPC en 1998.
20. Le GSPC a trouvé que le Mali et le Niger sont des régions qui peuvent lui offrir le soutien logistique en armes et munitions. On peut y acheter des armes plus facilement, d'autant plus que même des membres des forces armées gouvernementales n'hésitent pas à céder leurs armes moyennant de l'argent.
21. Des proches d'Abou Zeid disent qu'il passait beaucoup de temps en Libye, même avant qu'il ne soit arrêté en 1994.
22. Les forces de sécurité du Niger ont arrêté Malik Nasreddine qui était chargé des relations étrangères au sein du GSPC, alors qu'il tentait de nouer des relations avec des réseaux de vente d'armes, puis l'ont relâché. Jusqu'à présent on ne connaît pas de détails sur cette arrestation ni sur les circonstances de sa libération. Malik utilisait l'argent qui parvenait au GSPC d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne pour acheminer des caravanes d'armes, de vivres et de munitions.
23. Il s'appelle aussi « Khaled Abou Al Abbas ». Il dirigeait la katiba des « Moulathamoun » (les voilés) au Sahara.
24. Amari Saifi, émir de la 5^e zone du GSPC. On le surnomme Abderrazak El Para et Abou Haidar Al Aurassi. C'est un militaire à la retraite, des forces

spéciales de l'Armée algérienne. Né le 23 avril 1966 à Guelma. En 1987, le tribunal militaire de Constantine le condamne à trois mois de prison ferme (du 3 août au 3 novembre 87), pour insubordination. Après l'expiration du contrat d'engagement, il a été radié des rangs de l'ANP, à partir du 30 avril 1991. Il a été membre de la direction du GIA dans la katiba El Khadra, sous le commandement de Zitouni. Puis il a adhéré au GSPC sous le règne de Hassan Hattab. En février 2003, il était derrière la plus grande opération d'enlèvement de touristes étrangers dans le Sahara algérien. Il les a libérés au mois d'août de la même année contre une rançon. Puis il s'est déplacé au Tchad où il a été arrêté par un mouvement d'insurgés armés tchadien qui l'a livré à la Libye, pour être extradé vers l'Algérie en novembre de la même année.

25. Témoignage de ses proches et voisins à Debdeb. Cette personne était proche de lui, il lui livrait ses secrets, même conjugaux, et ses points de vue, et ce, jusqu'à son départ au maquis.

26. L'ancien maire de Debdeb dit s'être rendu en Libye en compagnie de Mabrouk, le père de Mohamed, mais qu'il n'a pas trouvé trace de lui. Des témoins à Debdeb disent que Mohamed a refusé de renoncer à la lutte armée.

27. Cette opération a duré plusieurs mois. C'était l'occasion pour le nouveau chef de la katiba « Tarek Ibn Ziad » de connaître la région et de nouer des relations avec les chefs de tribus touareg, et de se familiariser avec les techniques des négociations, le rôle des intermédiaires et la façon de se comporter avec eux.

28. Sassi a été incarcéré à la prison de Serkadji avec 12 autres personnes de Debdeb et Ouargla dans une affaire de transactions louches, ayant un rapport avec le blanchiment de l'argent des rançons reçues par son frère Mohamed.

29. Témoignage de sa mère lors de sa visite à son fils Sassi à la prison de Serkadji en compagnie de son neveu Lakhdar lui aussi arrêté dans une affaire de contrebande.

30. Les habitants de Debdeb ont déclaré que la maison de la famille Ghadir a été cambriolée par des voleurs. Témoignage recueilli par l'auteur auprès de la mère de Mohamed lors de sa visite à Alger.

31. Le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni a déclaré devant l'Assemblée nationale que les ravisseurs ont demandé une rançon dépassant 600

milliards de centimes, ce qui équivaut à 60 millions d'euros. Mais que seulement 120 milliards de centimes ont été payés (l'équivalent de 12 millions d'euros).

32. Les services de sécurité ont signalé qu'en 2008 il y a eu un seul enlèvement d'étranger. Il s'agit de l'ingénieur égyptien Amdjad Wahba qui travaille pour une société de téléphonie mobile « Orascom Telecom ». Il a été libéré après quelques mois de détention.

33. AQMI a repris ses opérations d'enlèvements de touristes étrangers au début de l'année 2008, au moment où elle affrontait une grande vague de colère du fait de ses opérations kamikazes contre des objectifs civils qui ont fait beaucoup de victimes.

34. Les opérations suicidaires qui ont visé des civils en avril 2007 ont choqué malgré les communiqués et les *fetwas* publiés par AQMI pour leur donner un paravent religieux.

35. Ces extrémistes religieux considèrent que le visa offert par les gouvernements des pays musulmans aux ressortissants européens n'est pas un « contrat légal de paix », car ces gouvernements eux-mêmes sont en guerre avec les groupes islamiques armés.

36. Des études dites « légales » ont été publiées dans des bulletins d'AQMI, comme celle du cheikh Abou Omar El Farouk qui aborde le sujet de l'enlèvement des touristes étrangers, études qu'on trouve aussi dans plusieurs sites électroniques, celui de « Ansar el moudjahidin ».

37. *Fetwa* émise par « Abou Moundhir El Shinqiti » sous le titre « Est-ce que le visa est un contrat de paix ? », publiée dans la tribune du monothéisme et du djihad proche d'Al Qaïda à la fin de l'été 2010.

38. Prendre l'argent à ses propriétaires qu'ils soient musulmans ou autres est une ancienne habitude du GIA du temps où ses membres rackettaient les commerçants des villes et des villages dans les années 90. Le GIA avait à l'époque diffusé une « *fetwa* sur la légalité de prendre l'argent, donné volontairement ou pris de force », pour justifier le racket opéré par des éléments auprès de la population civile. Un peu plus tard, une autre *fetwa* est venue englober les étrangers vivant en Algérie.

39. Les habitants de ces régions ont souffert des guerres, que ce soit pendant l'époque coloniale ou durant la période de l'indépendance qui a connu beaucoup de mouvements séditionnels armés contre le pouvoir central de Bamako. Les accords de paix signés au milieu des années 90 sous les

auspices d'Alger, et même ceux de 2006, n'ont pas changé grand-chose dans la vie de ces populations.

LES OTAGES PARLENT DE LEURS KIDNAPPEURS

« Il est parti ». C'est en ces termes, exprimés en français que le geôlier à la barbe broussailleuse et poussiéreuse a répondu au prisonnier suisse, Werner Greiner, quand celui-ci s'est enquis du sort du Britannique Edwin Dyer (58 ans), l'autre otage qui était son compagnon d'infortune dans le Sahara au nord du Mali⁴⁰.

Les deux hommes ont été kidnappés ensemble en janvier 2009, à l'est du Mali, en compagnie de la conseillère socialiste locale, Gabriella Greiner (55 ans), épouse du Suisse Werner Greiner, et de l'enseignante allemande en retraite, Marianne Petzold (76 ans). Cette dernière a vécu à Niamey, au Niger, pendant les années soixante. Ces otages assistaient ensemble à une fête donnée par les Touaregs à Andirambokane à l'est du Mali. En un court laps de temps, et sans qu'ils aient pu réaliser ce qui leur arrivait, ils sont devenus des otages aux mains de l'organisation terroriste AQMI.

Les conditions de leur détention dans les camps d'Al Qaïda, ouverts aux quatre vents dans l'immense Sahara du Sahel africain, étaient très dures. En plus du manque flagrant de vivres et de moyens sanitaires, des écarts brusques de température entre la canicule du jour et la bise de la nuit, les otages dorment au beau milieu du désert, courant le risque d'être mordus par des serpents et des scorpions.

Ce jour-là, l'otage suisse dit avoir poussé un soupir de soulagement en pensant naïvement que son compagnon d'infortune avait été libéré, comme l'avait été un mois auparavant son épouse Gabriella et l'Allemande Petzold. Il ne sut le sort tragique de celui qui avait partagé avec lui les dures conditions de détention, que six semaines plus tard. Le Britannique Edwin Dyer fut assassiné le 31 mai 2009.

L'otage suisse, Gabriella Greiner dit avoir été enlevée par le groupe d'Abou Zeid en compagnie de son mari et du Britannique Edwin Dyer⁴¹. « Au début, explique l'otage suisse Werner Greiner, à certains moments, il

m'était impossible de m'occuper de moi-même. Ce fut Edwin qui le faisait. Mes glandes thyroïdes me faisaient très mal. Si Edwen ne s'était pas occupé de moi, je ne serais probablement pas en vie en ce moment ». Puis elle ajoute : « Edwin était une personne recroquevillée sur elle-même, très préoccupé par le sort de la société spécialisée dans les travaux hydrauliques dans laquelle il travaillait comme responsable commercial ». Marianne Petzold se souvient : « Edwin avait vécu une année à Badgastein, dans la région autrichienne des montagnes des Alpes. C'était le fils d'un officier de l'armée britannique et d'une mère allemande. Il avait refusé de demander la nationalité autrichienne. Ce qui l'aurait peut-être sauvé. » Il était habitué à visiter les pays africains pendant ses vacances. En 2009, il a attrapé une forte grippe et le médecin lui a conseillé de reporter son voyage, d'attendre qu'il soit guéri. Il a tenté d'annuler son départ, mais l'agence de voyages allemande a refusé de lui rembourser l'avance de réservation du billet, alors il décida de prendre l'avion pour l'Afrique. Parmi les quatre otages, Edwin était celui qui résistait le mieux aux dures conditions de détention.

« Il s'occupait tout le temps, préparait le thé, nettoyait l'endroit après les repas pour ne pas attirer les mouches et les insectes. »

« Moi aussi, il m'aidait beaucoup, dit l'otage allemande. » Petzold avait du mal à se déplacer, car son bras s'était fracturé pendant les premiers jours de détention, exactement le 22 janvier 2009. Gabriella Greiner a eu, elle aussi, des problèmes de santé avec six côtes cassées. 48 heures avant sa libération, le 22 avril 2009, l'enseignante allemande a été mordue par un scorpion à la main droite. « Edwin a lavé la blessure plusieurs fois avec de l'eau et du savon. » Elle ajoute avec émotion : « Ce nettoyage était essentiel. » A son retour en Allemagne, on lui fait une greffe de peau à la main à l'hôpital Rastatt où elle séjourna pendant six semaines pour le suivi médical.

Après avoir passé quelques jours dans un camp modeste au nord du Mali, « Ennouar », un petit activiste d'Al Qaïda, demande à Werner de l'accompagner pour un déplacement de plusieurs jours vers un autre endroit parce qu'on avait besoin de son assistance technique. Les otages se sont concertés entre eux et ont finalement accepté, non sans réticence.

L'absence de Werner a duré presque quatre semaines. Sa femme s'est naturellement beaucoup inquiétée. C'était aussi l'occasion pour les deux

otages femmes, Gabriella et Petzold, de bien se connaître entre elles et de connaître aussi une autre facette de l'otage britannique Edwin. Sur le plan du principe, les deux femmes n'ont pas le droit d'adresser la parole aux terroristes. C'était le Britannique qui s'en occupait. « Le point de contrôle » est un endroit intermédiaire (imaginaire) entre le camp des otages et le camp des terroristes. Les hommes seuls étaient autorisés à fouler le sol du point de contrôle tracé par les ravisseurs au milieu d'un terrain vague, afin de recevoir la nourriture et l'eau, ou demander à leurs geôliers un morceau de savon, une couverture ou un médicament... Dans ce lieu intermédiaire, Edwin a passé de longs moments qui pouvaient durer des heures, sous le soleil à attendre qu'un des barbus daigne enfin écouter sa doléance. Petzold dit qu'Edwin négociait avec eux longuement et avec une grande patience.

Edwin Dyer égayait les longues journées des deux femmes en discutant avec elles de ses passions culturelles, à commencer par l'opéra qu'il adorait, de ses lectures de Shakespeare. « Il était un homme très cultivé, insiste Mariane Petzold, elle-même professeur de français et lui parlait elle aussi de littérature française, de Camus et de Sartre, ses écrivains préférés de jeunesse. »

Enfin, quand Werner revient après plusieurs jours d'absence, il remarque que l'otage britannique s'occupe des deux femmes à merveille. Elles furent libérées en même temps le 22 avril 2009.

« Je lui ai dit : s'il vous plaît Edwin, occupezvous de mon mari », raconte Gabriella Greiner. Greiner est resté prisonnier de ses ravisseurs jusqu'en été. On l'avait séparé de l'otage britannique, assassiné par Abou Zeid à la fin mai.

Gabriella Greiner raconte les derniers moments qu'elle a passés avec Edwin : « Il maigrissait à vue d'œil et paraissait perdre l'espoir d'être un jour libéré. »⁴² Les deux hommes sont restés ensemble jusqu'au moment où Abou Zeid vint chercher le Britannique pour l'exécuter. Il paraît que le sort d'Edwin était scellé dès le début, à cause du refus traditionnel du Royaume britannique de payer des rançons aux preneurs d'otages, quels que soient les motifs invoqués ; à cause aussi de la haine que voue Abou Zeid aux Anglais.

Un des intermédiaires maliens⁴³ qui ont participé aux négociations pour la libération des otages raconte qu'Abou Zeid, l'émir de la katiba Tarek Ibn Ziad, était furieux contre l'otage anglais : « Qui sont ces Britanniques ? dit-il avec rage. Ce ne sont que des Occidentaux impies. C'est pour cette raison qu'il faut exécuter cet homme. Sa mort est une offrande à Allah. »⁴⁴

L'intermédiaire malien ajoute qu'il s'est réuni le jour suivant avec Abou Zeid. Il l'a trouvé dans une grande colère. Il y avait deux otages, un Suisse et un Britannique. « Edwin Dyer a mis un chèche sur sa tête. Il avait peur. Sa respiration était haletante. » Pendant qu'il pleurait, il marmonnait des paroles que l'intermédiaire malien n'a pu comprendre. Ses mains étaient attachées. Abou Zeid demande au Malien de s'en aller. Après un court instant, ce dernier entend deux coups de feu. Il n'est pas sûr si ces deux balles sont vraiment celles qui ont tué l'otage britannique. Le corps d'Edwin Dyer a été ensuite mutilé.

LE LICITE ET L'INTERDIT CHEZ ABOU ZEID

Les éléments du groupe d'Al Qaïda au Maghreb islamique ont tenté de convaincre les otages qu'ils bénéficient d'un traitement humain sans aucune comparaison avec celui que réservent les soldats américains et britanniques aux prisonniers islamistes, que ce soit à Guantanamo, dans la prison d'Abou Ghrib en Irak ou dans la prison Paghram en Afghanistan, raconte l'otage allemande Petzold. Pour prouver leurs bonnes intentions, ils leurs montrent des vidéos sur un ordinateur portable, « afin de nous convaincre, que nous étions bien traités. »

L'otage allemande a rencontré l'émir de la katiba Tarek Ibn Ziad à deux reprises. Elle dit qu'il n'y a « en lui rien d'impressionnant (...) C'était un homme de petite taille avec une barbe hirsute. » Elle dit encore qu'il « était méfiant et ascétique, mais en même temps paternel et presque chaleureux. » Il était tout le temps entouré de ses soldats, de nationalités multiples, Marocains, Libyens, Maliens, Nigériens. Mais ses principaux collaborateurs étaient tous des Algériens, d'anciens membres du Groupe salafiste pour la prédication et le combat. L'enseignante allemande confie

que l'un d'eux lui a offert un exemplaire du Coran au moment de lui dire adieu.

Un couple autrichien dit avoir vécu des conditions spéciales dans les camps des terroristes. L'otage autrichienne Andréa Kloiber a souffert de l'absence de relations humaines et d'être contrainte de couvrir sa tête d'un chèche avec la canicule ambiante. Ce qui a poussé son mari Wolfgang Abner à insister tout le temps pour dire que la femme est bien son épouse, et que son devoir de mari est de rester auprès d'elle afin de la protéger de la solitude mortifère dans laquelle elle vit.

Il n'est pas possible que les éléments d'AQMI puissent souiller la relation maritale du couple autrichien, ni les séparer longtemps l'un de l'autre. C'est vrai que des doutes les rongent encore. La déclaration du couple qu'ils sont mari et femme est peut-être fausse, juste un moyen de diversion. Alors, pour couper court à toute suspicion, ils décident de les marier selon la tradition musulmane dans le camp de leur captivité au nord du Mali.

Il ne restait au couple autrichien qu'à se soumettre aux excentricités de ses ravisseurs. Le mariage fut célébré en présence de l'émir de la katiba Tarek Ibn Ziad, Abou Zeid, selon le rite islamique. Wolfgang raconte en riant qu'il a offert à sa femme une dot de « deux couteaux rouillés qu'il a trouvés par hasard par terre » au moment où la question de la dot a été soulevée par l'émirimam Abou Zeid.

Mais le mariage musulman du couple autrichien n'a pas pour autant mis fin aux déboires des otages.

Les relations étaient tendues, surtout vis-à-vis des femmes. Pendant les déplacements des otages d'un camp à un autre, les gardiens qui les accompagnaient refusaient de toucher même le bras des femmes afin de les soutenir dans leurs marches forcées au milieu du désert. L'Allemande avait un bras fracturé et l'Autrichienne six côtes cassées, ce qui les gêna considérablement dans leurs déplacements, même lorsque c'était pour de courtes distances. La surveillance devient délicate quand l'une des deux femmes, ou les deux à la fois veulent faire leurs besoins naturels. Il est interdit du point de vue de l'Islam de voir le corps nu (ou une partie) d'une femme. En même temps, les ravisseurs ont pour ordres stricts de ne pas perdre de vue les prisonniers quels qu'en soient les motifs. Ce qui faisait que les éléments de l'organisation terroriste cafouillaient dans leurs

attitudes vis-à-vis des femmes. Parfois, ils les laissent se cacher derrière un talus ou un buisson, parfois c'étaient eux qui détournent les yeux tout en subtilisant des regards interdits. Les otages sont précieux. Si par malheur, un otage prenait la fuite, ce serait la mort assurée pour le gardien. L'otage allemande raconte qu'elle a voulu une fois se cacher complètement des regards. « Ils m'ont dirigée vers un endroit où normalement on ne devait pas me voir. Quand je suis arrivée, j'ai vu qu'on pouvait me voir de l'autre côté. C'est un vrai casse-tête à chaque fois qu'on a envie de faire nos besoins naturels. »

Les otages savent bien que les éléments de l'organisation terroriste vivent une grande frustration sexuelle. Ce sont des jeunes vigoureux, à la fleur de l'âge, vivant longtemps en promiscuité entre eux, dans les dures conditions climatiques et géographiques du désert, dans un climat de peur, parfois de terreur, traqués par les forces armées des pays du Sahel, avec la crainte constante de rencontrer des clans rivaux, une opposition armée ou simplement des aventuriers de la contrebande. Ce manque flagrant de relations sexuelles, les jeunes membres de l'organisation terroriste le doivent à la vie qu'ils mènent dans des camps paramilitaires où il n'y a pas de femmes. L'otage autrichien, Wolfgang raconte qu'il a remarqué que l'un des ravisseurs a l'habitude d'attarder son regard sur sa femme. Quand il lui a fait la remarque et demandé la raison de cette attention, le jeune homme a rougi et détourné son regard.

Les scènes du même genre se sont souvent répétées dans les camps de détention, racontent les otages. L'otage suisse rapporte l'anecdote concernant un certain Abou Fayçal, le chef du groupe des ravisseurs. Avant la libération de sa femme, Gabriella Greiner en avril 2009, en compagnie de la vieille enseignante allemande, Abou Fayçal lui propose de l'huile qu'il dit être un bon remède pour les maux du dos dont elle souffre énormément. Devant la surprise générale, à l'encontre de tous les principes religieux, il propose à la femme de lui masser le dos. Mais le mari refuse net.⁴⁵

A cause, peut-être, de cette absence de l'élément féminin et de la frustration sexuelle, le chef du groupe n'hésite pas à demander l'aide des femmes otages pour soigner les blessures des ravisseurs en cas d'urgence,

comme cela s'est passé avec l'otage Andréa Kloiber à qui on a demandé de soigner le bras d'un terroriste blessé par balle.

Le couple autrichien a eu des faveurs que les autres otages n'ont pas eu la chance d'avoir. Les ravisseurs les ont autorisés à parler avec leurs familles en Autriche grâce à un téléphone portable satellitaire. Abner Wolfgang n'hésitait pas à leur demander de parler à son fils aîné, à condition bien sûr de parler en anglais, langue qu'un ravisseur nigérien comprend, qui l'écoutait pour des raisons évidentes de sécurité. Puis, ayant gagné la confiance d'Abou Zeid, l'otage put parler à son fils librement et en allemand. Mais ce privilège a été subitement retiré dès l'arrivée d'otages d'autres nationalités.

Abner Wolfgang raconte⁴⁶ qu'Abou Zeid l'écoutait avec une attention particulière quand il a su qu'il possédait une grande culture sur les religions monothéistes, y compris l'Islam. Ces discussions qui se déroulaient, de temps à autre, pendant les neuf mois de détention, ont été une aubaine pour les terroristes islamistes pour œuvrer à faire changer de religion à l'otage autrichien et sa femme⁴⁷. Ils ont clairement demandé au premier de laisser tomber sa religion chrétienne pour embrasser l'Islam. L'un des ravisseurs lui a dit : « Faire entrer un *kafer* (mécréant) dans l'Islam vaut plus que tout l'or du monde. » Une appréciation à laquelle ce même ravisseur trouve utile d'ajouter, bien entendu, que cela n'avait aucune relation avec les conditions de libération des otages qui demeure liée au paiement de la rançon.

Les ravisseurs qui surveillaient le couple autrichien se sont efforcés de faire appel à l'histoire pour faire passer leur message et convaincre leurs deux prisonniers d'embrasser l'Islam, allant jusqu'à trouver dans le siège de Vienne en 1529, par l'armée Ottomane, une manière de soutenir que la capitale autrichienne avait failli être musulmane. Néanmoins, pour eux, le pays qui doit impérativement retourner à l'Islam, c'est bien l'Espagne, l'ancienne Andalousie.

L'otage autrichien soutient que l'adhésion de ces jeunes hommes⁴⁸ à l'organisation terroriste est bien motivée par des convictions idéologiques. Ils sont convaincus que l'Islam, tel qu'ils le conçoivent, est la solution idéale pour le monde d'aujourd'hui. En revanche, l'otage allemande, l'enseignante de 76 ans, semble d'un autre avis et affirme que ces jeunes « soldats de

l'Islam », à travers leur engagement dans l'organisation terroriste, « veulent surtout affirmer leur personnalité et se donner une valeur qu'ils ne peuvent avoir ailleurs. » Elle ajoute que ce sont des extrémistes dangereux. L'un d'eux a même affirmé sans hésitation qu'il avait tué son père.

La majorité des otages ont éprouvé d'énormes difficultés à supporter les dures conditions de vie dans les camps désertiques du Sahel africain. Ils sont contraints de porter des habits traditionnels locaux pour ne pas attirer l'attention durant leurs déplacements. Quant aux femmes, leurs souffrances sont encore plus grandes, car on les oblige à se couvrir la tête et le visage avec des tissus abîmés et sales, et ce malgré la chaleur.

De temps à autre, quand ils passent la nuit dans un endroit découvert, les terroristes obligent les femmes à se lever très tôt, à plier les couvertures et à les disperser pour éviter d'être repérés par les avions de surveillance qui sillonnent le ciel à leur recherche.

Les ravisseurs sont installés au nord du Mali, mais ils reçoivent des vivres et des médicaments par le biais des contrebandiers.

L'otage allemande raconte ses jours passés dans ces camps dénués de toutes commodités où la canicule, les insectes, les serpents, les scorpions, la malnutrition, le manque de médicaments et de propreté ont rendu leur quotidien insupportable. Elle dit n'avoir pu prendre les médicaments qui lui étaient habituellement prescrits pour traiter son asthme qu'après plusieurs jours d'insistance. Les médicaments étaient d'origine algérienne, que les contrebandiers ramènent du sud du pays. L'eau manquait terriblement. C'était au compte-gouttes. La part de chaque otage était d'un verre par jour d'une eau sentant l'essence et distribuée avec une grande parcimonie et il était très rare qu'on en donne plus d'un litre à chaque otage pour se laver⁴⁹. Un jour pourtant, on attribua exceptionnellement trois litres d'eau à chacun. Ce fut la fête dans le camp des otages.

Quant à la nourriture, elle était constituée essentiellement de riz et de pâtes, et rarement de viande. Les ravisseurs et leurs otages partageaient cette maigre pitance, sans distinction de rang ni de statut. Et quand il y a une pénurie alimentaire, elle touche tout le monde. Il n'y a guère de privilégié. Le pain traditionnel devient la seule nourriture possible au déjeuner comme au dîner, jusqu'à l'arrivée des vivres.

L'un des intermédiaires les plus connus résume en ces termes la vie des otages dans le désert : « Au Sahara, il n'y a rien. Il n'y a pas d'animaux à chasser. Et les terroristes sont coupés de la population locale et ne peuvent donc s'approvisionner sur place. Ils ont des sacs de riz, de semoule et de pâtes, c'est tout ce qu'ils mangent. Dans des conditions exceptionnelles et très rares, ils peuvent s'offrir un mouton. »⁵⁰

Comme la préservation de la vie des otages est primordiale, le but évident étant de monnayer leur libération, les ravisseurs sont non seulement obligés de les nourrir, mais aussi de les soigner en cas de blessures.

Bilal est l'un des éléments de l'organisation terroriste les plus souriants. Il est médecin et s'occupe de soigner les blessures des otages. Il a utilisé du plâtre⁵¹ pour le bras fracturé de l'enseignante allemande. Il utilise les phares du véhicule tout-terrain (4x4) pour des opérations de soins diverses.

De son côté, l'otage français Pierre Camatte donne son éclairage sur les conditions de vie des kidnappeurs : « On bougeait tout le temps. Je ne suis jamais resté plus de dix jours au même endroit. Le premier mois, j'avais les côtes cassées et des hématomes, mais je n'ai eu aucun médicament, ni vu de médecin. Je ne parle même pas de l'hygiène ; rien pour se laver les dents, rien pour se laver tout court. Il fallait affronter la chaleur épouvantable, les vents de sable, la violence des preneurs d'otages. Mais ce qui était le plus dur, c'était la solitude. J'étais le seul otage et n'avais personne à qui parler.⁵²»

Sur les conditions de détention, P. Camatte a ce témoignage : « On me donnait de la nourriture et de l'eau infectes, mais le plus dur, c'était la solitude. » Et d'ajouter : « Chaque jour, je croyais ma dernière heure arrivée. On m'avait promis que je pourrais voir un médecin, mais je n'ai jamais vu de médecin ni d'ailleurs eu le moindre médicament. J'ai souffert de coliques néphrétiques parce que je refusais de boire l'eau qu'on me donnait, car elle sentait l'essence. »

Durant 3 mois de détention entre les mains du groupe d'Abdelhamid Abou Zeid, Pierre Camatte a bien saisi les convictions et les perceptions des terroristes au Sahel : « Ils n'aiment pas la politique menée par la France et ils contestent la laïcité de notre pays. Quand j'étais retenu, mes ravisseurs

m'ont dit à plusieurs reprises : « Pourquoi les femmes en France n'ont-elles pas le droit de porter le voile ? Vous n'aimez pas les musulmans. »

Le même témoin ajoute que les kidnappeurs pensent « qu'ils détiennent une vérité qui est la vérité suprême. Ils ont le Coran qu'ils lisent tout le temps. (...) Ils disent que les musulmans de France ne sont pas de vrais musulmans, que ce sont eux qui détiennent la vérité et que leur objectif est d'islamiser le monde entier. »

Pour cet ancien otage, les éléments d'AQMI espèrent « obtenir des rançons en faisant des prisonniers » et pour cette raison, ils ne ratent aucune occasion de capturer des étrangers dans la région : « En capturant des civils, ils assurent leur sécurité et disposent d'un moyen de pression efficace. »

Les terroristes font leur sieste de la journée sous des véhicules. La nuit, ils la passent dans leur « hôtel mille étoiles » comme ils disent, en se couchant avec pour seul toit le ciel nocturne du Sud.

C'est ce que révèle l'intermédiaire mauritanien⁵³ Ould Limam Chafi qui a visité les camps de l'organisation terroriste dans le Grand Sahara à plusieurs reprises afin d'y négocier la libération des otages européens. Ces intermédiaires aident à prélever, à la source, une image plus ou moins véridique des conditions de vie des otages. Ce qui aide énormément les services de sécurité concernés à mieux comprendre la situation qui prévaut et à évaluer les conditions de vie des otages en vue d'agir en conséquence.

SCÈNES DE VIE AVANT LES NÉGOCIATIONS

A chaque annonce de disparition d'un ressortissant européen dans la région du Sahel africain, les Etats de l'Union européenne concernés alertent au maximum leurs services de sécurité pour déceler le moindre indice qui permette de savoir l'endroit exact de survenue de l'opération d'enlèvement, l'identité éventuelle des ravisseurs et la direction de leur retraite. Ce sont les premiers éléments à avoir sous la main pour prendre les mesures adéquates qui permettent de libérer les otages. Alors commence la quête des intermédiaires qui auront à jouer un rôle efficace dans l'initiation et la permanence du contact avec les ravisseurs.

Ces pays guettent aussi les revendications d'enlèvement diffusées comme toujours par Internet, moyen utilisé par les organisations terroristes. Des fois, ce sont des communiqués de presse que la chaîne *Al Jazeera*, très prisée par Al Qaïda, diffuse dès leur réception. La majorité des communiqués d'Al Qaïda au Maghreb islamique mettent en avant la force de l'organisation à travers des images qui frappent l'esprit et des discours riches en formules religieuses, signant l'appartenance islamiste du mouvement. Les images des hommes armés jusqu'aux dents, les visages barbus triomphants, et à leurs pieds le groupe des otages assis, les regards apeurés, les visages hirsutes et fatigués par le manque de sommeil, sont diffusées en boucle dans les chaînes de télévision du monde entier. Les scènes à filmer sont choisies pour choquer, montrer la force et la détermination des ravisseurs, amener les gouvernements à abdiquer et à payer les rançons.

Les communiqués des ravisseurs insistent surtout sur les raisons politiques et religieuses de l'enlèvement et du choix du pays des ressortissants enlevés. Puis suivent les conditions de négociations d'une manière directe ou par allusion, avec la menace de liquider physiquement les otages si le pays concerné ne satisfait pas leurs revendications dans un délai déterminé. Bien entendu, de cette manière, ils rejettent la responsabilité de la vie ou la mort des otages sur le gouvernement du pays concerné⁵⁴.

Mohamed Abou Salah⁵⁵, le porte-parole de l'organisation « Al Qaïda au Maghreb islamique » prend en charge la direction des négociations en diffusant des communiqués avec des enregistrements sonores diffusés via Internet.

Ces communiqués tentent toujours de masquer les faiblesses des opérations d'enlèvements, comme par exemple le fait d'éviter de dire que les ravisseurs appartiennent à des bandes mafieuses de contrebande qui n'ont aucune relation avec l'organisation terroriste, ou de dire encore que les otages ne sont libérés qu'après que leurs pays aient payé une forte rançon aux intermédiaires qui, eux, vont se charger de la donner aux ravisseurs après y avoir prélevé leurs parts.

Ces communiqués ne sont diffusés que tardivement. Parfois après des semaines ou des mois, car les communications entre les ravisseurs et les intermédiaires prennent beaucoup de temps. D'abord à cause de

l'immensité du Sahel africain et ensuite, du fait de la défiance qui enveloppe ce genre d'opérations. Les communiqués sont souvent accompagnés d'images ou de preuves qui vont inciter les appareils sécuritaires d'Etat à se préparer aux négociations, à rechercher des intermédiaires locaux.

En général, les images des otages diffusées sont celles qui ont été prises dès les premiers jours où les kidnappés sont encore en bonne santé physique. Car après quelques semaines de détention dans des conditions très dures, la santé des otages se détériore. Ce qui peut mettre les ravisseurs dans une gêne évidente vis-à-vis des gouvernements qui tiennent à la vie, et donc à la santé, de leurs ressortissants, mais aussi vis-à-vis de l'opinion publique internationale.

Des spécialistes qui ont travaillé sur le dossier du terrorisme affirment que la force de ces communiqués repose sur la capacité de ceux qui en sont à l'origine d'effacer les erreurs et de manipuler l'opinion publique selon le développement de la situation qui peut changer du tout au tout en quelques jours seulement. En ce qui concerne l'otage britannique, son sort était scellé depuis le début, car le Royaume britannique est connu pour son intransigeance et son refus de négocier avec les preneurs d'otages. Les ravisseurs savaient donc à quoi s'en tenir. Malgré cela, et pour éviter la colère de l'opinion publique, l'organisation terroriste « AQMI » a diffusé plusieurs communiqués pour prolonger le temps de détention de l'otage et donner une chance au gouvernement britannique de changer de position. Ils ont libéré la plupart des otages, ne laissant que le Britannique avec un Suisse, pour acculer le gouvernement britannique et le rendre seul responsable de la mort de son ressortissant.⁵⁶

Dans le cas de l'otage français⁵⁷ Michel Germaneau (78 ans) qui souffrait d'hypertension artérielle et de problème cardiaque au moment de son enlèvement au Niger en compagnie de son chauffeur algérien,⁵⁸ l'opinion publique croit que son assassinat le 25 juillet 2010 est une réponse directe à l'offensive militaire franco-mauritanienne contre les fiefs de la katiba Al Forkane que dirige un certain Abou El Hamame.⁵⁹ L'opération s'est soldée par la mort de six éléments de l'organisation armée, dont la plupart appartiennent aux tribus des Touareg du nord du Mali.

AQMI a imputé la mort de l'otage au gouvernement français qui a choisi la voie de la force au lieu de la négociation prônée par les ravisseurs. Le communiqué affirme que l'otage a été liquidé en réponse directe à l'offensive militaire. Cela donne un aperçu sur la puissance de la machine médiatique de l'organisation terroriste et son pouvoir d'influence sur l'opinion publique. Alors que sur le terrain, les données sont différentes⁶⁰. Certaines sources affirment que Germaneau est mort à cause de la chaleur et des conditions de déplacement précipité très éprouvantes, vu son âge et la précarité de son état de santé.

Quand Germaneau s'est exprimé dans l'enregistrement sonore, demandant l'aide du président français, Nicolas Sarkozy à la fin du mois de mai 2010, il était déjà dans un état de santé critique. D'ailleurs, il ne s'est pas empêché d'évoquer le manque de médicaments dont il pâtissait, que ses ravisseurs ne pouvaient lui procurer. Il a évoqué aussi la canicule insupportable et les conditions de détention que son état ne lui permettait pas d'assumer.

Bien que les intermédiaires soient arrivés à lui faire parvenir les médicaments demandés, Michel Germaneau a succombé à sa maladie, probablement vers la fin du mois de juin, ne pouvant supporter sa condition de captif dans le désert. Mais les ravisseurs, guidés par Abdelhamid Abou Zeid, ont poursuivi leurs négociations avec les intermédiaires sans donner de preuves de vie supplémentaires de l'otage Germaneau.

Les justificatifs du refus de la direction d'AQMI reposaient sur leur appréhension de susciter, contre eux, la colère du gouvernement français devant leur impuissance à fournir des conditions de détention adéquates à un vieil homme malade. Cet élément porterait un coup dur à la bonne marche des négociations.⁶¹

Les forces de sécurité françaises avaient pressenti, dès la fin du mois de juin, que les négociations piétinaient. Les ravisseurs, pour leur part, cachaient beaucoup de choses aux intermédiaires qui étaient, à chaque fois incapables de fournir des preuves convaincantes que Michel Germaneau était encore en vie.

Nicolas Sarkozy, lui-même, a déclaré que Paris ne possède pas suffisamment de preuves que Germaneau soit encore en vie, et ce depuis l'unique enregistrement sonore diffusé par l'organisation terroriste. Il a

même nié l'existence de négociations avec les ravisseurs. Ce qui a poussé Al Qaïda à diffuser un communiqué pour dire que l'opération militaire franco-mauritanienne s'est déroulée en pleine période de négociations entre les deux parties. De la sorte, Al Qaïda au Maghreb islamique détournait les événements à son profit. Ce qui donnait à penser, à l'opinion publique, que c'est le gouvernement français qui a commis l'erreur fatale de déclencher une opération militaire au mauvais moment. Une opération, au demeurant, qui s'est soldée par un échec, car n'ayant pas eu pour issue la libération de l'otage. C'était, vraisemblablement, le but de l'opération conjointe avec les forces armées mauritaniennes. Selon cet entendement, la mort de l'otage français, Michel Germaneau ne serait plus le fait de l'incapacité d'Al Qaïda à assurer à son otage des conditions de détention adéquates et une couverture médicale, mais bel et bien le fait de la décision précipitée du gouvernement français de déclencher une offensive militaire mal préparée.

Ces images diffusées par l'organisation terroriste dans le Sahel africain servent aussi à élever le moral de ses troupes au nord de l'Algérie qui sont de plus en plus harcelées par les forces de sécurité algériennes qui paralysent leur capacité de nuisance, surtout dans l'Algérois et ses périphéries.

Ce travail de propagande est confié à un certain Salah Abou Mohamed, responsable de l'information et porte-parole d'AQMI. Beaucoup d'activistes islamistes de Mauritanie⁶² et du Mali intègrent l'organisation terroriste, fascinés par ces images d'hommes armés jusqu'aux dents, aux visages partiellement cachés par des chèches, que les grandes chaînes de télévision diffusent en boucle.

Ainsi, l'organisation terroriste se transforme, d'un petit groupe qui erre dans l'immensité désertique du Sahel, dans des conditions de vie très précaires, en une force militaire très connue dans la région avec laquelle des gouvernements de la grande Europe se précipitent pour négocier, consentant, dans le cadre de ce nouveau rapport de forces, des rançons qui se chiffrent en millions d'euros. A leurs yeux, c'est un monde du miracle devenu réalité que ces jeunes tentent de rallier en intégrant les rangs d'AQMI.

Le porte-parole évoqué plus haut travaille beaucoup sur les images avant de les diffuser via Internet. Il couvre les erreurs des ravisseurs, il cache les visages des otages femmes comme il l'a fait avec les couples autrichien et italien, ou encore avec le couple suisse, quand il a presque effacé les visages des deux femmes.

Ces images sont exploitées de façon à permettre à cette organisation terroriste de répondre, de façon intelligente, aux critiques dirigées contre elle. Dans le communiqué diffusé après l'enlèvement des cinq français au Niger, figurait la photo de l'émir de la katiba Tarek Ibn Ziad, Abdelhamid Abou Zeid, pour affirmer que l'opération a été exécutée directement par la direction d'AQMI, et non par des groupes de contrebande qui travaillent au profit de l'organisation.⁶³

Pour encourager les opérations de recrutement de nouveaux activistes dans le vivier accessible de la mouvance islamiste extrémiste dans la région du Sahel, la direction compte beaucoup sur ces images qui montrent les chefs dressés, impressionnants et charismatiques, dans une posture de vainqueurs. Le but étant d'effacer les idées qui circulent au sujet des conditions de vie très difficiles des terroristes, traqués par les forces de sécurité de tous les pays de la région, et donner une image positive et encourageante qui puisse attirer de nouvelles recrues, dont Al Qaïda a grandement besoin pour continuer de sévir dans le Grand Sahara.

LES INTERMÉDIAIRES D'AL QAÏDA POUR ACHEMINER LA RANÇON

Le transfert des touristes européens pris en otage vers le nord du Mali, au début de l'été 2003, marque le début du commencement des négociations pour leur libération. C'est aussi une occasion historique inespérée pour redorer le blason des leaders des tribus targuies du nord du Mali, avec leur entrée en scène comme intermédiaires entre les ravisseurs et les représentants des gouvernements européens concernés. Ils vont jouer un rôle prépondérant pour mener à bien les opérations de négociations, qui ont plongé le Sahel dans une alerte maximum, focalisant l'attention des caméras du monde entier.

Certains chefs et notables touaregs ont une influence certaine sur les dirigeants d'Al Qaïda qui se sont sédentarisés dans la région. Mais le climat de méfiance règne entre les deux camps à cause des gros enjeux qui les ont réunis, qu'ils soient politiques ou financiers.

Des intermédiaires expliquent que des règles séculaires régulent ce genre de transactions. D'habitude, c'est toujours un élément des kidnappeurs qui, le premier, contacte l'intermédiaire en utilisant des numéros de téléphones portables différents et aussi à des moments différents. C'est la politique adoptée par Mokhtar Belmokhtar⁶⁴ avec Chafi. Le contact se fait par le biais de plusieurs portables. On définit le lieu où doit normalement se dérouler la rencontre qui, généralement, se situe près de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Quand les intermédiaires arrivent sur place, on les conduit jusqu'au lieu où les attend Belmokhtar⁶⁵.

Parfois, les intermédiaires apportent avec eux des aides données par les gouvernements, destinées à leurs ressortissants otages afin d'alléger leurs souffrances. Les aides se composent généralement de biscuits, de jus, d'habits indispensables, de médicaments et de produits de nettoyage dont les otages ont grand besoin.

Abdel Djalil, un chef rebelle du mouvement d'opposition malienne, était parmi le groupe d'intermédiaires avec le gouverneur de la ville de Gao au nord du Mali, et qui représentait son pays, considéré comme un intermédiaire central au nom des négociateurs des pays concernés par les enlèvements.

Abdel Djalil⁶⁶ était parmi les grandes figures de l'opposition dans la région du nord du Mali. Était présent dans les premières étapes des négociations, Iyad Ag Ghali de la tribu touareg « Ifoughass », la plus grande et la plus influente de la région. Iyad Ag Ghali tire sa force de son statut d'ancien chef rebelle du mouvement d'opposition touareg et chef du mouvement populaire des Azawads pendant les années 90. C'est lui qui a déclenché le conflit armé contre le gouvernement du Mali au début des années 90⁶⁷.

C'est lui aussi qui, en 2006, a mené le mouvement « Alliance démocratique du 23 mai pour le changement » en compagnie de Hassan Faghagha, et signé l'accord de paix en Algérie.

Les engagements contenus dans cet accord signé en grandes pompes penchent vers la création d'une force spéciale pour asseoir la paix dans la

région⁶⁸ et casser la relation de cohabitation entre les leaders touareg et les éléments de l'organisation terroriste.

Ibrahim Bahanga, son allié historique dans la région, a créé ces dernières années le mouvement « Alliance des touareg du nord du Mali pour le changement », et a joué lui aussi un rôle prépondérant comme intermédiaire auprès des éléments d'AQMI, à cause justement de son influence et de ses relations dans la tribu « Ifoughass », dont il est, lui aussi, issu.

D'habitude, Brahim Bahanga active pour l'intérêt des intermédiaires libyens, comme cela s'est passé avec l'histoire du grand enlèvement de touristes européens. Sa présence a soulevé beaucoup de critiques de la part de plusieurs pays du Sahel, pour ce qu'ils ont considéré comme étant un rôle douteux et néfaste du mouvement insurrectionnel touareg dans ses relations avec l'organisation terroriste.

En plus des anciens chefs du mouvement d'opposition touareg au nord du Mali, la plupart d'autres petits intermédiaires s'activent avec la recrudescence des enlèvements de touristes européens. Certains sont des contrebandiers qui ont pignon-sur-rue au Sahel. D'autres ont de solides relations avec les tribus arabes pauvres du nord du Mali, ou représentent des cercles officieux du pouvoir malien sans toutefois cacher leurs sympathies pour l'organisation terroriste. Chaque intermédiaire négocie ferme avec les ravisseurs sa part de la rançon, qui varie selon son rang et son pouvoir, mais aussi suivant ses capacités à convaincre l'autre partie d'accélérer la procédure, de débloquer l'argent et de l'acheminer dans des délais relativement acceptables.⁶⁹

OULD LIMAM CHAFI, INTERMÉDIAIRE CENTRAL

Mustapha Ould Limam Chafi est un homme d'affaires mauritanien résidant au Burkina Faso. Il est considéré comme l'un des intermédiaires les plus en vue, car il a joué un rôle éminent dans la libération des otages européens qui ont été enlevés par Al Qaïda au Maghreb islamique dans le Grand Sahara.⁷⁰

Le rôle de Chafi est devenu prépondérant à partir de 2008, après les opérations d'enlèvements d'européens dans la région. Ses relations personnelles avec les islamistes mauritaniens et son expérience dans la traversée clandestine des frontières transsahariennes, ont incité la direction de l'organisation terroriste à le contacter pour demander ses services. Avec le temps, Chafi a su fructifier cette relation et gagner la confiance des dirigeants d'Al Qaïda au Sahel.

En plus de l'arabe et du français, Chafi parle aussi plusieurs dialectes locaux comme le bambara, le haoussa et le tamachek des Touareg du nord. Il a aussi de solides relations avec des leaders politiques de plusieurs pays du Sahel. Il possède un réseau d'affaires important au Mali et au Niger. Ce sont ces atouts qui ont fait de lui un intermédiaire accepté par les différents gouvernements des pays du Sahel où se déroulent les opérations de négociations.

Chafi est aussi connu pour avoir été le conseiller du président burkinabais qui l'avait chargé, depuis une quinzaine d'années, de la mission de négocier la trêve et de faire cesser les conflits armés en Afrique. Son nom comme négociateur a été évoqué pour la première fois lors de l'enlèvement des otages autrichiens⁷¹.

Un autre atout dans sa poche, Chafi a des relations solides avec Mokhtar Belmokhtar avec lequel il a mené des affaires de contrebande. Ce qui a fait de lui l'intermédiaire idéal.

Fidèle à sa réputation, il a mené à bien les négociations qu'on lui a confiées et réussi à libérer plusieurs otages étrangers, dont le dernier, à savoir l'Espagnol Roque Pascual et, avant lui, Alicia Gamez.

Chafi se souvient du jour où les otages espagnols ont été libérés. « Le plus beau jour de ma vie », dit-il⁷². Il les a lui-même accompagnés chez le président burkinabais, après leur libération le 23 août 2010. Il ajoute qu'il a pu rejoindre le camp des ravisseurs une semaine seulement après la date des enlèvements, et avec lui un lot de médicaments et des pansements pour pouvoir soigner Albert Vilalta qui avait reçu trois balles dans le corps lors de l'opération de kidnapping.⁷³

Chafi était accompagné d'autres intermédiaires qui ont, eux aussi, participé aux négociations afin d'augmenter les chances de réussite et éviter tout achoppement⁷⁴. Il fallait apporter des preuves tangibles que les otages

espagnols étaient encore en vie pour que le gouvernement espagnol puisse débloquer l'argent de la rançon. Chafi a été contraint de préparer, avec les ravisseurs, un film vidéo qui montre les otages et les terroristes ensemble, pour le remettre au gouvernement espagnol. Cela à la condition que le film ne soit pas diffusé, ni montré à la presse, car ce serait « une grande humiliation pour les deux parties et pour le peuple espagnol. »

Pendant les neufs mois de détention des otages, Chafi a visité plusieurs fois le camp des terroristes d'AQMI. Une dizaine de fois, au moins, où il devait négocier personnellement avec Mokhtar Belmokhtar qui détenait les otages espagnols. Chafi est l'intermédiaire de confiance des terroristes ravisseurs. Il leur ramènerait l'argent de la rançon et les billets ne seraient pas des faux.

A chaque étape des négociations, Chafi dit trouver de la compréhension chez le gouvernement espagnol et leurs services de sécurité. Les négociations, il est vrai, furent longues et difficiles et il fallait aux deux parties s'armer de beaucoup de patience et de souplesse. Par ailleurs, certains gouvernements s'opposent à ce genre de négociations et se mettent à semer des embûches, comme cela s'était passé avec la Mauritanie qui n'a pas accepté que les Espagnols puissent accepter comme condition, entre autres, la libération de l'instigateur de l'opération de l'enlèvement, Omar Sahraoui. Sa libération a pris des semaines entières de pressions et de négociations avec le gouvernement d'Ould Abdelaziz.⁷⁵

Le médiateur Chafi est arrivé à une heure tardive, un samedi soir, à l'endroit désigné par les éléments de l'organisation terroriste pour prendre livraison des otages libérés. Aussitôt la rançon prise, les ravisseurs ont quitté l'endroit dans plusieurs véhicules tout-terrain. Chafi a attendu sur place jusqu'à ce que les deux otages arrivent d'un autre endroit pas très éloigné, mais sous contrôle terroriste. Ce jour-là, le danger planait, car l'annonce de la libération des deux otages espagnols a été diffusée dans la journée. Plusieurs actions pouvaient être programmées : subtilisation de l'argent de la rançon, élimination des terroristes, éventuel règlement de vieux comptes entre factions rivales...

La frontière avec le Burkina Faso est encore loin. Il a fallu des heures à Chafi et ses hommes, accompagnés des deux otages espagnols libérés, pour atteindre enfin la frontière.⁷⁶

Chafi avoue que les revendications des terroristes étaient, dès le départ, très exagérées. Ils ont demandé la libération du dirigeant d'Al Qaïda au Maghreb islamique Ould Essamane et de 14 autres islamistes détenus dans les prisons de Nouakchott en Mauritanie.

En toute modestie, Chafi avoue que « je ne suis en fin de compte qu'un « soldat » qui exécute les ordres de mon chef direct, le président burkinabais, Blaise Campaoré ; c'est lui le grand guide, le héros de toutes les opérations de négociations pour la libération des otages, car il met à ma disposition toute la logistique matérielle nécessaire et la couverture politique qui me permettent de négocier en position de force et de me déplacer vers les camps des terroristes en toute liberté. » Il tient à préciser, tout de même, que ce n'est pas le président burkinabais qui lui remet l'argent de la rançon. Celle-ci lui parvient par d'autres relais. Le rôle de Chafi consiste à la livrer aux ravisseurs, et à attendre que les otages soient libérés pour les ramener sains et saufs au Burkina Faso.⁷⁷

La valeur de chaque intermédiaire se négocie sur le terrain. Elle change selon la force de persuasion et les informations que détient le médiateur. Celui-ci doit répondre à toutes les questions posées par les services de sécurité au sujet des otages, leurs identités, leur état de santé, et bien d'autres détails susceptibles de convaincre de la véracité des faits. La rançon ne se donne pas au premier venu.

L'otage allemande, Mariane Petzold rapporte qu'au début des négociations pour sa libération en février 2009, les services de sécurité allemands ont adressé à un intermédiaire malien un nombre considérable de questions auxquelles il doit avoir des réponses. Parmi ces questions, l'une concerne le nom de la fille de son frère qui vit au Portugal⁷⁸.

L'intermédiaire malien a dû, à une certaine étape des négociations devant mener à la libération des deux Autrichiens, au printemps 2008, poser une multitude de questions aux deux otages Abner et Kloiber. Des questions sur leurs mariages respectifs précédents. Le Malien a donné les noms des trois enfants des anciens mariages du couple autrichien aux services de sécurité autrichiens pour les convaincre de la véracité des faits et de sa crédibilité⁷⁹.

NOTES

40. Le journal espagnol *El Pais* a publié dans la deuxième semaine du mois de février 2010 d'émouvants témoignages des otages européens détenus au Sahara par AQMI.
41. Le journaliste d'*El Pais* a souligné qu'elle a refusé de lui parler, et que tout ce qu'elle avait à dire elle l'a dit au journal britannique *The Sunday Telegraph* dès l'annonce de l'assassinat de l'otage britannique.
42. D'anciens témoignages que l'otage a donnés pour le journal britannique *the Sunday Times*, que le journal *El Pais* a republiés une autre fois au début de janvier 2010.
43. L'AFP a diffusé ces déclarations en juillet 2009, où il s'est étalé sur ce que lui a dit Abdelhamid Abou Zeid.
44. Ces paroles d'Abou Zeid étaient suffisantes dans l'esprit de l'intermédiaire pour comprendre que l'heure de l'otage britannique a vraiment sonné. Ce qui l'a incité à contacter le gouvernement malien avec son téléphone portable pour l'informer de la nouvelle situation.
45. Témoignage du couple suisse rapporté par *El Pais*, qui démontre la capacité des kidnappeurs à manipuler la vie des kidnappés, à travers les détails de la vie quotidienne dans ces camps de détention en plein désert du Sahel africain.
46. Témoignage rapporté par la presse autrichienne, stipulant qu'il a longtemps parlé à Abou Zeid par un assistant nigérien qui a été le traducteur.
47. L'otage autrichien Ebner Wolfgang qui travaille aux impôts a ramassé beaucoup d'argent dans les entretiens qu'il donnait à la presse et aux médias autrichiens. Aux médias étrangers, il répondait qu'il préférerait qu'ils puissent directement dans ce qu'ont publié les journaux autrichiens, au lieu de rapporter directement ses dires.
48. Les témoignages des otages qui ont été détenus dans le Sahel africain ont affirmé que les terroristes étaient tous âgés entre 17 et 25 ans.
49. Témoignage de l'enseignante allemande qui décrit les dures conditions de détention.
50. Témoignage de l'intermédiaire Ould Limam Chafi pour le quotidien espagnol ABC.
51. :es témoignages des otages concordent tous sur l'identité de Bilal, le médecin d'AQMI, qui se déplace entre les campements de l'organisation

terroriste très éloignés les uns des autres, afin d'assurer la couverture médicale des otages et des ravisseurs.

52. Interview dans *le Parisien* parue le 18 septembre 2010.

53. L'intermédiaire mauritanien Ould Limam Chafi tente d'éloigner de lui l'accusation de complicité avec les terroristes lors de ses différents déplacements vers les camps des ravisseurs. Il distille, de temps à autre, des informations aux médias espagnols en tant que conseiller du président burkinabais, Blaise Compaoré.

54. AQMI refuse délibérément de parler de rançon dans ses communiqués de presse. Car le chantage et le commerce par des prises d'otages sont difficilement justifiables pour une organisation qui prétend militer pour des objectifs politiques et même religieux.

55. Mohamed Abou Salah, porte-parole d'AQMI, de son vrai nom Salah Eddine Kacimi, né le 13 avril 1971 dans la région de Zribat El Oued dans la wilaya de Biskra. Ingénieur d'Etat en informatique. Arrêté la première fois par les forces de sécurité en 1993 et accusé d'incitation aux activités terroristes en Algérie, il fut libéré dans le cadre des lois sur la Concorde civile. En 2000, il reprend ses activités terroristes. Sa connaissance de l'outil informatique et des réseaux du Net lui permettent de prendre des responsabilités importantes dans l'organisation terroriste. Il s'occupe de la préparation des images vidéo, de leur montage et de leur diffusion sur le Net, avec des commentaires sonores.

56. Les communiqués diffusés par AQMI tentent de manipuler l'opinion publique en voulant attribuer la responsabilité de la mort de l'otage britannique Edwen Dyer au gouvernement britannique qui refuse les négociations pour sa libération.

57. Nous en parlerons dans les prochaines pages du livre.

58. Le conducteur s'appelle Ouaghi Abidine, 39 ans. Il a été libéré deux jours après son enlèvement et celui de Michel Germaneau, qui l'accompagnait en ce jour du 20 avril 2010, à bord d'un véhicule tout-terrain, au nord du Niger, pour visiter l'école caritative que dirigeait le Français.

59. Yahia Abou El Hamame, l'émir de la katiba « El forkane ». Son vrai nom est Okacha Djamel, né le 19 mai 1978 à Rouiba à l'est d'Alger. Il a vécu pendant un certain temps à Haouch Mourad dans la commune de Réghaïa (30 km à l'est d'Alger). Il a intégré le GSPC en 2003 dans la katiba « El

Farouk » qui activait à Lakhdaria, wilaya de Bouira, avant de rejoindre le Sahel africain en compagnie de Mokhtar Belmokhtar. Yahia Abou El Hamame est l'un des terroristes les plus recherchés dans le Sahel pour ses activités à la tête de « katiba El Forkane », y compris la formation et l'entraînement des nouvelles recrues d'AQMI, dont la majorité viennent de Mauritanie, du Niger et des tribus arabes du nord du Mali.

60. Les informations qu'ont pu rassembler les services de sécurité français et certains pays du Sahel tendent à accréditer l'hypothèse d'une mort naturelle de l'otage Michel Germaneau. La canicule, le manque de médicaments et les dures conditions de détention ont fini par avoir raison du vieil humanitaire du Sahel africain.

61. La grande préoccupation des ravisseurs se concentrait sur la meilleure façon de préserver la vie des otages, car le moindre pépin qui touche à la santé des otages les met dans une grande gêne par rapport aux gouvernements des pays occidentaux qui négocient avec eux pour libérer leurs ressortissants sains et saufs.

62. Mohamed Said Ould Moulay est un activiste mauritanien né le 31 décembre 1983, recruté en 2007, à Bamako, considérée à l'époque comme une plaque tournante du recrutement et de l'enrôlement de nouveaux éléments dans AQMI. Le dossier judiciaire de la Cour d'Alger des affaires du terrorisme du début de 2010 donne des détails sur le réseau de recrutement mauritanien qui prétend envoyer les jeunes recrues islamistes pour combattre les soldats américains en Irak, mais qui les déploie dans le désert de Sahel au service d'AQMI.

63. Les services de renseignements français n'ont pas jugé utile de divulguer les conditions dans lesquelles Michel Germaneau a trouvé la mort. L'essentiel pour ces services, c'est le combat contre les preneurs d'otages, et c'est bien que l'opinion publique tienne les terroristes pour les assassins de Michel Germaneau. L'intox et la propagande mensongère sont des éléments souvent utilisés dans ce genre de conflits. Mais ces services auront des problèmes dans les négociations des probables otages français dans le proche futur, car AQMI au Sahel africain a diffusé un communiqué à la fin du mois de juillet 2010 où elle dit clairement que les ressortissants français sont les plus visés.

64. L'émir de la katiba des « voilés », Mokhtar Belmokhtar, surnommé « Khaled Abou Al Abbas » et « Laouar » (le borgne), est né le 1^{er} juin 1972 à Ghardaïa, sans travail fixe, empêtré dans plusieurs affaires de terrorisme et de contrebande à l'extrême-sud du pays. Il est connu comme un grand trafiquant d'armes et de munitions, depuis l'époque du GIA dans les années 90. Il a été même pendant les derniers temps du GIA, l'émir de la 9^e zone. Après l'élimination de Djamel Zitouni et l'arrivée à la tête du GIA de Antar Zouabri, il entre en dissidence avec le mouvement terroriste, pour intégrer le GSPC de Hassan Hattab. En 2006, il a été désigné à la tête de la katiba « El Moulathamoun » (Les voilés), qui se compose essentiellement de jeunes de Mauritanie et du Mali. Il s'est sédentarisé dans le Sahel africain et s'est marié avec une femme de la tribu arabe des « Barabiches ».

65. Chafi dit aux médias espagnols que les otages espagnols sont en vie, mais il leur demande à chaque fois de garder le secret pour ne pas faire échouer les négociations.

66. De son vrai nom Kamel Germane. Il a été arrêté au nord du Tchad. Ses déclarations sont contenues dans des procès verbaux des services de sécurité algériens. Il a désigné des avocats pour le défendre lors de son procès.

67. Iyad Ag Ghali a été désigné le 21 novembre 2007 comme conseiller consulaire au Consulat malien à Djedah en Arabie Saoudite. Il a été éloigné de la région à cause de son influence qui peut jouer en faveur du mouvement terroriste.

68. Le but de ces accords est d'épurer la région des différentes formes d'armements. Mais en réalité, l'Algérie vise à resserrer son étau autour des groupes terroristes qui activent au nord du Mali. La création de ces forces spéciales n'a jamais vu le jour.

69. El Para a déclaré à l'un de ses compagnons, à la veille de la diffusion de son célèbre communiqué d'exemption, que tout le monde a des intérêts dans les prises d'otages au Sahel africain, qu'ils soient d'ordre matériel direct ou politique. C'est ce qui l'a incité à encourager ce commerce jusque dans les milieux de la contrebande. Il dit clairement : « Au Sahel, tout le monde est arrosé ! »

70. La Mauritanie a émis un mandat d'arrêt contre Chafi. Elle le considère comme un danger à cause de sa vive opposition au coup d'Etat du général

Mohamed Ould Abdelaziz en 2008.

71. On a parlé de lui pour la première fois en 2008 après le piétinement des négociations.

72. Ils ont été libérés le 23 août 2010. Chafi s'est occupé personnellement de les emmener chez le président burkinabais Blaise Compaoré qui a suivi le déroulement des négociations pendant des mois.

73. Le journal ABC a publié un entretien avec l'intermédiaire Ould Limame Chafi le 25 août 2010.

74. Chafi a fait ses déclarations au journal espagnol dans la capitale burkinabaise Ouagadougou pendant le mois de mai, c'est-à-dire trois mois avant la libération des otages, en avançant la date prévue de leur probable libération.

75. L'Algérie considère que le fait de négocier avec les ravisseurs est un encouragement du terrorisme et des enlèvements de touristes étrangers. Ce qui explique en partie le recours des terroristes à des contrebandiers pour les opérations de prises d'otages, car les négociations avec eux n'ont pas de couverture politique, comme ce fut le cas en 2003 et 2008.

76. L'annonce de la libération précoce des otages espagnols a créé une panique au sein du gouvernement espagnol et des éléments du centre national des renseignements car la zone qui sépare le lieu de détention des otages de la frontière burkinabaise n'est pas sécurisée totalement.

77. Le président burkinabais Blaise Compaoré a pu, grâce aux négociations menées par son conseiller Ould Limame Chafi, attirer sur lui en peu de temps les regards des chancelleries européennes, car il est, en quelque sorte, le garant de la vie des otages.

78. Les nombreuses questions que posent les services de sécurité européens à l'intermédiaire et sa capacité de leur apporter des réponses précises sur la vie quotidienne des otages, déterminent le choix des gouvernements des intermédiaires avec qui ils travaillent. Ils préfèrent ceux qui ont des liens directs avec les ravisseurs, et ceux qui se déplacent personnellement dans les camps de détention des otages.

79. Les éléments d'AQMI ont douté du mariage véritable du couple autrichien qui a inscrit son mariage officiellement en 2007, une année avant son enlèvement.

LA ROUTE VERS LE SAHEL

En automne 2002, les services de sécurité algériens annoncent qu'ils ont éliminé l'émissaire d'Al Qaïda, que Ben Laden a envoyé dans la région du Maghreb arabe et du Sahel africain, le yéménite Imad Abdel Wahid Ahmed Alouane, sur-nommé Abou Mohamed Al Yamani⁸⁰. Ce dernier est entré dans le territoire algérien pour la première fois en Juin 2001 dans un voyage qui l'a mené jusqu'au fief de la direction du Groupe salafiste pour la prédication et le combat, dirigé à l'époque par Hassan Hattab⁸¹.

Abou Mohamed Al Yamani est arrivé en juin 2001, venant de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba en passant par Khartoum et le Niger.⁸²

Lors des événements du 11 septembre 2001 qui ont secoué les Etats-Unis d'Amérique, Abou Mohamed Al Yamani était dans le fief de la 5^e zone du GSPC, sur les hauteurs des montagnes qui séparent le Sud de l'Est de l'Algérie, dans le territoire des wilayas de Tébessa et de Khenchela.⁸³

Après avoir passé l'hiver dans cette région, il regagne le Nord du Mali et commence sa visite dans les pays du Sahel africain. Il passe deux à trois semaines entre la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

En juillet 2002, les services de sécurité algériens ont eu vent de la présence de l'émissaire de Ben Laden au Niger. Celui-ci retourne au Yemen via l'Arabie Saoudite pour accomplir la *Omra* (petit pèlerinage) à la Mecque, sous une fausse identité. Il voyage sous le nom de Sidi Ahmed Habib Allah (36 ans) de la région de Aïn Abengharite, au nord du Niger, fils de Fatima Lahbib.

A la fin de l'été 2002, il revient en Algérie et regagne le fief du GSPC dans les montagnes de Tébessa.

La mission⁸⁴ d'Abou Mohamed Al Yamani consiste à suivre les affaires du GSPC et des groupes islamistes armés⁸⁵, résultat de la conviction d'Al Qaïda de Ben Laden de l'importance de renforcer le travail des groupes islamistes armés algériens, en apportant la couverture religieuse et l'aide matérielle

nécessaire. La première mission de l'émissaire d'Al Qaïda consiste à réunir les informations indispensables à ce genre de projet.⁸⁶

Abou Mohamed Al Yamani avait le rôle de juge légal en veillant au respect des relations d'allégeance avec Al Qaïda de Ben Laden, et en arbitrant les conflits entre diverses organisations selon les lois de la *Chari'a*. Son rôle consiste aussi à assurer les communications sur le terrain entre Al Qaïda, par le biais de ses éléments actifs au Yemen, et la direction des organisations terroristes en Algérie, en surveillant et recoupant tout ce qui se dit sur et autour d'elles.

Abou Mohamed Al Yamani⁸⁷, dans ses rencontres avec les dirigeants du GSPC au Sahara, s'attelle à connaître les méthodes d'organisation, la composante humaine et les lieux de campement et de déploiement des unités. Pour la première fois, il évoque la nécessité du redéploiement de l'organisation terroriste dans le Grand Sahara et le Sahel africain, pour ce qu'elle recèle de possibilités en vue d'y établir des camps d'entraînement et de formation, loin des services de sécurité, sur toute la bande jouxtant les frontières, là où les forces de sécurité algériennes ne sont pas autorisées à pénétrer⁸⁸.

L'émissaire d'Al Qaïda de Ben Laden a utilisé de tout son savoir-faire pour réaliser son projet : utiliser le GSPC et ses réseaux en Algérie et dans le Sahara et le Sahel pour le redéploiement de l'organisation présidée par Ben Laden dans la région et créer de nouveaux camps de formation et d'entraînement pour remplacer ceux qui ont été détruits par l'armée américaine au Pakistan, en Afghanistan et en Somalie. Cela d'autant que les dispositions sécuritaires préventives⁸⁹ prises par les services de sécurité européens ont rendu difficile l'entrée en Europe. Beaucoup d'activistes islamistes ont été appréhendés et incarcérés dans des villes européennes, en Espagne, en Angleterre et en Allemagne, quelques mois après les attaques de New York et de Washington, initiées et commises par les islamistes de Ben Laden le 11 septembre 2001.

Abou Mohamed Al Yamani a visité les montagnes du Sud et de l'Est algériens. Entre-temps, il a rencontré beaucoup de dirigeants du GSPC comme Adderrazak El Para, l'émir de la 5^e zone⁹⁰, celui qui était l'homme fort du moment, très connu pour ses attaques meurtrières contre les forces armées algériennes, mais aussi pour sa capacité à mobiliser des

réseaux de soutien qui lui fournissent armes et munitions acheminées du Grand Sahara.⁹¹

Abou Mohamed a aussi rencontré le terroriste « Yanina Abdel Madjid » surnommé El Harrachi, le représentant officiel de Hassan Hattab, l'émir du GSPC, dans la 5^e zone.

Des responsables militaires américains ont expliqué que beaucoup d'activistes islamistes, liés à Al Qaïda de Ben Laden, ont pris la route du nord de l'Afrique, après avoir été interdits d'activité et expulsés d'Afghanistan. Ils ont pris la route terrestre du Grand Sahara après l'échec de quelques tentatives par voie de mer menées sur des embarcations utilisées beaucoup plus par les candidats à l'émigration clandestine vers les côtes européennes.

Ces voyageurs du djihad savaient qu'ils pouvaient entrer en contact et même reprendre le djihad avec les organisations terroristes locales, comme le GSPC.⁹²

Les responsables militaires américains donnent l'exemple du cas d'Abou Mohamed Al Yamani qui a voyagé à travers l'Afrique en 2002 avec l'intention d'aider les groupes terroristes locaux à commettre des attentats contre les intérêts des puissances occidentales en Afrique.⁹³

Alouane, un autre terroriste yéménite d'Al Qaïda de Ben Laden, proche d'Ayman Zawahiri, arrive lui aussi au Sahel africain. Ce qui a ébranlé les services de sécurité américains, car l'homme a été directement impliqué dans l'attaque du navire américain « Coole » en octobre 2000 au large du Yémen. Son arrivée en Afrique est liée à une information selon laquelle Al Qaïda projette de commettre des attaques contre les ambassades américaines et surtout celle de Bamako au Mali.

Ce qui a conforté les Etats-Unis d'Amérique dans leur stratégie de déploiement dans la région du Sahel, juste après les attaques du 11 septembre 2001. Une stratégie basée sur un programme baptisé « Initiative dans la région du Sahel ». Un premier budget de sept millions de dollars lui a été alloué pour les pays suivants : Le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le programme a été élargi plus tard pour englober d'autres pays, avec un budget plus conséquent.

ENLÈVEMENTS DE TOURISTES EUROPÉENS DANS LE SAHARA ALGÉRIEN

A la fin de l'année 2001,⁹⁴ le terroriste Abderrazak El Para annonce son intention de redéployer ses opérations militaires dans le Sahara algérien à la suite de la grande pression exercée sur ses troupes par les forces de sécurité algériennes dans ses fiefs à l'est du pays.

Peut-être que l'émissaire de Ben Laden, Abou Mohamed Al Yamani l'avait convaincu de la nécessité de transférer son quartier général et ses troupes au Sahel africain pour les avantages qu'il offre en matière de formation, d'entraînement, mais aussi de sécurité ?

Abdelhamid Abou Zeid et un certain Handhala se sont occupés d'acheter des véhicules tout-terrain et préparer les provisions pour le premier voyage qu'entreprend El Para au nord du Mali pour superviser les lieux⁹⁵. Il a rencontré Mokhtar Belmokhtar pour lui acheter des armes et des munitions. A son retour, à travers le Niger, il tombe dans une embuscade tendue par les forces armées nigériennes, perdant un de ses hommes, un certain Chaib Hocine. Lors de ce voyage, El Para a pu ramener une grande quantité d'armes et de munitions ainsi que des appareils de télécommunications⁹⁶.

Ensuite, selon ce qui avait été convenu au début de l'automne, El Para se dirige,⁹⁷ en compagnie d'un grand nombre d'hommes armés, vers le campement Tarek Ibn Ziad, au cœur des montagnes du Tassili, dans la wilaya d'Illizi. Le groupe armé s'est cantonné à une distance de 100 km de la ville. Dix jours après son arrivée sur les lieux, El Para dirige une opération militaire contre un cortège de véhicules qui transportent des touristes vers l'ouest du Tassili. Trois touristes, des hommes sur des motos, furent d'abord arrêtés et capturés⁹⁸. Le groupe armé arrête ensuite quatre autres touristes, des hommes de nationalité suisse, qui étaient à bord d'une Toyota. Un autre groupe de touristes fut arrêté. Il s'agit de quatre Allemands qui roulaient sur des motos sur une piste difficile entre Ouargla et Djanet, dans la wilaya d'Illizi⁹⁹.

El Para informe les touristes qu'ils sont ses otages. Après trois jours, il envoie 15 hommes armés en direction du sud du Sahara et un autre

groupe armé à bord des véhicules Toyota. En cours de route, ce groupe tombe par hasard sur quatre autres touristes allemands à bord d'un véhicule de marque Avéco. Ils sont capturés et acheminés jusqu'au QG de l'organisation terroriste.

El Para et sa troupe de garde prennent ensuite la route du sud à bord des véhicules des touristes captifs.

Un autre groupe de terroristes armés activant dans le désert algérien poursuit lui aussi la trace d'éventuels touristes étrangers et arrive à en arrêter plusieurs dans diverses opérations militaires. Entretemps, une information circule sur la disparition de quatre touristes allemands qui ont quitté leur ville natale, Augsburg le 22 février pour le Grand Sahara. Ils ont disparu depuis la date du 8 mars et personne ne connaît leur destination exacte.

L'information de leur disparition circule très vite, mais le flou persiste.

Le 17 mars, l'Agence algérienne de presse¹⁰⁰ (APS) publie un communiqué des services de sécurité qui informe que « les forces de la Gendarmerie nationale ont déclenché une opération de recherches, avec l'aide des agences touristiques locales de la wilaya d'Illizi, pour retrouver huit touristes étrangers qui se sont perdus dans le désert algérien. » Les touristes se composaient de deux groupes. Le premier comprenait quatre Suisses qui avaient pris un minibus de la ville de Ouargla en direction d'Illizi, en passant par la région de Balbakour et Oued Essamane. Tandis que le second groupe, qui se composait de quatre Allemands, s'est déplacé de la ville de Djanet dans la wilaya d'Illizi, en direction de Ouargla sur des motos, en suivant une piste que les touristes étrangers ont l'habitude d'emprunter avec l'aide des guides locaux.

Le même jour, cinq touristes allemands et un Suédois contactent leurs familles par téléphone pour la dernière fois à partir de la ville de Tamanrasset. Ils se préparent à un voyage à travers le désert dans trois voitures équipées pour des randonnées difficiles.

Le 4 avril, la télévision autrichienne annonce la disparition de huit touristes autrichiens dans le Sahara algérien. Deux jours après, une équipe de cinq membres de la police criminelle allemande arrive au Sahara, précédée par un haut responsable allemand de la sécurité pour enquêter sur les circonstances de la disparition des touristes.

Au fil des jours, le nombre de touristes « disparus » s'accroît considérablement. Leur nombre atteint très vite 32 touristes de nationalités allemande, autrichienne, suisse, un hollandais et un Suédois, tous entrés par la Tunisie, via le passage Taleb Larbi dans la wilaya d'El Oued.

Les touristes ont expliqué, plus tard, qu'ils s'étaient connus par Internet, avant de se rassembler dans deux centres différents situés tous les deux dans des régions du Sahara, considérées comme « dangereuses et non sécurisées ».

L'annonce de la disparition des touristes européens coïncide avec l'annonce de la direction du parc de l'Ahaggar de porter plainte contre des touristes allemands accusés « d'avoir volé des pièces de musée de la région dans le but de les acheminer clandestinement vers l'Allemagne en vue les écouler sur le marché des antiquités. » La plainte a été faite en se basant sur le témoignage d'un touriste britannique.

En l'absence d'informations précises sur le lieu où se trouvent les touristes et sur les conditions de leur disparition, les déclarations officielles algériennes soutiennent la possibilité que ces touristes auraient probablement quitté l'Algérie. Les informations que détient le ministère du Tourisme algérien de ses antennes locales parlent d'un groupe de « trafiquants de vestiges d'art rupestre¹⁰¹. » Cela surtout que certains parmi ces touristes sont rentrés sur le territoire algérien par la frontière tunisienne, sans passer par les agences touristiques locales, sans solliciter l'aide des guides. Ils ont même emprunté des routes dangereuses et traversé des régions interdites aux touristes pour des raisons évidentes de sécurité.

LE DÉPLACEMENT AU MALI

Le 28 avril, le journal français *le Monde* annonce, en se fondant sur les déclarations d'un officier supérieur de l'Armée algérienne, qui a refusé de révéler son identité, que les touristes européens sont « en bonne santé et leurs vies ne sont pas en danger. » L'officier ajoute que l'Armée algérienne préfère préserver la vie des touristes, même si elle doit laisser les terroristes lui filer entre les doigts. Elle trouvera toujours un moyen de les arrêter ou de les neutraliser un jour. Les kidnappeurs, dit-il, ont choisi une

région frontalière difficile d'accès ; leur but est de se déplacer vers un pays voisin.

Dans la semaine qui suit, c'est-à-dire, deux mois après la disparition des touristes, la commission d'information et de la culture à l'Assemblée populaire nationale prend l'initiative de poser une question orale au ministre du Tourisme, Lakhdar Dourban, et à celui de l'Intérieur Yazid Zerhouni. Tandis que le ministre du Tourisme a parlé de « l'existence de communication avec les ravisseurs afin de préserver la vie des otages », celui de l'Intérieur a nié en bloc l'existence d'un quelconque contact avec les kidnappeurs, précisant tout de même que cela était une préoccupation essentielle des autorités algériennes en vue, bien sûr, de « préserver la vie des touristes européens. »¹⁰²

Ces déclarations ont ouvert toute grande la porte aux supputations au sujet de l'identité des ravisseurs et de leurs revendications. A partir de la première semaine du mois de mai, les médias commencent à évoquer le nom du GSPC algérien, groupe du Sahara, comme étant le commanditaire et l'exécuteur de l'enlèvement des touristes européens.

Le 14 mai, un bref communiqué de la direction de l'Armée nationale populaire (ANP) annonce que ses forces ont pu « libérer un premier groupe de touristes qui comprend 17 Européens, lors d'une attaque surprise contre un groupe terroriste activant dans le Sahara. »

De son côté, Abderrazak El Para, l'émir de la 5^e zone du GSPC, annonce, dans un communiqué distribué aux représentants de la presse internationale à Bamako,¹⁰³ qu'il détient les touristes européens en otages dans la wilaya d'Illizi, au sud-est de l'Algérie, sans donner de détails, ni sur l'identité des otages, ni sur leur nombre, ni sur les circonstances de leur enlèvement.

Les révélations tardives des repentis confirment que ces opérations d'enlèvement n'étaient pas programmées auparavant¹⁰⁴. Il s'agissait, selon ces témoins, de « coïncidence heureuse » qui s'est transformée en une prise d'otages. Certains touristes, croyant avoir affaire à des bandits de grands chemins ou à des contrebandiers, dont ils avaient déjà entendu parler, ont commencé à proposer de l'argent en contrepartie de leur libération.

Au fil des jours, les touristes captifs ont fini par comprendre que leurs ravisseurs sont des éléments du Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Le nombre des kidnappeurs dirigés par El Para a été estimé entre 35 et 40 éléments. Des effectifs qui augmentaient et diminuaient d'une région à une autre, au gré des multiples déplacements dans le Grand Sahara. La majorité des ravisseurs sont des éléments actifs du GSPC, originaires des wilayas d'El Oued, Tébessa, Khenchela, Batna et des monts Boutaleb aux environs de Sétif. Certains ont déjà activé dans des réseaux de contrebande et connaissent bien le Sahara.

Parmi les ravisseurs, il y avait trois personnes qui avaient à leur actif un palmarès éloquent d'actions terroristes. Le premier, c'est le chef suprême des kidnappeurs, Abderrazak El Para ; le deuxième, c'est l'émir d'une *saria* du nom de « Dhaw El Aïch », connu sous le nom de « Abdelhak Abou Khabab », de son vrai nom Naquia Mohamed »¹⁰⁵, originaire d'El Oued ; le troisième, c'est Zarfaoui Ahmed, surnommé Abdullah, qu'on appelle aussi « Abou Khaoula »¹⁰⁶, émir d'une *saria* et originaire de la région de Tébessa. Les deux derniers se sont occupés de sécuriser les routes empruntées par les ravisseurs, à l'aide bien sûr d'El Para qui avait déjà sillonné le Sahara, le Mali et le Niger pour acheter des armes et des munitions.

LES CONFLITS QUI ONT AIDÉ À LIBÉRER LE PREMIER GROUPE D'OTAGES

Dans un communiqué qui revendique l'opération d'enlèvement, Abderrazak El Para déclare que le premier groupe d'otages a été libéré par les « moudjahidin » et non par l'Armée algérienne, mais sans donner les raisons de cette libération, ni pourquoi elle n'a pas été suivie par la libération de l'autre groupe.

Un diplomate occidental a avancé une autre version qui dit que l'opération de libération du premier groupe a été effectivement réalisée par une force d'élite algérienne dans une attaque surprise, comme ça a été annoncé par l'état-major de l'Armée algérienne. Cette source diplomatique occidentale explique que les militaires, s'occupant du suivi et de la surveillance des mouvements des terroristes, ont remarqué l'existence de désaccords profonds entre les ravisseurs, dans la région d'Amghid dans la wilaya de

Tamanrasset, sur le sort à réserver aux otages dans le cas où l'armée déclencherait une offensive-éclair pour les sauver. Cette information a accéléré la décision des autorités militaires de mener une attaque surprise qui s'est soldée par la libération du premier groupe. La même source ajoute que Abderrazak El Para était d'accord avec l'idée de tuer tous les touristes pour que la responsabilité de leur mort incombe à l'Armée algérienne qui aura choisi de prendre le risque de déclencher l'offensive, qui sera, par voie de conséquence, dans un embarras certain devant les chancelleries européennes. Mais cette option n'a pas été acceptée par deux des dirigeants les plus proches d'El Para. Les deux terroristes ont soulevé le problème de « la légalité religieuse » de l'acte d'exécuter des otages. Est-il licite, dans les lois de la *Chari'a* de tuer des prisonniers civils et étrangers ? Une option sans précédent dans le palmarès criminel du GSPC.

Mais les divergences d'ordre religieux entre les ravisseurs, quant à la manière de gérer le sort des otages, n'ont pas ébranlé leur assurance de se trouver en sécurité dans ces régions lointaines et désertiques. Cela surtout qu'il s'était écoulé deux mois depuis la capture des touristes et qu'ils n'ont jamais été inquiétés ou harcelés par l'Armée algérienne. Le diplomate ajoute que, selon les dires d'un otage, les ravisseurs, malgré leurs différences de point de vue, « ne sentaient nullement qu'ils étaient poursuivis ou menacés par un danger quelconque. » Pourtant, des avions de reconnaissance modernes surveillaient leurs mouvements dans les moindres détails, sans qu'ils s'en rendent compte. Ce qui a permis aux forces armées algériennes d'avoir des informations fiables, dont la plus importante était bien sûr le relâchement de la surveillance de la part des terroristes, au point de laisser les otages s'éloigner du camp jusqu'à une distance de cent mètres. Une situation qui a incité la direction des opérations de l'armée à donner le feu vert pour une attaque surprise. Deux hélicoptères ont transporté des troupes d'élite jusqu'à une proche distance du camp de détention des otages. Le premier objectif de l'intervention était, dans un premier temps, l'érection d'un obstacle « militaire » entre les ravisseurs et les otages dans l'intervalle de la distance des cents mètres, puis l'éloignement des prisonniers le plus possible des kidnappeurs à une distance qui les mette à l'abri des tirs qui risquaient de se déclencher à tout moment de l'attaque.

La descente et la libération des otages ont été fulgurantes, rapides et précises. L'opération n'a duré qu'une vingtaine de minutes tout au plus. Un soldat de l'armée algérienne a été tué après avoir assuré la sécurité des otages, les forces d'élite ont pourchassé les kidnappeurs qui se sont enfuis en se dispersant au milieu des reliefs accidentés de la région. Deux éléments de l'armée ont été grièvement blessés dans cette chasse aux terroristes preneurs d'otages. Les ravisseurs, dirigés par El Para et Abou Khabab, ont réussi à échapper à leurs poursuivants et à rejoindre leurs acolytes qui s'étaient établis dans la région d'Oued Essamane, au sud-est d'Illizi. En ce lieu, la décision de se diriger au Mali fut prise.

La source diplomatique occidentale affirme que « le chef des ravisseurs, ayant pris conscience que l'Armée algérienne surveillait de très près leurs mouvements, a donné l'ordre de réorganiser le déploiement de ses hommes de façon à rendre impossible, sinon difficile, toute tentative de libération des otages. L'objectif de l'armée étant bien sûr de les libérer vivants et aussi vite que possible. Donc, les ravisseurs ont changé de tactique tout en s'éloignant vers des endroits au relief difficile d'accès d'où ils peuvent surveiller et sécuriser le camp où ils détiennent prisonniers les touristes européens. »

Un Touareg algérien a affirmé, de son côté, que la route prise par les terroristes pour rejoindre le Mali est celle qu'empruntent habituellement les contrebandiers pour échapper à la surveillance de la police des frontières du sud du pays.

Un élément des forces de sécurité de la wilaya d'Illizi a expliqué que les ravisseurs, durant leur retrait vers le Mali, ont été aidés par les groupes de contrebandiers qui ont des postes de relais clandestins où on peut trouver des provisions et du carburant, utilisés seulement en cas d'obstacle majeur ou de poursuite surprise.

BOUCLIERS HUMAINS

En cours de route vers le Mali au début du mois de juin, les kidnappeurs rencontrent, par hasard, trois douaniers dans une mission routinière de surveillance des routes qu'empruntent les contrebandiers. Ils les arrêtent, leur enlèvent armes et munitions et les délestent de leurs uniformes et de leur véhicule.

Un repentir du GSPC, qui s'est livré dernièrement aux forces de l'Armée algérienne, affirme qu'El Para était très gêné par la présence des trois douaniers. Il voulait les abandonner dans le désert, mais il était convaincu qu'ils allaient avertir l'armée de leur présence et de la direction qu'ils prenaient. Enfin, qu'ils pouvaient même aider la force d'élite, au cas où celle-ci déciderait de mener une nouvelle offensive contre eux. Il prend donc la décision de les emmener avec lui au Mali en les utilisant comme des boucliers humains. Qui prendrait sur lui de payer une rançon pour libérer un douanier ? L'un des trois douaniers refuse de suivre les ravisseurs. El Para le tue froidement d'une balle dans la tête. Les deux autres furent emmenés jusqu'au Mali.

Le moral des deux douaniers était au plus bas après l'assassinat de leur collègue.

Une source douanière affirme qu'Abderrazak El Para a demandé à un contrebandier rencontré après la traversée de la frontière du nord du Mali, de déplacer les deux douaniers prisonniers vers une autre région. Mais l'homme a refusé de peur d'être arrêté en Algérie si l'Armée algérienne venait à découvrir qu'il avait aidé les kidnappeurs.

Dès son entrée au Mali, Abderrazak El Para commence à établir des contacts avec les notables et les chefs de tribus, demandant leur aide pour trouver des solutions à la question des otages européens. Sa seule condition était qu'une rançon soit payée pour leur libération, une rançon qui permettrait à ses hommes d'être à l'abri du besoin pendant un certain temps, car il compte s'installer dans la région. Parmi ses interlocuteurs maliens, il y avait un certain Iyad Agh Ghali, surnommé le « lion du désert », un des anciens activistes les plus en vue du mouvement populaire armé des Touareg du nord du Mali, qui a déposé les armes en mars 1996 après une médiation algérienne dans le conflit armé au Mali, entre le gouvernement central à Bamako et les différents leaders du mouvement armé touareg. Le deuxième interlocuteur d'El Para était Ibrahim Bahanga. Ainsi, grâce à ces deux hommes, El Para a pu établir un premier contact avec le gouverneur de la province de Gao par le moyen d'un poste radio. L'entente était que les otages, au nombre de 14 seulement¹⁰⁷, soient emmenés vers un endroit distant d'une centaine de km de la frontière algéro-malienne. Ce qui fut fait, permettant par la suite la libération des

otages moyennant le paiement, à El Para, d'une rançon de cinq millions d'euros.¹⁰⁸

COMMUNIQUÉ REVENDIQUANT L'ENLÈVEMENT DES TOURISTES EUROPÉENS.

L'émir de la 5^e zone du GSPC a revendiqué l'enlèvement et la libération des touristes européens dans le Sahara algérien, après des négociations qui ont duré deux mois.

Abderrazak El Para, surnommé aussi Abou Haydara Al Awrassi, a déclaré, dans un communiqué de presse¹⁰⁹ diffusé le 18 août 2003, que les 14 touristes¹¹⁰ ont été libérés le lundi 18 août 2003 à 4h 45 mn, tous en bonne santé, en réponse à la demande collective et aux démarches pressantes des notables et des chefs de tribus de la région du nord du Mali. L'émir de la 5^e zone du GSPC qui a précisé qu'il a enlevé les touristes européens aux environs de la ville d'Illizi en Algérie le 23 février 2003, a accusé l'Armée algérienne de les avoir « pourchassés pendant des mois, en utilisant tous les moyens militaires possibles pour nous éliminer, nous et les otages européens. » Cela en déclarant sa volonté de libérer les touristes dès le début, n'était le fait que toutes ses tentatives ont été vouées à l'échec. El Para affirme également que « la déclaration de l'Armée algérienne selon laquelle ses troupes nous ont laissés passer les frontières afin de préserver la vie des touristes n'est qu'un mensonge, car ces mêmes troupes ont tout tenté pour nous éliminer, mais elles n'ont rien pu faire. Notre organisation a montré, encore une fois à l'Armée algérienne, qu'elle est forte et présente partout et que la réalité du terrain nous donne raison. »

Selon le contenu du communiqué de presse diffusé par l'émir de la 5^e zone du GSPC, contredisant les déclarations de l'Armée algérienne qui affirme avoir libéré le premier groupe des otages, au nombre de 17, au milieu du mois de mai, ce seraient les ravisseurs eux-mêmes qui auraient libéré ce premier groupe. Ainsi est la version des faits d'El Para qui conclut sans plus de détails¹¹¹.

El Para ne s'est pas étalé sur cette affaire, ni sur l'initiative d'une médiation libyenne pour libérer les otages. Certains participants à cette opération pour leur libération, affirment que le kidnapping a été effectué par 35 éléments de la 5^e zone du GSPC au milieu du mois de février, dans une région désertique de la Wilaya d'Illizi, et que c'était la première opération de ce genre qui vise des touristes étrangers. Avant cette opération de grande envergure, c'était le GIA qui s'est illustré par l'enlèvement de trois agents du Consulat de France à Alger, puis des moines de Tibhirine en 1996 dans la région de Médéa¹¹².

L'émir du GSPC, Hassan Hattab, a gardé le silence sur cet enlèvement et n'a diffusé aucun communiqué, ni pour le revendiquer ni pour nier son implication, laissant le numéro 2 de son organisation endosser, à lui seul, l'entière responsabilité dans cette affaire¹¹³.

Cette opération d'enlèvement de touristes étrangers a mis Abderrazak El Para sous les feux de la rampe. En quelques mois, il est devenu le terroriste le plus célèbre après Ben Laden.

Son déplacement au Sahara n'était en fin de compte qu'une manœuvre pour asseoir sa domination sur le GSPC et préparer le renversement de son émir, Hassan Hattab, et de ses méthodes de travail, après avoir acquis les faveurs des principaux dirigeants du mouvement dans le Grand Sahara¹¹⁴.

Juste après la libération des otages et la réception de la rançon, Abderrazak El Para confie à un de ses fidèles lieutenants, Abou Khaoula, une mission au Niger à la tête d'un important groupe d'hommes armés afin d'acheter des armes et des munitions. Parmi ces émissaires, il y avait aussi « Abdelhak Abou Khabab » et « Abdelhamid Abou Zeid. »

EL PARA, DE KIDNAPPEUR EN KIDNAPPÉ

A la fin du mois d'avril 2004, un mouvement des insurgés armés tchadiens contre le gouvernement en place, annonce qu'il détient prisonniers, depuis la mimars, un groupe de terroristes islamistes algériens appartenant au GSPC, après les avoir interceptés sur son territoire au nord du Tchad, non loin des frontières avec le Niger.

Entretiens, l'Agence française de presse (AFP) annonce, en citant une « source crédible », que le mouvement démocratique pour la justice au

Tchad a fait prisonniers dix à quinze éléments armés après un affrontement violent entre ce groupe du GSPC au Sahara et les forces gouvernementales qui soutiennent le système du président tchadien, Idriss Déby, dans la région du Tibesti au nord du Tchad.

La source indique que le mouvement tchadien n'a pas pu établir l'identité des prisonniers. Mais elle n'écarte pas la possibilité que le deuxième homme fort du GSPC, Abderrazak El Para soit parmi les prisonniers. Ils ont été interceptés alors qu'ils traversaient une zone sous domination des alliés du pouvoir de N'djamena, durant leur déplacement pour s'approvisionner en armes et munitions. Puis, une autre dépêche de l'AFP affirme qu'El Para est effectivement parmi les prisonniers tenus par les Tchadiens. Elle tient l'information d'une source diplomatique et sécuritaire de la capitale tchadienne.

Des éléments du groupe armé tchadien affirment qu'ils ont trouvé El Para et ses 14 acolytes perdus dans le désert, à la merci de la soif et de la faim, deux jours après l'affrontement armé qu'ils ont eu avec les forces gouvernementales tchadiennes¹¹⁵.

Les témoignages de certains prisonniers affirment qu'Abderrazak El Para a demandé au chef du Mouvement pour la démocratie et la justice tchadienne, le nommé Lantchi, dans leurs rencontres de négociations, de leur permettre de regagner, ses hommes et lui, le Soudan pour entrer en contact avec l'organisation Al Qaïda de Oussama Ben Laden. En contrepartie, El Para a promis de lui ramener des armes lourdes et des munitions pour combattre le pouvoir du président Idriss Déby.

Ces pourparlers entre les deux parties se sont déroulés dès la capture d'Al Para et ses hommes par l'opposition armée tchadienne dans la région du Tibesti au nord du Tchad. Très vite, des milieux diplomatiques à Paris ont eu vent de ces négociations qui pouvaient sceller une alliance de taille entre le MDJ tchadien et le GSPC algérien.

Mais le mouvement d'opposition tchadien a vite démenti les informations concernant une quelconque alliance avec l'organisation terroriste algérienne.¹¹⁶

Ces éclaircissements ont permis d'établir les premiers contacts entre le mouvement tchadien et les services de sécurité algériens, d'abord à Paris, puis à Alger, dans le but d'extrader El Para et ses hommes vers l'Algérie.

Une question se posait, pourtant. Comment établir des contacts directs entre le gouvernement algérien, soucieux du respect des lois internationales, et un mouvement d'opposition qui a pris les armes contre le pouvoir légal d'un pays voisin ? La capitale tchadienne a même convoqué l'ambassadeur algérien à N'djamena, son Excellence Boumedienne Kenad, pour éclaircissements suite aux déclarations faites par le ministre de l'Intérieur algérien, Yazid Zerhouni, qui a annoncé le début des négociations de l'Algérie avec le groupe d'opposition armée tchadien pour lui livrer El Para et ses hommes.

Les relations politiques et historiques entre l'Algérie et la Libye ont permis l'accélération de l'opération de livraison des prisonniers terroristes aux autorités algériennes qui s'est déroulée en plusieurs étapes. La partie libyenne a pris sur elle de négocier avec le mouvement d'opposition tchadien malgré les grands différends entre elles sur le principe de livrer les éléments du GSPC à une troisième partie avant qu'ils ne soient livrés aux autorités algériennes.

LES KIDNAPPEURS TÉMOIGNENT...

Les kidnappeurs arrêtés et livrés par les autorités libyennes à l'Algérie, furent conduits devant le tribunal criminel de la Cour d'Alger, sous l'accusation d'enlèvement de 32 touristes européens dans le Sahara algérien au début de l'année 2003.

Les prisonniers¹¹⁷ sont accusés « d'appartenir à un groupe armé activant à l'étranger, de commerce illégal, d'importation d'armes, d'enlèvement de ressortissants étrangers, d'appartenance à un groupe terroriste armé qui sème la terreur au sein des populations, de création d'un climat d'insécurité, de menace contre la sécurité de l'Etat et de ses institutions, de vol sous la menace d'armes à feu, de complot pour semer la discorde entre les citoyens algériens et d'approvisionnement des groupes terroristes. » Le tribunal a siégé le mercredi 10 février 2010 et a condamné à perpétuité les nommés

« N. Attia » et « K. Abdel Madjid », et à vingt ans de réclusion ferme les nommés « B. Ben Allia » et « B. Abdel Bassat ».

Le procès-verbal du tribunal dit clairement que ces derniers sont des éléments actifs sous les ordres de Abderrazak El Para dans l'est algérien¹¹⁸

et qu'ils ont été pris au Tchad et livrés aux autorités libyennes qui les ont remis aux autorités algériennes. Ils ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des armes antiaériennes, des fusils d'assaut et des munitions pour les faire rentrer en Algérie.

Le terroriste N. Attia reconnaît qu'il a participé à l'enlèvement des touristes étrangers. Il s'est déplacé avec son groupe au Sahara et a rencontré El Para. Ensuite il a surveillé les otages dans différents endroits et apporté de l'aide alimentaire. Puis après l'offensive de l'Armée algérienne, il s'est enfui avec ses compagnons au Niger, puis au Tchad où tous furent capturés.

De son côté, le nommé « K. Abdel Madjid », originaire de Batna, avoue avoir rencontré El Para dans le sud de l'Algérie et être resté avec les touristes étrangers à l'intérieur d'une caverne dans les montagnes du Tassili pendant un mois, avant de se déplacer, toujours avec l'émir de la 5^e zone du GSPC, au Tchad pour acheter des armes. Il a été blessé dans l'affrontement armé avec l'opposition tchadienne qui l'a fait prisonnier et livré aux autorités libyennes.

Quant au nommé « B. Ben Allia », originaire de Djelfa, il dit qu'il avait rejoint les groupes terroristes en 1995. Il activait au niveau de la région de Djelfa, jusqu'en 2001, l'année où il s'est déplacé en Mauritanie en compagnie de 12 terroristes. Il y est resté six mois sur ordre de son émir pour acheter des armes. Il dit avoir assisté aux négociations qui ont précédé la libération des otages.

De son côté, B. Abdel Bassat, originaire de Tébessa, dit avoir participé à l'opération d'enlèvement des touristes allemands et qu'il s'est occupé de leur surveillance. Il a aussi participé aux négociations pour leur libération.

Germane Kamel, surnommé Bilal, mais aussi « Abou Abdel Djalil », un des chefs du GSPC, dit avoir participé à l'opération d'enlèvement des touristes allemands en 2003. Il a été lui aussi livré par l'opposition armée tchadienne à la Libye, avant de se retrouver entre les mains de la justice algérienne, avec le premier groupe qui a été extradé vers l'Algérie.¹¹⁹

La Cour d'Alger a instruit le dossier des touristes allemands enlevés en 2009. Elle a émis des jugements par contumace contre trois accusés : Qawaz Lakhdar, Alouane Imad Abdel Wahab (un Yéménite qui a été tué par les forces de sécurité en septembre 2002) et Sahraoui Nabil¹²⁰, lui aussi tué en juin 2004.

AL PARA NOUS PARLE DE LA CAVERNE...

Abderrazak El Para dit avoir reçu¹²¹ une rançon des autorités allemandes en contrepartie de la libération des touristes européens qu'il avait enlevés en 2003 dans le Grand Sahara, tout en expliquant que le but de l'enlèvement « ne visait pas l'argent de la rançon pour le GSPC, mais beaucoup plus pour que les touristes ne viennent plus en Algérie et que le gouvernement ne profite pas de l'argent du tourisme. »

El Para dit que la plus grande partie de la rançon¹²² a été dépensée dans l'achat des armes et des munitions. Une partie de ces armes a été détruite par les forces de sécurité algérienne, au début de l'année, au moment où des éléments de l'organisation terroriste ont tenté de traverser la frontière avec le Mali.¹²³

El Para a refusé de répondre à une question sur le montant exact de la rançon. « Nous avons promis au gouvernement allemand de ne pas révéler le montant de la rançon », dit-il. Les médias avaient, eux, avancé le chiffre de cinq millions d'euros¹²⁴.

Les services de renseignement américains ont estimé que cette rançon a fait du GSPC un des groupes terroristes les plus dangereux.

El Para, dans son voyage vers le Tchad à travers le Niger, a rencontré plus de 50 touristes européens. « Quatre ou cinq d'entre eux étaient de nationalité française et nous avons passé une nuit avec eux ; l'un d'eux avait un lien de parenté avec ma mère qui était d'origine française », raconte El Para¹²⁵ qui leur a demandé « s'ils pouvaient l'aider directement après leur libération ; ils ont répondu par l'affirmative et ont même signé des papiers qui prouvent nos dires. »

Le numéro deux du GSPC affirme qu'il s'est engagé dans l'Armée algérienne quand il avait 15 ou 16 ans. Il y est resté de 1985 jusqu'en 1991. Très vite, il a été muté aux forces spéciales, les parachutistes. Plus tard, il est devenu le chef du groupe de la garde du général Khaled Nezzar, l'ancien ministre de la Défense. « Il nous traitait comme ses fils, dit-il, il nous a réservé une résidence à côté de sa villa à Hydra, sur les hauteurs d'Alger. »¹²⁶

El Para a révélé le secret de son départ vers le Grand Sahara et le Sahel africain, expliquant que cette région est « une base arrière très importante, car notre principal objectif reste le changement du régime par la voie du

djihad. »¹²⁷ Ce qui explique ses efforts pour établir des contacts avec toutes les organisations armées qui se trouvent dans la région¹²⁸, y compris celles qui ont cessé toute activité subversive, comme certains groupes du mouvement armé touareg au nord du Mali.

Des gardiens qui étaient chargés de le surveiller durant son incarcération révèlent qu'El Para a perdu plus de 20 kg depuis son arrestation¹²⁹. Pendant des mois, il préparait lui-même le pain qu'il mangeait et faisait carême les lundis et jeudis de façon continue.

Des responsables du mouvement d'opposition tchadien affirment qu'ils ont négocié dans la capitale nigérienne, Niamey, avec des diplomates de l'ambassade allemande en Côte d'Ivoire, en compagnie d'un haut fonctionnaire allemand venu spécialement de Berlin pour prendre livraison du groupe terroriste et l'acheminer vers le Libye. Mais les autorités de Tripoli ont refusé de livrer aux services de l'ambassade allemande les nommés « Bilal » et « Mustapha » dont le vrai nom est Ghrigha Nour Eddine.

Osmane Tchouri, chargé de mission dans la direction du mouvement tchadien, a révélé qu'il a rencontré à deux reprises des responsables algériens dans l'enceinte de l'ambassade algérienne à Paris au début du mois d'avril 2004. Les Algériens lui ont exprimé clairement l'intention d'Alger de « reprendre El Para et ses hommes le plus vite possible »¹³⁰ pour que l'opération coïncide avec le début du nouveau mandat du président Bouteflika.

Les Algériens ont proposé de leur acheter des voitures de marque Toyota pour qu'ils puissent faire un aller-retour vers les hauteurs du Tibesti en six jours afin de filmer les détenus du GSPC. La partie tchadienne a refusé la proposition, même après le commencement de la première étape des nouvelles négociations en Algérie. C'est alors là que les Algériens se sont résolus à proposer au mouvement tchadien de prendre en charge, par ses propres moyens, le transfert des détenus vers la frontière algérienne.

Le chef de cabinet de la direction du mouvement tchadien pour la démocratie et la justice, Mohamed Tokoto Chohimi a rapporté des propos du gardien qui s'occupait personnellement d'Abderrazak El Para pendant sa détention, faisant état de l'intention de ce dernier de se suicider. Il a formulé cette intention plusieurs fois, surtout après son échec de

convaincre ses ravisseurs de le laisser partir au Soudan. Il a posé, dès le début, la condition de ne pas être transféré avec les autres prisonniers. « Je vous dis cela parce que si je retourne dans mon pays, dit-il, on me coupera la tête. » Il a justifié sa demande en disant : « Mes compagnons du GSPC s'entretuent au moindre soupçon, car leur phobie, c'est d'être infiltrés par des éléments de la sécurité algérienne ». Il dit qu'il avait des relations avec des groupes qui combattaient en Tchétchénie, et qui parlaient avec lui en utilisant de petites caméras reliées au réseau Internet.

L'ASSASSINAT DE TOURISTES FRANÇAIS DANS LA RÉGION D'ALEG

A la fin de décembre 2007, l'Agence de presse mauritanienne annonce, dans un communiqué officiel, l'assassinat de quatre touristes français¹³¹ d'une même famille, dont deux enfants, « un crime crapuleux » commis lors d'un attentat perpétré par un groupe armé sur la route de la région d'Aleg à 250 km à l'est de Nouakchott. Le père, François Toullier, a été grièvement blessé au pied. Il a été rapidement transporté en France, à Lyon sa ville natale, pour y être soigné.

Les recherches des services de sécurité mauritaniens ont découvert que les victimes ont été tuées par balles. Vraisemblablement, les touristes ont dû s'arrêter au bord de la route pour déjeuner, quand ils furent surpris par les terroristes qui ont voulu les kidnapper. Devant la résistance des touristes français, les terroristes les ont assassinés en tirant des rafales d'armes automatiques.

L'autopsie réalisée, à Paris, à la fin décembre de la même année sur les cadavres des touristes assassinés, a confirmé qu'ils ont été tués par balles. Les autorités mauritaniennes ont trouvé plus tard l'arme du crime : un fusil d'assaut de marque Kalachnikov, découvert dans une décharge publique non loin de la région d'Aleg.

A cause de cet attentat, la France a demandé à ses concitoyens de ne pas voyager en Mauritanie. Elle a aussi mis fin au rallye qui passait tous les ans par la Mauritanie.¹³²

Les recherches menées par les autorités mauritaniennes ont permis d'arrêter les auteurs de l'attentat : Sidi Mohamed Ould Sidna (22 ans)

surnommé Abou Djendel, qui a reçu un entraînement militaire dans la région saharienne entre le Mali et la Mauritanie ; Mohamed Ould Sidi Ould Sparno surnommé « Abou Muslim » (29 ans) ; Marouf Ould Hiba (28 ans).

Les procès-verbaux de la sécurité mauritanienne indiquent que « Abou Djendel » s'est occupé de recruter des jeunes Mauritaniens pour les envoyer se battre en Somalie. Mais la justice mauritanienne l'a innocenté de ces accusations lors de son procès en juillet 2009.

Le deuxième accusé « Abou Muslim » est connu de la justice pour ses antécédents dans le mouvement salafiste mauritanien. Le troisième est connu pour des affaires de vol. La police le connaît pour avoir volé une voiture que possédait une ressortissante russe résidant en Mauritanie. Il a vendu la voiture volée en utilisant les papiers de sa femme algérienne qui a été mise sous contrôle judiciaire par les autorités de Nouakchott.

Les investigations de la sécurité mauritanienne ont révélé que les assaillants armés ont d'abord demandé aux touristes français de leur donner de l'argent. Ces derniers ont cru, au début, qu'il s'agissait d'une banale affaire de vol. Mais dès qu'ils ont sorti l'argent qu'ils avaient sur eux tel qu'exigé par leurs assaillants, ces derniers les ont mitraillés. L'accusé, Sidi Ould Sidna a tiré huit balles de son Kalachnikov, tuant quatre touristes sur-le-champ, car ils ont été atteints à la tête, au cou et à la poitrine. Le cinquième touriste, lui, a été grièvement blessé à la cuisse. Les assaillants ont rejoint leur véhicule sans prendre l'argent. Ce qui accrédite l'idée de l'acte terroriste aux visées politiques perpétré par des hommes qui n'ont rien de voleurs en quête de larcins, mais bel et bien des terroristes islamistes qui entendent donner une portée internationale à leur action.

Les recherches ont abouti à la conclusion que c'est une tentative d'enlèvement de touristes français qui s'est soldée par un échec. Après leur forfait, les assaillants ont rejoint la région de Boghé, puis le village « Loubiel », avant de traverser la frontière vers le Sénégal, au village frontalier de « Dodol », et de voler une voiture aux environs de la ville de Richard Toll.

Mohamed Ould Sparno et son acolyte Sidi Ould Sidna ont rejoint la Guinée-Bissau après la grande offensive lancée, contre eux, par l'armée sénégalaise, soutenue en cela par une section des renseignements français.

Les fuyards ont été arrêtés en Guinée-Bissau¹³³. Un communiqué des autorités de ce pays annonce que les deux hommes arrêtés dans son territoire ont avoué avoir tiré des balles sur les touristes français le 24 décembre en Mauritanie, mais qu'ils n'ont aucun remords, car ils ont tué « des impies et des alliés des Etats-Unis. »

La chambre criminelle de la justice mauritanienne a prononcé à la fin du mois de mai 2010¹³⁴ des verdicts condamnant à mort les trois hommes, après les avoir accusés de l'assassinat de quatre touristes français. Elle a innocenté d'autres personnes impliquées dans l'affaire, un chauffeur et un marin, accusés de faciliter la fuite des assassins vers la Guinée-Bissau. Juste après l'annonce du verdict, les trois terroristes se sont mis à crier des slogans de menaces contre la France et les Français, répétant à haute voix : « Allah Akbar, nous sommes des moudjahidin sur la voie de la vérité. »

Sidi Ould Sidna a crié en arabe : « Nous condamner à mort, c'est condamner à mort tous les Français en Mauritanie et même en dehors, jusqu'en Afghanistan. » Tandis que Ould Sparno a dit : « Le sabre sera entre nous et Sarkozy le Français. »

Quant à Ould Hiba, il a fait allusion à Michel Germaneau qui était pendant cette période l'otage de l'organisation terroriste, une menace presque directe : « L'otage français au Niger a besoin (...) de toute évidence de liberté et d'air pour respirer. »

Pendant le procès, les trois accusés ont crié leur innocence, mais ont avoué être « des moudjahidin d'Al Qaïda. »

NOUVEAU COMMERCE DANS LE SAHEL

Après un bref moment de répit, l'organisation terroriste armée reprend ses activités d'enlèvements de touristes étrangers. Puisque les routes que prennent les touristes étrangers en Algérie sont de plus en plus sécurisées, les éléments d'AQMI se déplacent vers le désert de Tunisie, près de la frontière algérienne, où il y a un certain relâchement sécuritaire. C'est dans cette région que le groupe d'Abou Zeid a pu enlever les touristes autrichiens, Wolfgang Ebner (51 ans, conseiller) et sa compagne Andréa Kloiber (44 ans, infirmière), originaires tous deux de la région de Salzbourg au nord de l'Autriche.

Un groupe terroriste d'AQMI s'est faufilé à l'intérieur des terres tunisiennes et a réussi à kidnapper le couple autrichien le 22 février 2008, alors qu'il se promenait dans un véhicule tout-terrain en dehors des agglomérations.¹³⁵

Le communiqué des ravisseurs indique que les deux otages « sont traités correctement, selon les lois de la *Chari'a* islamique », tout en menaçant que « tout mouvement militaire de la part de l'armée algérienne exposerait les otages à un danger imminent. » Les ravisseurs feront savoir les revendications à satisfaire contre la libération des otages dans les jours qui viennent.

Moins d'une semaine après¹³⁶, AQMI diffuse un autre communiqué dans lequel elle énumère ses revendications, dont la première est la libération de ses éléments détenus dans les prisons algériennes et tunisiennes, signalant qu'elle a envoyé la liste à la partie négociatrice.

La plupart des acteurs qui ont suivi l'affaire de près ont avancé que la liste contenait les noms de cinq terroristes qui se trouvaient dans les prisons algériennes, dont « Abou Bassir », l'émir de la région d'Alger d'AQMI, et bien sûr celui d'Abderrazak El Para, l'ancien émir de la 5^e zone du GSPC, commanditaire de l'enlèvement des 32 touristes européens en 2003.

Les ravisseurs ont donné aux autorités autrichiennes un ultimatum de trois jours, à commencer par la nuit du jeudi 13 mars, précisant que « le gouvernement autrichien sera responsable de la mort des otages si, passée cette échéance, il ne satisfaisait pas nos revendications. »

Les familles des deux otages ont multiplié les déclarations et les demandes d'aides pour faire pression sur le gouvernement autrichien afin de le faire agir au plus vite pour sauver les deux otages.

A cause des exigences impossibles à réaliser, notamment concernant la libération des terroristes incarcérés dans les prisons algériennes et tunisiennes, les négociations piétinent. La partie autrichienne a demandé aux ravisseurs une nouvelle échéance. Ce que ces derniers ont fait¹³⁷. Ils ont donné un nouvel ultimatum d'une semaine. Pendant les nouvelles négociations, les ravisseurs ont laissé tomber la condition de la libération de leurs éléments prisonniers en Algérie et en Tunisie, leur substituant une autre liste de terroristes prisonniers, mais cette fois en Autriche, à l'instigation probable des éléments d'AQMI par Internet, et parce que les

Autrichiens ont déclaré que la libération des prisonniers en Algérie et en Tunisie n'est pas de leur ressort.

Les terroristes laissent donc tomber les prisonniers d'Algérie et de Tunisie pour formuler une autre liste (un couple d'islamistes incarcérés en Autriche) et une autre exigence (le retrait des troupes autrichiennes de l'Afghanistan, même si la présence de celles-ci dans ce pays est symbolique).

Dans un nouveau communiqué, les ravisseurs attribuent leur souplesse vis-à-vis des Autrichiens à la position modérée de leur gouvernement vis-à-vis de l'Islam et des musulmans, d'une manière générale, précisant que « si les otages étaient d'une autre nationalité, leur sort serait complètement différent. » Le communiqué précise, tout de même, que le sort des otages est la responsabilité du gouvernement autrichien.

Pour des raisons non encore éclaircies, les ravisseurs diminuent leurs contacts avec les négociateurs pendant un long moment. Le gouvernement autrichien a, entre-temps, confié le sort des négociations à une délégation officielle de quatre hauts fonctionnaires que dirige un diplomate doté d'une longue expérience dans le monde arabe, Antoine Bruhaska, afin de bien les mener.

Avec l'arrivée de l'été, les ravisseurs d'AQMI laissent tomber les exigences de libération des leurs pour ne garder que les exigences financières. Ils demandent cinq millions d'euros pour libérer les deux otages. Mais les négociations ont fini par diminuer le chiffre jusqu'à deux millions d'euros. C'est ce que les ravisseurs ont perçu, selon des sources proches du dossier. A la fin du mois d'octobre, le président malien annonce la libération des deux otages autrichiens détenus par le groupe d'Al Qaïda au Maghreb islamique, après une détention de 252 jours dans les camps terroristes¹³⁸.

ENLÈVEMENT D'UN DIPLOMATE CANADIEN ET DE SON COLLABORATEUR

Vers la mi-décembre 2008, le diplomate canadien, Robert Fowler, envoyé spécial de l'ONU en charge du dossier du Niger,¹³⁹ et l'ancien ambassadeur canadien au Gabon, Louis Gay, lui-même fonctionnaire de l'Organisation des Nations unies, disparaissent dans une ville non loin de Niamey. La

nouvelle de leur disparition crée une panique générale au sein du gouvernement canadien et de l'Organisation des Nations unies.

Après un certain temps, des sites électroniques annoncent que l'enlèvement des deux Canadiens est le fait d'un groupe subversif de Touareg du Niger, nommé « les combattants du front des forces du redressement ». La lettre de revendication porte la signature du « délégué de guerre », Rédha Ag Boula, le leader historique des années 90 qui a signé les accords de 1995, mettant fin à la rébellion armée.

Le communiqué annonce que « Robert Fowler est en bonne santé et qu'il sera transféré prochainement vers un endroit sûr, et confié à d'autres éléments du groupe. »

Après un certain temps, le chef des insurgés touareg au Niger a nié catégoriquement toute implication de son mouvement dans l'enlèvement des diplomates onusiens.

Mohamed Otchiki Krishka, l'un des chefs symboliques de l'insurrection touareg dans les années 90¹⁴⁰, déclare que « le front des forces de redressement nie toute implication dans cette affaire. Nous ne savons rien de la disparition des Canadiens. La personne qui a mis la lettre dans notre site n'est qu'un intrus. Ce genre d'opérations est contraire aux principes de notre mouvement. »

Dans le courant du mois de février, l'organisation Al Qaïda au Maghreb islamique finit par revendiquer l'enlèvement des deux diplomates onusiens, dans un enregistrement sonore diffusé par la chaîne de télévision du Qatar *Al Jazeera*¹⁴¹, qui précise que AQMI a aussi enlevé quatre autres touristes au Niger durant le mois de décembre.

« Nous sommes heureux d'annoncer à notre nation musulmane la réussite des moudjahidin dans deux grandes opérations à l'intérieur du territoire nigérien », déclare la voix. Les moudjahidin s'engagent à bien traiter les prisonniers comme le stipule la *Chari'a* islamique ». Le porte-parole des ravisseurs ajoute qu'il sera fait état, plus tard, de leurs exigences pour la libération des otages.

Le communiqué qui donne les noms des deux diplomates canadiens, indique¹⁴² également que l'opération d'enlèvement s'est faite « au moment où la France et l'Amérique se vantent de leurs succès mensongers sur les moudjahidin. »

Quelques semaines plus tard, durant le mois d'avril, AQMI diffuse un nouveau communiqué où elle exige « la libération de quatre éléments de son organisation, prisonniers, en contrepartie de la libération des quatre otages qu'ils détiennent chez eux : les deux Canadiens Robert Fowler et Louis Gay, l'Allemande Mariane Pedzolt et la Suisse Gabriella Parko. » Et d'ajouter que l'organisation terroriste détient toujours « le Britannique Edwen Dyer et le touriste suisse Werner Greiner, et ce jusqu'à la satisfaction totale de nos revendications. »

Des sources médiatiques ont avancé le chiffre de cinq millions d'euros que les ravisseurs auraient perçus pour libérer les deux Canadiens et les deux femmes, après une détention qui a duré presque trois mois. Les négociations se sont déroulées essentiellement au Niger et au Burkina Faso ; ce qui a accéléré un tant soit peu la libération des otages.

LE RÉCIT DU COUPLE ITALIEN

Non loin du village mauritanien, Amnisrat, la police a découvert une voiture abandonnée avec des impacts de balles sur la carrosserie et les roues. Très vite, on a pu identifier le propriétaire du véhicule qui n'est autre qu'un Italien du nom de Cicala Sergio, et qui était accompagné d'une femme burkinabaise au nom de Kabore Philomène Pawelgba¹⁴³. Le couple était sur la route entre les villes mauritaniennes d'El Ayoun et de Kobni, en direction du Burkina Faso pour voir le fils de Kabore (12 ans). Ce qui a aiguillé les services de sécurité mauritaniens sur la piste terroriste¹⁴⁴.

Après quelques jours, les autorités mauritaniennes annoncent l'arrestation, fin décembre, d'un certain Abderrahmane Ould Imdou, suspecté d'être l'instigateur de l'opération d'enlèvement de l'Italien et de la Burkinabaise¹⁴⁵.

Entre-temps, le communiqué d'AQMI revendiquant l'enlèvement¹⁴⁶, est diffusé par *Al Jazeera*, annonçant que l'opération des moudjahidin vient en réponse à la guerre des croisades que mène « le gouvernement italien, aidé de son peuple, contre la terre d'Islam et des musulmans. » Le communiqué a même appelé les familles des otages à faire pression sur le gouvernement de leurs pays respectifs « si elles veulent revoir vivants leurs proches. » Il y a été également exigé de l'Etat italien la libération des

éléments d'Al Qaïda détenus dans ses prisons, et le retrait pur et simple de ses troupes d'Afghanistan.

Au début du mois de février¹⁴⁷, l'organisation terroriste diffuse un autre communiqué pour révéler qu'elle a pris contact avec le gouvernement italien et qu'elle lui a donné la liste des prisonniers islamistes qui se trouvent dans les prisons italiennes, fixant au gouvernement de ce pays un ultimatum de 25 jours pour répondre aux exigences formulées, au-delà duquel les ravisseurs ne peuvent plus garantir la vie des otages.

Plus tard, il s'est avéré que le gouvernement italien n'avait pas donné suite aux revendications des ravisseurs. Un silence qui explique un nouveau communiqué, émis deux mois après la date d'enlèvement, disant clairement que « le gouvernement italien n'a fourni aucun effort pour préserver la vie de son ressortissant retenu en otage. » C'est ensuite un appel sonore de Cicala Sergio qui est diffusé, à travers lequel l'otage italien enjoint Berlusconi de les sauver, sa femme et lui, en satisfaisant les exigences des « moudjahidin ».

L'enregistrement sonore de l'otage italien est accompagné d'une photo où on montre le captif, assis et entouré de ses ravisseurs, debout derrière lui les visages cachés par des chèches.

Au milieu du mois d'avril, plus précisément le 16, les ravisseurs libèrent l'otage italien sans donner d'explications. Des intermédiaires maliens ont seulement indiqué qu'une patrouille de l'armée malienne a transporté l'otage italien et sa femme burkinabaise de la région de Gao vers Bamako.¹⁴⁸

Le ministère des Affaires étrangères italien annonce le jour-même que les deux otages « sont à présent entre les mains des autorités maliennes et qu'ils ont été conduits en lieu sûr. »

L'EXÉCUTION DE L'OTAGE BRITANNIQUE

Au début de l'année 2010, l'organisation terroriste a réussi à enlever quatre touristes dans une région proche du Niger et du Mali¹⁴⁹. Il s'agit respectivement du Britannique Edwin Dyer, de l'Allemande Mariane Petzold et du couple suisse Werner Greiner et Gabriella Greiner.

L'organisation d'Al Qaïda au Maghreb islamique a revendiqué cette opération et déclaré que les éléments de l'organisation « *se réservent le*

*droit de traiter les prisonniers selon la législation islamique », précisant au passage que les éléments de l'organisation terroriste « feront prochainement état de leurs revendications en contrepartie de la libération de leurs otages. »*¹⁵⁰ Après d'âpres négociations portant sur les modalités de libération des diplomates canadiens, sur la base du versement d'une rançon, un compromis s'est dégagé, selon lequel les diplomates, le ressortissant suisse ainsi que sa femme, enlevée en compagnie de l'Allemande Mariane Petzold, seront libérés, tandis que les touristes britannique et suisse seront retenus *« jusqu'à la satisfaction de nos revendications légitimes »*, qui demeurent inconnues¹⁵¹. Réagissant à la décision du maintien en détention de l'otage britannique, le ministre des Affaires étrangères britannique a annoncé, dans un communiqué officiel, *« qu'il ne cédera point à la politique des terroristes ni à leur chantage. Notre politique, dans le domaine de la lutte antiterroriste étant connue. »* Pour sa part, le Président Amadou Touré a affirmé que *« son gouvernement ne ménagera aucun effort en vue de libérer les deux otages (suisse et britannique) des mains des Salafistes. »*

L'organisation terroriste a aussitôt rendu public un communiqué dans lequel elle fixe un délai de 20 jours, à l'issue duquel elle procédera à l'exécution de l'otage britannique. Cependant, en raison de l'achoppement des négociations, l'organisation terroriste a accordé un délai supplémentaire de 15 jours qu'elle a qualifié d'ultime, au-delà duquel elle mettra ses menaces à exécution. Le communiqué en question énonce à ce propos : *« Après épuisement du délai qu'elle (l'organisation) a accordé à la Grande Bretagne, en ce qui concerne son ressortissant enlevé, et après la demande formulée par le négociateur anglais de lui accorder un délai supplémentaire en vue de la résolution du dossier, nous déclarons à l'opinion publique que l'organisation a décidé d'octroyer un délai supplémentaire ultime de 15 jours à compter de l'épuisement du premier délai. »* Suite à quoi, l'organisation impute la responsabilité de ce qui pourrait arriver aux otages aux autorités britanniques au cas où ces dernières ne répondent pas favorablement à leurs revendications. Par ailleurs, l'organisation a exhorté la famille de l'otage et l'opinion publique *« à faire pression sur les autorités britanniques pour libérer le théoricien de l'organisation terroriste Abu Qatada, le Palestinien. »*

L'organisation a essayé, par le biais de ce délai, de trouver une solution autre que celle de l'élargissement d'Abu Qatada, sachant que la Grande Bretagne refuserait catégoriquement d'engager des négociations avec elle. Plusieurs appels émanant des partisans du djihad,

102 proches des cercles d'Al Qaïda¹⁵², se sont relayés pour exiger l'amputation de la main de l'otage britannique Edwen Dyer, séquestré par l'organisation terroriste, après que Londres eut refusé d'accéder à ses revendications au sujet de la libération du mufti de l'organisation terroriste, en l'occurrence Abu Qatada. *« Si, après vingt jours, le refus persiste, il sera procédé à l'amputation de la deuxième main, puis des deux oreilles... »*

Le communiqué de l'organisation terroriste a annoncé qu'après l'épuisement du second délai octroyé aux autorités britanniques et leur refus d'accéder à ce qu'elle a qualifié de « revendication légitime », il a été procédé, le 31 mai 2009, vers 19h30, heure locale, à l'exécution de l'otage Edwen Dyer. Le message ajoute que l'organisation a déployé tout ce qui était possible « en vue de trouver une solution satisfaisante », notamment en ce qui concerne les exigences qu'elle a soumises aux autorités britanniques. Le médiateur malien, chargé des négociations entre les autorités britanniques et Al Qaïda au Maghreb a annoncé que c'est Abdelhamid Abu Zeid, qualifié de « violent et de rustre », qui a exécuté l'otage britannique.

On pense même que le recours de l'organisation terroriste à Abdelhamid Abu Zeid était mû par le désir d'attirer d'autres sympathisants en leur faisant croire que leurs actions sont dirigées contre les croisés et les sionistes dans le monde arabe. L'ambassadeur britannique à Alger a fait savoir, dans son témoignage, que l'organisation d'Al Qaïda a, au début des négociations¹⁵³, réclamé la libération du théoricien des organisations islamiques jordaniennes, en l'occurrence Abu Qatada Al Filistini. Cependant, les autorités britanniques y ont opposé un refus catégorique ; ce qui a contraint l'organisation à revoir sa revendication, optant pour une rançon. L'ambassadeur a confirmé que le montant de la rançon exigée s'élevait, la première fois, à 10 millions de dollars, pour être ensuite revu à la baisse : 6 millions de dollars.

« Londres a refusé clairement de négocier le montant de la rançon contre la libération de l'otage. Ils ont tenté de négocier et d'exiger de l'argent,

mais ceci était inacceptable à nos yeux en tant qu'Etat », affirme, catégorique, le diplomate britannique, qui soutient, par ailleurs, que l'assassinat d'Edwen Dyer « est une tragédie, mais qui était inévitable.»

L'ASSASSINAT DU RESSORTISSANT AMÉRICAIN « CHEIKH IBRAHIM »

Le 23 juin 2009, trois personnes armées à bord de la voiture d'un ressortissant américain nommé Christopher Languis, dans le plus vieux quartier de la capitale mauritanienne, prennent la fuite après avoir tiré plusieurs balles sur la tête et le visage du propriétaire du véhicule. Languis travaillait en tant que directeur de l'entreprise « Nora pour éclairer la voie de l'espoir et du développement », qui est une organisation non-gouvernementale spécialisée dans la réhabilitation des prisonniers et le soutien aux associations caritatives et sociales. Languis réside près du lieu où il travaille et connaît ses voisins depuis environ 2 ans. Ses contacts avec eux étaient fréquents, notamment grâce à sa connaissance de la langue arabe et du dialecte local. Ils l'appelaient « Cheikh Ibrahim », nom qu'il s'est attribué depuis qu'il a commencé à travailler en Mauritanie, au lieu de Christopher Languis.

Des gens des médias ont fait circuler des informations en Mauritanie selon lesquelles le ressortissant américain faisait du prosélytisme et que son entreprise avait des liens avec l'établissement Caritas qui active dans le domaine de l'évangélisation.

Après une courte période, AQMI a revendiqué, à travers un enregistrement sonore¹⁵⁴ qui lui a été attribué,

104 l'assassinat d'un citoyen américain dans la capitale mauritanienne. Par ailleurs, le responsable de la communication de l'organisation a dit que « deux chevaliers d'AQMI ont réussi à tuer le chrétien américain, Christopher Languis, connu pour ses activités de prosélytisme.» Elle a aussi menacé le président américain de procéder à d'autres actions contre son administration du fait « qu'il poursuit la même politique que son prédécesseur.»

Par ailleurs, AQMI a appelé les citoyens du Maghreb en général et ceux de la Mauritanie en particulier au Djihad contre ce qu'elle appelle « les

croisades », et à soutenir les différentes actions d'AQMI dans cette région. Quelques jours plus tard, l'organisation a rendu public un communiqué dans lequel elle revendique l'opération menée par une de ses *sarias*¹⁵⁵ « brigades » dans la capitale mauritanienne. On apprend aussi qu'elle a adressé un message au nouveau président américain, Barak Obama, lui signifiant que l'opération s'inscrit dans le cadre de « la lutte contre l'évangélisation des pays musulmans.»

AFFRONTEMENTS... ET LIBÉRATION DU RESSORTISSANT SUISSE

Le communiqué émis est resté muet sur le sort du ressortissant suisse, Greiner enlevé en même temps que le ressortissant britannique Edwen Dyer. Les autorités se sont dit choquées suite à l'information faisant état de l'exécution du ressortissant britannique, et ont qualifié cet acte de barbare, mais qu'il n'est pas de nature à saper les efforts immenses qu'elles déploient en vue de la libération de l'otage suisse, toujours en détention.

En raison de ce qui précède, les autorités suisses ont commencé à exercer la pression de façon accrue sur le président Amadou Touré qui, à son tour, n'a pas hésité à faire pression sur l'organisation terroriste pour qu'elle sursoie à l'exécution de l'otage suisse.

Quelques jours après l'annonce de l'exécution de l'otage britannique, les forces armées maliennes ont déclaré avoir lancé une vaste opération contre AQMI, qui s'est soldée par la neutralisation de 26 éléments terroristes¹⁵⁶ dans des affrontements armés au nord du Mali.

Cependant, AQMI a surpris les forces armées maliennes le 4 juillet, suite à une embuscade qui a coûté la vie à 28 soldats maliens en mission militaire au nord du Mali. Ces affrontements n'ont pas pesé sur la table des négociations auxquelles ont pris part des activistes de l'organisation terroriste et des responsables maliens. C'est ainsi que l'organisation a procédé à la libération de l'otage suisse Werner Greiner¹⁵⁷ enlevé le 22 janvier écoulé au Niger. Les autorités maliennes, qui ont parrainé les négociations, ont révélé que l'otage « était très fatigué » en raison « d'une mauvaise alimentation » subie pendant six mois dans le refuge de l'organisation armée au nord du Mali. La décision de le libérer a été prise à

la demande des autorités maliennes en raison de l'inquiétude qui s'est emparée du monde occidental après l'assassinat de l'otage britannique.

L'HISTOIRE DE PIERRE CAMATTE

L'annonce de l'enlèvement du citoyen français, Pierre Camatte (61 ans), par AQMI alors qu'il se trouvait dans un hôtel dans la région Manika, au nord-est du Mali¹⁵⁸, a eu un grand écho auprès des autorités françaises et maliennes, car elle corroborait des informations faisant état de l'intention des activistes d'Al Qaïda d'attenter à la sécurité des Français dans la région du Sahel et de les tuer dès que les conditions y seront propices. Aussitôt, les autorités françaises et maliennes se sont mises à la recherche de canaux de communication avec l'organisation terroriste, soit par le biais de médiateurs maliens parmi les Touareg arabes, ou par l'intermédiaire d'officiels maliens chargés de suivre le dossier depuis le début.

Les chefs d'AQMI ont décidé de prolonger le délai accordé aux autorités françaises concernant l'exécution de P. Carmatte, et ce, à la faveur de signes nouveaux reflétant la disponibilité de Paris et de Bamako à accéder aux conditions d'AQMI au sujet de la libération d'un certain nombre de ses prisonniers au Mali. Dès l'épuisement du premier délai, l'organisation a décidé, pour des considérations non explicitées, de prolonger le délai jusqu'au 20 février, « à l'issue duquel, les autorités françaises et maliennes assumeront leurs responsabilités quant à la vie de l'otage français qui dépend du sérieux qu'elles manifesteront vis-à-vis de nos revendications légitimes. »

Les autorités françaises et maliennes ont fait l'impasse sur les détails de la transaction, mais il s'avère qu'ils portaient sur la libération de quatre éléments armés en détention dans les prisons maliennes, dont un activiste algérien au sein d'AQMI, en l'occurrence Oussama Merdaci, contre lequel un mandat d'arrêt international a été lancé, l'Algérie ayant, par ailleurs, réclamé aux autorités maliennes son extradition.

Après sa libération, l'otage français avait déclaré que ses ravisseurs « recrutent surtout chez les jeunes. Il y a parmi eux 70 à 80 % de jeunes, et ça, ça pose problème. »

L'otage a conclu en disant : « Il est difficile d'imaginer une prison semblable à celle où j'étais incarcéré. » Et de préciser : « C'est difficile d'imaginer une

prison. On me donne une couverture et c'est ça ma prison (...) On est isolé, on ne doit pas bouger, il y a la chaleur du Sahara, les conditions d'hygiène épouvantables, une alimentation et une eau absolument infectes (...) Le plus difficile, c'est la solitude¹⁵⁹. »

L'affaire de la libération de l'otage français a suscité la colère en Algérie et en Mauritanie, à cause de l'élargissement, par les autorités maliennes, de terroristes recherchés par les justices algérienne et malienne, et du fait de la satisfaction des exigences de l'organisation terroriste sans aucun scrupule. Les prisonniers libérés faisaient, pourtant, l'objet de mandats d'arrêt lancés par ces mêmes pays. Aussitôt, Alger et Nouakchott ont convoqué leurs ambassadeurs au Mali pour concertations. L'Algérie¹⁶⁰ avait qualifié l'attitude malienne « d'inamicale », tandis que la Mauritanie l'a qualifiée de « viol des accords » signés dans le domaine de la sécurité et de la lutte antiterroristes.

L'AFFAIRE DE L'ENLÈVEMENT DES TOURISTES ESPAGNOLS

Vers la fin du mois de novembre, les autorités espagnoles et mauritaniennes ont annoncé la disparition de trois Espagnols, dont une femme, survenue durant leur traversée de la route reliant Nouakchott à Nouadibou... Après un temps très court, AQMI a déclaré qu'une de ses *sarias* a pu¹⁶¹ enlever trois Espagnols, en l'occurrence Albert Vilalta, directeur de la société Total Dalkady pour les infrastructures, Roque Pascual et Alicia Gamez. Le communiqué a ajouté que « tous les otages étaient en bonne santé et traités selon la législation musulmane. » Par ailleurs, AQMI a informé qu'elle transmettra aux autorités espagnoles¹⁶² un ensemble de revendications légitimes, signalant, au passage, que la sécurité des Français, des Espagnols et des Européens en général « est une partie intégrante de la sécurité de nos frères musulmans. »

Après des négociations ayant duré plusieurs mois et dans des conditions floues¹⁶³, l'organisation terroriste a annoncé la libération de Mme Alicia Gamez, arguant que cette femme s'est convertie à l'Islam et qu'elle se prénomme désormais Aïcha.

L'opération ayant donné lieu à la libération de l'otage espagnole a eu lieu au moment où se poursuivaient les investigations des services de sécurité mauritaniens avec l'appui des services de renseignement espagnols en vue de lancer des opérations de chasse aux personnes impliquées dans l'enlèvement des otages espagnols. Ces opérations ont abouti à l'arrestation du groupe qui a accompli ce forfait, et à sa traduction devant le tribunal criminel, en dépit de l'insistance d'AQMI à vouloir récupérer un de ses éléments arrêté, comme condition préalable à la poursuite des négociations.

Avant le procès du groupe ayant enlevé les otages espagnols, le ministre des Affaires étrangères, Miguel Moratinos a effectué une visite en Mauritanie, durant laquelle il a rencontré le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz pour le convaincre de l'opportunité d'accepter cette transaction qui permettrait de libérer les otages et qui « serait un gage d'amitié et de coopération stratégique nouvelle », à même de favoriser l'augmentation substantielle du volume d'aides espagnoles à la Mauritanie. Par ailleurs, la transaction permettra d'effacer l'échec de Nouakchott à assurer la sécurité de la caravane des bénévoles espagnoles et contribuera à l'amélioration de la réputation des services de sécurité mauritaniens affectés par l'enlèvement des otages.

Le procès a¹⁶⁴, en outre, révélé la collusion existant entre les réseaux de contrebande et l'organisation terroriste en Mauritanie et dans la région du Sahel africain, de façon générale.

Onze personnes accusées de l'enlèvement des trois otages espagnols, parmi lesquelles Omar Ould Ahmed alias Omar Sahraoui que les services de sécurité mauritaniens ont présenté comme l'instigateur de l'enlèvement, ont comparu devant le tribunal criminel de Nouakchott.

Le tribunal a retenu contre eux plusieurs griefs, dont la mise en danger de la vie et de la sécurité de personnes, l'enlèvement et la séquestration sans en informer les autorités compétentes, la conclusion d'accord en vue d'attenter à la liberté d'autrui, l'utilisation du territoire de la République en vue d'accomplir des attaques terroristes contre des citoyens d'un Etat étranger, et la détention illégale d'armes et de munitions. Les prévenus, dans cette affaire, au nombre de quatre, se trouvent en prison, dont Omar Ould Sid Ahmed, plus connu sous le nom de Omar Sahraoui (52 ans), deux

sous contrôle judiciaire, tandis que cinq autres ont été jugés par contumace, notamment l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, Mohamed Ould Ahmed, alias Rougi (le rouquin), Mini Ould Bab et Ould Sidi El Mokhtar.

Durant le procès, Omar Sahraoui a révélé avoir reçu des vêtements qu'il avait réclamés auparavant, « en vue de les offrir à un berger », selon ses propres dires. Le procureur l'a accusé d'avoir usé de ses relations en Mauritanie pour « accomplir des crimes abjects » en contrepartie de 10 millions CFA. Il a ajouté que les preuves disponibles sont suffisamment accablantes pour entériner les charges qui pèsent contre lui. Le tribunal criminel l'a condamné¹⁶⁵ à 12 ans de prison et à la confiscation de tous ses biens au profit du Trésor général de l'Etat mauritanien. Par ailleurs, le tribunal a innocenté tous les accusés dans cette affaire : Boukhari Ould Al Aïssaoui, Kouria Bent Al Boukhari, Sidi Mohamed Ould Hammoud et Al Aïd Ould Lahbous¹⁶⁶.

Quelques jours après la confirmation du verdict, les autorités mauritaniennes ont annoncé qu'elles avaient livré Omar Sahraoui¹⁶⁷ aux autorités maliennes dans le cadre de la convention judiciaire paraphée par les deux pays. Mais, quelque temps plus tard, un des membres de la famille d'Omar Sid Ould Hama, alias Omar Sahraoui, ayant enlevé les deux otages espagnols, a annoncé dans une déclaration faite à l'AFP, que son parent a été libéré¹⁶⁸. Le cousin de Sahraoui a précisé que « Omar a été libéré juste avant la libération des otages espagnols. Je l'ai vu de mes propres yeux. »¹⁶⁹ Dans le même ordre d'idées, le porteparole d'AQMI a déclaré, dans un communiqué sonore, diffusé sur le site du journal *El Pais*, vers la fin du mois d'août, avoir libéré les deux otages après satisfaction de quelques revendications, sans en préciser la nature. Un député du nord du Mali, instruit du dossier des négociations, a annoncé que « pour libérer les otages, trois choses au moins ont été satisfaites : la libération d'Omar Sahraoui, le versement d'une rançon et l'élargissement discret de trois islamistes incarcérés au Mali, dont on n'a pas révélé l'identité.

RÉVÉLATIONS SUR L'ARGENT AYANT PERMIS LA LIBÉRATION DES OTAGES

Deux médiateurs maliens, engagés dans les négociations en vue de libérer les deux otages espagnols¹⁷⁰, ont révélé qu'AQMI a reçu « en tout, 8 millions d'euros » du gouvernement espagnol contre la libération des deux otages qu'elle avait séquestrés. L'un des médiateurs ayant participé à la libération des otages européens au Sahel, a dit à l'AFP : « 8 millions d'euros uniquement ont été versés aux ravisseurs », ajoutant : « Oui, on peut dire que le gouvernement espagnol a versé la somme en question, même s'il ne l'a pas fait directement », et plus loin : « Je me souviens que, durant l'enlèvement des diplomates canadiens, des pays africains ont versé de l'argent pour les besoins des négociations. Le Canada, lui aussi, a versé de l'argent en sus de la rançon.» Un autre député du nord du Mali, ayant
111 participé à ces négociations¹⁷¹, a déclaré, quant à lui, que « la somme de 8 millions d'euros est celle que je juge la plus plausible ; c'est le prix qu'a payé le gouvernement espagnol qui n'a pas agi comme les Anglais qui refusent de payer.» Mêmes échos en Espagne. « Durant quasiment la même période, le journal espagnol *El Mundo* a rapporté, sans citer ses sources, que le gouvernement espagnol a versé 7 millions d'euros contre la libération de bénévoles au sein de l'organisation Catala Actio-Solidaria, séquestrés depuis novembre 2009 dans la région du Sahel. Le gouvernement espagnol n'avait fait aucune allusion à une quelconque rançon lors de l'annonce de la libération des bénévoles.

UN MÉDIATEUR FRANÇAIS AUX NÉGOCIATIONS DE GERMANEAU

Le 19 avril, Michel Germaneau, ressortissant français, et son chauffeur algérien, ont été enlevés au nord du Niger, près des frontières algériennes¹⁷². L'enlèvement a été revendiqué par AQMI qui présente son otage comme étant un retraité ayant travaillé dans le secteur du pétrole algérien. Actuellement, il dirige « une association qui ignore les véritables buts de son activité » au Niger, en suggérant, au passage, qu'elle est prête à le libérer à condition « que soient libérés nos prisonniers dont la liste parviendra incessamment au négociateur français.» AQMI s'est adressée, ensuite, au président Sarkozy en ces termes : « Vous êtes responsable de la vie de vos compatriotes ; nous sommes résolus à faire libérer nos

prisonniers qui croupissent dans vos prisons.» Le communiqué en question a été accompagné d'un message sonore adressé par l'otage au président Sarkozy, lui demandant de trouver une issue à son enlèvement, tout en lui faisant part des souffrances qu'il endure à cause de la forte chaleur et de l'épuisement des médicaments dont il a besoin. La durée de l'enregistrement n'a pas dépassé 48 secondes. A droite, sur l'écran, apparaît la photo de l'otage portant une gandoura targuie de couleur jaune et un chèche sur la tête. En arrière-plan, apparaît un rocher saharien sur lequel est plantée une affiche portant l'inscription « AQMI », à gauche de la photo se trouve une carte géographique des pays du Sahel, le nom de l'otage rédigé en français et en arabe et l'appel lancé au président Sarkozy. L'otage entame son enregistrement d'une voix qui dénote la fatigue et l'épuisement : « Bonjour ! Je suis Michel Germaneau, âgé de 78 ans, je suis atteint d'une grave maladie au niveau du cœur ; je suis sous traitement contre la coagulation du sang. J'ai épuisé mes médicaments... Je souffre énormément de la chaleur caniculaire et je souhaite, M. le Président, que vous trouviez une solution satisfaisante, car je suis très fatigué... »

Le 25 juillet, AQMI¹⁷³ a annoncé avoir exécuté l'otage Germaneau vers 9h15mn, et ce, en réaction au raid des forces spéciales françaises contre un de ses fiefs, « durant les négociations entre les moudjahidin et le médiateur français. »

L'organisation terroriste est revenue, encore une fois, sur l'élimination de l'otage français, Michel Germaneau, dans un enregistrement sonore.¹⁷⁴ AQMI y précise que la libération des deux otages espagnols est « une leçon pour les services de renseignements français », après l'échec de l'attaque militaire franco-mauritanienne le 22 juillet, qui visait la libération de l'otage Michel Germaneau.

Dès après l'annonce de l'exécution de l'otage français, le président Sarkozy rend public un communiqué dans lequel il exprime sa condamnation de l'assassinat de Germaneau, le qualifiant « d'acte barbare », et évoquant les souffrances de la victime depuis son enlèvement : « Michel Germaneau était, depuis le 12 juillet, sous le coup d'un avertissement qui était, en fait, l'annonce d'un assassinat programmé. »

En fait, la source de cet avertissement n'est autre que le groupe qui a assassiné un pauvre otage anglais, enlevé le 31 mai dans les mêmes

conditions. L'avertissement en question n'a été précédé d'aucun dialogue avec les autorités françaises ou locales, contrairement au cas de Pierre Camate, les ravisseurs ayant accepté d'entamer des pourparlers. Le président français a précisé, par ailleurs, que les services secrets français ne disposaient d'aucun indice qui signifierait que l'otage était toujours en vie.

RANÇON ET SCÈNES ZARQAOUIES¹⁷⁵

En termes de modèle d'organisation, le commandement d'AQMI qui a décliné son identité comme étant « une organisation ayant pour but la protection de la région de l'Afrique du nord des convoitises étrangères »¹⁷⁶, n'avait pour référence que le modèle d'organisation d'Al Qaïda en Mésopotamie, sous la direction de Abou Mosab Zarqaoui¹⁷⁷, en raison de l'influence que celui-ci exerçait sur les jeunes, voire sur les médias, tout en suscitant l'inquiétude des forces de la coalition en Irak¹⁷⁸. Avec la poursuite des enlèvements dans la région du grand Sahel au début de l'année 2008,¹⁷⁹ les images que diffusait l'organisation terroriste étaient assez semblables à celles qui avaient lieu en Irak : des jeunes voilés portant des armes lourdes, derrière eux un panneau en tissu noir sur lequel est écrit le slogan de l'organisation, et puis les otages assis en proie à l'hébétéude et à la peur, l'air effrayés d'être liquidés sur-le-champ. Généralement, les éléments de l'organisation accompagnent ces scènes d'un enregistrement sonore par le biais duquel les otages demandent aux dirigeants de leurs pays d'intervenir pour satisfaire les revendications d'AQMI et, partant, de les sauver d'une mort certaine. Il s'agit d'enregistrements qui tentent de dépeindre ces otages et leurs gouvernements comme des entités insignifiantes face à l'organisation terroriste. AQMI s'appuie, dans ces opérations, sur un principe essentiel, à savoir : l'orchestration d'une propagande médiatique pour les opérations d'enlèvement comme une forme de contreforce et d'influence dans la région du Sahel. En outre, la revendication des enlèvements se fait, habituellement, à travers l'envoi d'un message sonore diffusé exclusivement sur la chaîne qatarie *Al Jazeera*, ou, à dessein, à travers les médias européens, pour transmettre le message en question à l'opinion

publique occidentale, comme cela s'est passé lors de la libération des touristes espagnols. En effet, un film montrant la scène de la libération y a été diffusé. Par ailleurs, un message politique a été adressé aux autorités françaises via le site du journal *El Pais*, le seul à avoir diffusé l'enregistrement émanant d'AQMI.

Le plus souvent, la propagande joue un rôle essentiel dans la vie de l'organisation armée, dans la mesure où les négociations qui suivent la revendication sont généralement secrètes et concernent essentiellement les tractations portant sur les sommes à verser en vue de libérer les otages, ou encore sur la liste nominative des prisonniers impliqués dans des affaires de terrorisme, incarcérés dans les prisons en Algérie, en Tunisie, en France, en Italie, voire en Autriche¹⁸⁰.

Avec l'accroissement des enlèvements dans la région du Sahel et le succès des services de sécurité européens et mauritaniens, notamment en démasquant ceux qui se tenaient derrière ces attentats, AQMI a commencé à dialoguer avec les réseaux de soutien qui lui fournissaient les otages sur un plateau et qui, souvent, suscitaient moult interrogations et suspicions chez les services de sécurité, à propos des méthodes mises en œuvre par les terroristes en vue de capturer les touristes.

Après l'échec des démarches entreprises en vue de la libération des prisonniers supposés appartenir à AQMI, soit dans les pays européens ou en Algérie et en Tunisie, les chefs de l'organisation terroriste ont commencé, au fil du temps, à subir la pression des réseaux de contrebande et des mercenaires activant au Sahel, qui leur fournissaient des otages de façon cyclique. Il s'agit en fait d'un commerce florissant qui a dynamisé l'activité de ces derniers, en particulier les organisations targuies armées, dont les éléments vivent chômage et pauvreté. La majorité des dernières négociations ont porté sur les revendications de l'organisation, notamment la libération de ces contrebandiers ou des éléments armés enrôlés dans les mouvements targuis qui avaient cessé la guerre civile, au milieu des années 1990, grâce à la médiation réussie de l'Algérie.

Omar Sahraoui, l'instigateur de l'enlèvement des ressortissants espagnols en Mauritanie, n'était qu'un élément parmi ces contrebandiers professionnels dans la région. Il était en tête de la liste des revendications

d'Al Qaïda qui exigeait sa libération qui a eu lieu effectivement, malgré le refus initial des autorités mauritaniennes...

Ainsi, AQMI a pu obtenir l'élargissement d'Omar Sahraoui dans des conditions particulières et embarrassantes pour les autorités mauritaniennes. En effet, dès sa condamnation par le tribunal criminel et la confirmation du jugement par la cour de cassation pour les faits qui lui étaient reprochés, le président mauritanien a été contraint, eu égard aux pressions espagnoles, de le livrer aux autorités maliennes¹⁸¹.

AL QAÏDA ET LES PROFESSIONNELS DES RÉSEAUX DE CONTREBANDE AU SAHEL

Les relations étroites entre les réseaux de contrebande et les organisations terroristes activant dans le Sahara algérien depuis la fin des années 1990 vont bientôt se révéler aux services de sécurité algériens, qui ont réussi à déceler l'existence d'un lien entre les activistes de la 9^e zone saharienne dans l'organisation du GIA, et les réseaux de contrebande¹⁸² dans le Grand Sahara et les pays du Sahel.

Ce lien s'est précisé à la faveur des aveux de contrebandiers arrêtés et d'éléments du GSPC qui ont renoncé à l'activité terroriste en vue de bénéficier des dispositions de la Concorde civile et de la Charte sur la réconciliation nationale¹⁸³ ; les éléments du GSPC tiraient profit des réseaux de soutien qui offraient le gîte et le pain aux contrebandiers. Par ailleurs, l'organisation terroriste assurait la protection et la sécurisation des itinéraires de ces réseaux en les soustrayant au contrôle des douaniers algériens et des gardes frontières¹⁸⁴ et ce, en contrepartie de sommes d'argent versées cash ou sous forme de provisions que l'on remettait aux éléments armés. Cet état de fait a contribué à l'essor de ces réseaux dans la région, notamment ceux qui commercialisaient la drogue importée des pays du Sahel africain¹⁸⁵.

Cependant, en raison de la menace terroriste¹⁸⁶ qui allait crescendo, l'Algérie a mis en œuvre des dispositions draconiennes pour paralyser l'activité des contrebandiers dans la région du Sahara¹⁸⁷. Le but : assécher les sources d'approvisionnement en argent et en vivres qu'offraient les réseaux de contrebande transahariens.

Ces dispositions sont venues également pour neutraliser l'activité de certains réseaux de contrebande qui sont, en fait, des groupes en relation directe avec les parents des chefs d'AQMI qui investissent une partie de la rançon dans des activités commerciales telles que les cigarettes et l'alimentaire.

L'échange des renseignements entre les services de sécurité des pays du Sahel et l'Algérie a permis de démasquer des activistes ayant des liens de parenté avec les islamistes d'Al Qaïda, en relation directe avec les activités de contrebande et l'investissement de l'argent dans le trafic de voitures usagées entre la wilaya de Tamanrasset et le Mali.

Les éléments de ce réseau, comprenant des Algériens installés en Mauritanie et au Mali, ont été arrêtés. C'est ainsi que les premiers fils de ce réseau ont commencé à se dévider aux services de sécurité, et ce, grâce à des renseignements fournis par les services de sécurité maliens au sujet des médiateurs et la remise de la rançon à AQMI. Plus tard, il s'est avéré que ces médiateurs étaient en relation avec un réseau de contrebandiers professionnels et qu'ils ont investi une part de la rançon au profit de l'organisation, au moment où l'acquisition d'armes et de munitions devenait de plus en plus difficile.

Cette coordination a permis, en outre, de découvrir d'autres réseaux qui entretenaient des relations entre eux, ce qui a compliqué la mission des services de sécurité, à telle enseigne qu'il était quasiment impossible de distinguer le contrebandier du terroriste dans la gestion de ces investissements à travers les routes du Sahara et la région du Sahel. L'Algérie avait présenté au gouvernement malien les noms de deux commerçants d'origines algérienne et mauritanienne ainsi que ceux de contrebandiers maliens, en vue d'une enquête sur l'éventualité d'un investissement d'argent d'AQMI dans des projets commerciaux dans des villes maliennes telles que Gao et Bamako. Ceci a eu lieu suite à l'arrestation, par les services de sécurité algériens, d'un contrebandier dans la région de Chebaba, au nord d'Ain Salah en mars 2010. Ce dernier a reconnu, durant l'enquête, que deux contrebandiers « Y.T » et « K.S », ont reçu de l'argent d'Al Qaïda au Sahel en vue de l'investir dans certains projets lucratifs¹⁸⁸. Dès lors, la déclaration de l'armée mauritanienne dans laquelle elle dit avoir repéré une caravane exerçant le trafic de cocaïne près

des frontières avec le Mali, n'a surpris personne. L'accrochage a coûté la vie à trois contrebandiers et a donné lieu à l'arrestation de vingt autres. Dans son communiqué¹⁸⁹, l'armée mauritanienne a précisé que la sécurité de la caravane était assurée par des éléments d'AQMI. Durant cette opération, des quantités importantes d'armes, de drogue et de moyens de communication ont été saisies.

Les éléments d'AQMI activent dans des régions frontalières très éloignées, entre les pays du Sahel, réputées comme étant des zones grises non soumises à l'autorité de quelque pays que ce soit. Cela en raison de l'immensité de la bande frontalière ainsi que de l'incapacité des Etats malien et nigérien d'étendre leur autorité sur les villes proches des frontières soumises au diktat des mouvements rebelles¹⁹⁰.

La plupart des régions dans lesquelles se meut AQMI attirent les étrangers. En effet, dans ces régions sont implantées des usines de métallurgie et des sociétés de prospection du pétrole dans le bassin de Taoudni que se partagent la Mauritanie et le Mali, ce dernier étant également producteur d'or. Même le nord du Niger s'est transformé en centre d'activités industrielles important, grâce aux investissements de la société Fran-Arifa dans le domaine de l'uranium, en plus de la convention paraphée par le Niger avec la Chine pour un investissement d'une valeur de 5 milliards de dollars dans le domaine pétrolier.

Ces facteurs ont contribué à la transformation de la région du Sahel en un espace industriel important. Toutefois, il constitue une opportunité pour AQMI qui n'hésitera pas à mener des opérations contre de nouvelles cibles, notamment depuis que les gouvernements des pays de la région ont commencé à étudier le projet de la mise en place d'un gazoduc provenant du Niger à destination de l'Europe, dans le but de renforcer l'approvisionnement européen en gaz, et réduire ainsi la dépendance vis-à-vis de la Russie¹⁹¹.

LA ROUTE VERS LE NIGERIA

AQMI n'a jamais caché son ambition d'attirer les islamistes du Nigeria en particulier, et ce, au moment même où s'amplifiait la discorde confessionnelle et la recrudescence des représailles entre musulmans et chrétiens.

L'organisation a lancé un appel à tous les jeunes musulmans au Nigeria¹⁹², dans lequel elle déclare que la majorité des musulmans vit « une tragédie » en raison des « massacres commis par une minorité de chrétiens contre les musulmans persécutés et sans armes... A vrai dire, il s'agit d'un nouvel épisode des croisades haineuses contre les musulmans. » Cet appel a évoqué longuement l'affaire de l'assassinat du prédicateur Mohamed Youcef durant les affrontements raciaux ayant coûté la vie à cent musulmans dans la seconde tuerie de la mosquée, dans la ville de Jous et ses environs. AQMI a essayé de tirer profit des images diffusées par les chaînes de télévision dans le monde, montrant les cadavres de bébés calcinés, exhumés des puits.

Le communiqué a ajouté que « l'organisation armée œuvrera en vue de vous soutenir et de vous venger... », puis il interpelle les musulmans outrés par ces agressions en disant : « Les chefs de notre organisation sont prêts à entraîner vos enfants au maniement des armes, des munitions et divers matériels...pour leur permettre de défendre leurs familles au Nigeria et de neutraliser la minorité chrétienne. » Enfin, il les exhorte en disant : « Incitez vos enfants à rejoindre les champs de bataille pour que nous puissions former l'avant-garde guerrière qui défendra le sang et la dignité des musulmans au Nigeria... »

NOTES

80. Abou Mohamed Al Yamani est le nom de guerre de l'émissaire d'Al Qaïda de Ben Laden dans la région du Sahel africain. Il a acquis ce nom au Yemen. C'est un ancien de l'Afghanistan. Il a joué un grand rôle pour faire venir dans son pays les Afghans arabes, notamment des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, des Libyens et des Egyptiens venus de Peshawar, région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Il a résidé à Sana'a la capitale yéménite et fréquentait une mosquée sous la coupole de l'association « Ihsane », connue pour son bulletin « Al Mountada » qui prône la guerre sainte, à travers laquelle il acquiert une grande popularité.

81. Hassan Hattab, l'émir et le fondateur du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), surnommé « Abou Hamza », est né le 14 février 1967 à Rouiba, à l'Est d' Alger. Il est issu d'une famille aisée qui se compose de 11 membres, parmi eux 4 frères qui se sont engagés dans les

groupes islamiques armés. Après avoir échoué au bac, il s'initie aux arts martiaux. Il accomplit son service militaire à l'école des parachutistes de Biskra, où il fait la connaissance de Abbi Abdellaziz, plus connu sous le nom de « Okacha El Para », ex-conseiller militaire du GSPC, et Amari Saifi, connu sous le nom de « Abderrazak El Para ». Après avoir été radié des rangs de l'ANP, il travaille comme mécanicien à l'hôpital de Rouiba. Il intègre le GIA au début des années 90, monte en grade jusqu'à devenir émir de la 2^e zone. En 1998, il fonde le GSPC. Il a été intronisé officiellement émir du groupe après la mort de Abdel Madjid Dichou, et le restera jusqu'à ce qu'il abandonne la lutte armée en 2005, puis bénéficiera ultérieurement des lois de la Charte de la réconciliation nationale.

82. Informations fournies par un repentir algérien, M. Mohamed, qui a séjourné au Yémen. C'est lui qui a établi le contact entre Abou Mohamed Al Yamani avant son voyage en Algérie et son frère M. Nasr Eddine, responsable des relations extérieures au GSPC. M. Mohamed s'est livré aux autorités algériennes pour bénéficier des lois de la Réconciliation nationale.

83. Un communiqué de l'état-major de l'ANP annonce que Abou Mohamed Al Yamani a été tué le 12 septembre 2002 lors d'une embuscade tendue par les éléments des forces de sécurité dans la région de Mériouna, wilaya de Batna. L'annonce de la mort de l'émissaire de Ben Laden a été retardée de plus de deux mois à cause des difficultés liées à son identification.

84. La mort de Abou Mohamed Al Yamani a accentué les doutes de Ben Laden et de Ayman Zawahiri, qui ont suspecté les éléments (infiltrés) du GSPC d'être à l'origine de sa mort, comme cela a été rapporté par un de ceux qui ont vécu cette période, et qui a été la cause probable de l'interruption par Al Qaïda de Ben Laden de tout contact avec le GSPC pendant quelques années.

85. Oussama Ben Laden a été intéressé par la situation des groupes islamiques armés. Mais les informations qu'il recevait font état de trop de dissensions entre les différentes factions rivales. Ce qui l'a incité à envoyer un émissaire pour constater sur le terrain.

86. Kamel Germane, nommé Abou Bilal, arrêté au Tchad. Il déclare dans les procès-verbaux des services de sécurité que Abou Mohamed Al Yamani a

été derrière la décision de Abderrazak El Para de se déplacer au Grand Sahara.

87. L'émissaire d'Al Qaïda a rencontré Mokhtar Belmokhtar, l'émir de la 9^e zone, et le représentant du GSPC, chargé des relations extérieures, le nommé M. Nasr Eddine, connu aussi sous le nom de « Youb ». Il a rencontré aussi « Abou Bassir » l'émir de la katiba d'El Oued, considéré comme une référence religieuse au Sahara après Belmokhtar. Malik Nasr Eddine, surnommé « Youb », est né le 24 mai 1965 à Alger. Il a été tué le 27 mars 2005 dans la forêt Chouicha à Zemouri dans la wilaya de Boumerdès, après un long voyage au grand Sahara, chargé de mission par Hassan Hattab.

88. Le Sahara est une porte essentielle pour le GSPC pour l'achat des armes chez les groupes de contrebande spécialisés dans ce genre de commerce très lucratif, surtout au nord du Mali, pourtant considéré comme une zone de paix après l'arrêt de la guerre entre les rebelles touareg et le gouvernement de Bamako.

89. L'objectif de Ben Laden est d'assurer dans le Sahel africain une base arrière pour ses activités terroristes en Europe, endroit stratégique pour ce qu'il offre comme possibilités de regagner l'Europe clandestinement à travers les réseaux de l'émigration par voie maritime. Le GSPC peut aider Al Qaïda à réaliser ces objectifs.

90. Abou Mohamed n'a pas réussi à rencontrer Hassan Hattab et ce dernier n'a pas souhaité le voir, alors qu'il avait passé plusieurs mois en Algérie.

91. Abderrazak El Para a rencontré Abou Mohamed Al Yamani pendant des semaines dans les montagnes de Ouastili dans la Wilaya de Batna en été 2002, où l'émissaire d'Al Qaïda a fait la connaissance des éléments actifs de la 5^e zone. Il ne put quitter ces montagnes, car les unités de l'ANP l'ont encerclé et ont commencé un large ratissage pour traquer les terroristes. Abou Mohamed Al Yamani est tombé dans une embuscade des forces spéciales au lieu-dit « Chabet Enamr » dans la daïra de Mérouana, près de Batna. Dans l'affrontement armé, un sergent-chef des parachutistes est mort après avoir traqué inlassablement Abou Mohamed et réussi à le cerner. C'était pendant le mois de décembre 2002.

92. Le journal *New York Times*, dans sa livraison du 12 mai 2004, a imputé ces déclarations à des généraux de l'état-major de l'armée américaine en

Europe, à Stuttgart, en Allemagne, qui ont dit que la région du Sahel africain s'est transformée en un « nouvel Afghanistan », car les groupes islamiques armés ont gagné beaucoup d'argent dans les rançons et peuvent s'approvisionner en armes et recruter et former eux-mêmes de nouveaux terroristes.

93. L'Algérie a refusé que les Etats-Unis puissent créer une base militaire dans ses terres, car « permettre la création des bases militaires étrangères dans ses terres est contraire aux principes de l'indépendance et la souveraineté du pays. »

94. Kamel Germane, qui a accompagné El Para dans l'enlèvement des touristes allemands, du 1^{er} jour jusqu'à leur arrestation par l'opposition tchadienne, dans ses déclarations à son procès devant la cour d'Alger le 12 juin 2007, a affirmé qu'El Para a créé en septembre 2002 la katiba « Tarek Ibn Ziad » et désigné à sa tête Abdelhamid Abou Zeid, avec pour mission de créer un camp sur les hauteurs du Tassili dans le Sahara algérien.

95. Le voyage a commencé de la commune Abou Djendel dans le mont « Al Abiadh » dans la wilaya de Tébessa au début de l'année 2002. El Para a été accompagné par deux hommes.

96. Son compagnon Bilal dit que le lot d'armes se compose de 60 pièces de fusils d'assaut et des fusils semi-automatiques, plusieurs caisses de munitions, des fusils Douchka et des lance-roquettes « RPG7 » ainsi qu'une station de radio mobile utilisée dans les télécommunications.

97. C'était pendant le mois de janvier 2003.

98. Dans les procès-verbaux de son procès par la Cour d'Alger, Kamel Germane donne des détails sur l'enlèvement des touristes étrangers en disant que l'opération était beaucoup plus une démonstration de force voulue par les terroristes.

99. L'opération s'est passée le 19 février. Ils ont détenu les otages dans leur camp au Tassili, après avoir laissé les motos et les véhicules des touristes au pied des montagnes. Ils ont réussi à subtiliser 7 appareils GPS et des sommes d'argent importantes en euros.

100. L'agence de presse officielle en Algérie.

101. Déclarations faites par le conseiller du ministre du Tourisme à la Radio nationale, ce qui a provoqué un tollé dans les milieux diplomatiques accrédités à Alger.

102. Informations publiées par la majeure partie de la presse algérienne, propos recueillis auprès du ministre de l'Intérieur dans son intervention à l'Assemblée nationale.

103. L'auteur possède un exemplaire du communiqué qui annonce la libération des otages, mais sans mentionner le prix de la rançon reçue.

104. La plupart des repentis qui étaient en relation avec l'émir de la 5^e zone ont déclaré que l'opération d'enlèvement des touristes européens n'était pas programmée. Le seul objectif clair après la rencontre avec l'émissaire de Ben Laden était de se déplacer au Sahara et commencer à instaurer des camps de formation et d'entraînement pour l'organisation terroriste.

105. Abou Khabab, l'émir de la région du Sahara, de son vrai nom « Mohamed Naquia », est né en 1968, dans la région de Guemar dans la wilaya d'El Oued, avec un niveau d'instruction de terminale. Il a été un activiste du FIS depuis 1990. Malgré son jeune âge, il a participé à l'attaque terroriste de la caserne de Guemar le 21 décembre 1991, considérée comme la porte de l'insurrection armée en Algérie. Tous les acteurs de cette attaque ont été éliminés sauf Mohamed Naquia, dit « Abou Khabab ». Il a été arrêté et incarcéré à la prison de Tazoult, dans la Wilaya de Batna. Il s'est échappé dans la célèbre évasion collective de 1994, lors de l'attaque contre la prison par un groupe de terroristes. Il fut chargé de transporter des armes du Sahara vers les fiefs du nord. Il a bourlingué longtemps dans le Grand Sahara, a participé à une attaque contre une caserne militaire mauritanienne en 2005 et à l'enlèvement des touristes autrichiens en 2008, avant d'assurer la route des otages européens enlevés par El Para en février 2003. Il a été désigné à la tête de la zone du Sahara et a activé dans des unités terroristes à Tébessa, à Khenchela et Batna.

106. Abdullah Abou Khaoula, de son vrai nom Ahmed Zarqaoui est né le 15 juillet 1961 à Chréa dans la wilaya de Tébessa. Depuis l'enfance, on l'appelle « Ismaël » mais aussi « Abdullah ». Dès son enrôlement dans les rangs du FIS, il acquiert le nom de « Abdullah Abou Khaoula ». Il a été à l'école coranique et a appris le Coran en entier à un très jeune âge. Il a poursuivi ses études jusqu'à obtenir un diplôme de technicien supérieur en agronomie en 1980. Il est père de neuf enfants. Il a été influencé par le mouvement des Frères musulmans au milieu des années 1980 et s'est opposé à l'interruption des élections législatives de décembre 1991 où le

FIS a eu la majorité. Il s'engage dans la rébellion armée du GIA. Il est recherché par les forces de sécurité depuis 1994. Il fait parler de lui dans les fiefs de la 5^e zone, à Djebel Al Abiadh et Oum Kamaïme. En mai 2001, il est désigné à la tête de la katiba « Ouhoud » du GSPC, toujours dans la 5^e zone. Il a participé, avec Abderrazak El Para dans différentes opérations terroristes, comme l'enlèvement des touristes européens et les négociations avec des intermédiaires et des notables touareg maliens, jusqu'à ce qu'il soit tué par les unités de l'armée en 2005 au sud du Sahara, région où il s'était installé depuis quelques années.

107. Une femme parmi les otages est morte de déshydratation du fait de la grande chaleur.

108. Bilal, qui a participé aux différentes étapes de négociation et à la réception de la rançon, dit que le montant a servi pour l'achat de 400 fusils d'assaut, 15 lanceroquettes « RPG7 », cinq stations de radio mobile et du matériel de guerre important, auprès des habitants des tribus maliennes environnantes.

109. Diffusé le 18 août 2003 dans lequel il donne des détails sur l'opération d'enlèvement qui a commencé dans le Tassili dans la wilaya d'Illizi en février, et qui a ouvert la route ultérieurement à la nouvelle équipe d'AQMI, dirigée par Abou Zeid pour s'installer au nord du Mali.

110. 9 otages sont de nationalité allemande, 4 Suisses et un Hollandais.

111. Les unités de l'armée algérienne ont fourni beaucoup d'efforts pour libérer les otages, et ont traqué les ravisseurs jusqu'aux frontières maliennes.

112. Les enlèvements des ressortissants étrangers ont commencé avec le GIA en 1993 avec l'affaire des agents consulaires à Alger, qui s'est terminée dans des conditions obscures. Beaucoup de zones d'ombre entourent l'enlèvement et la libération des agents consulaires, que ce soit du côté d'Alger ou de Paris. A l'époque, le sujet des rançons n'a été évoqué par aucune partie, comme c'est le cas aujourd'hui.

113. Hassan Hattab a révélé dans une rencontre avec l'auteur, qu'il était contre cet attentat, et avec lui certains chefs du mouvement, car il n'était pas dans l'intérêt de la Jamaâ.

114. Plusieurs repentis ont évoqué les différences entre Hassan Hattab et El Para et ses hommes de confiance comme « Okacha El Para » qui

transgressaient nombre de ses décisions, en pratiquant notamment les enlèvements des touristes étrangers auxquels l'émir du GSPC était farouchement opposé.

115. En mars 2004, les médias rapportent l'information de l'affrontement entre l'armée tchadienne et le groupe de terroristes algérien. Mais le sort d'El Para ne fut connu que quelques mois plus tard. El Para a déclaré que ses hommes ont tué, dans cet affrontement armé, 62 soldats tchadiens et détruit quatre véhicules militaires, alors que lui a perdu 20 de ses hommes qui avoisinaient la cinquantaine.

116. L'hebdomadaire *Jeune Afrique* a publié des informations, de source policière tchadienne, affirmant que les activistes du GSPC voulaient effectivement regagner le Soudan pour établir des contacts avec Al Qaïda de Ben Laden.

117. Le procès des prévenus N. Attia, K. Abdel Madjid, B. Ben Allia, et B. Abdel Bassat, a été programmée le mercredi 10 février 2010. La presse algérienne a publié de larges extraits du déroulement du procès.

118. Ils ont avoué avoir participé à des attaques meurtrières qui se sont soldées par l'assassinat de 25 militaires de l'ANP en 1995 et 12 civils dans un faux barrage dans la commune de Aïn Touta, wilaya de Batna. Ils ont pris part aussi à la mutinerie des prisonniers à Tazoult, qui s'est terminée par l'évasion de 1 200 prisonniers le 28 du mois de Ramadhan 1994, avec la complicité de deux gardiens de la prison.

119. Le dossier judiciaire du groupe qui a commis le kidnapping des touristes étrangers stipule que la sécurité algérienne a pris livraison de « Bilal » auprès des autorités libyennes le 14 juillet 2004. L'extradition d'El Para a été retardée jusqu'au mois de novembre.

120. Nous reparlerons ultérieurement de l'émissaire d'Al Qaïda avec de plus amples détails, et du rôle de Nabil Sahraoui dans l'établissement du contact entre le GSPC et Al Qaïda de Ben Laden.

121. Rencontre avec le journaliste Patrick Forestier, envoyé spécial de *Paris Match*. Il a été enregistré et diffusé ultérieurement dans la 2^e chaîne de télévision française, dans un reportage ayant pour titre « Le Ben Laden du Sahara ».

122. Abou Bassir Tartoussi, un des idéologues du mouvement islamiste, justifie ces actes de banditisme dans une lettre datée du 30 juin 2001, en

rendant licite le vol et le racket que commettent les groupes islamiques armés.

123. L'envoyé spécial de Paris Match a publié une longue interview avec El Para.

124. Les informations recueillies sur des procès-verbaux des activistes proches d'El Para, livrés par la Libye, estiment le montant de la rançon à cinq millions d'euros.

125. Avant la publication des déclarations d'El Para, que ce soit à *Paris Match* ou sur la chaîne de télévision française, des journaux allemands ont publié les photos de quelques touristes en compagnie d'El Para. Il s'est avéré plus tard que les photos ont été prises au Niger avec d'autres touristes après la libération des otages européens en août 2003.

126. Dans cet entretien, Amari Saïfi a déclaré avoir reçu une formation militaire de la part des officiers russes et américains. Il affirme avoir démissionné des rangs de l'ANP, car il était convaincu de la nécessité de créer « un Etat islamique », alors qu'à l'ANP on dit qu'il a été révoqué pour insubordination.

127. Le nommé Moussa, le gardien tchadien d'El Para, déclare à l'envoyé de *Paris Match* qu'El Para lui a dit qu'il était en contact téléphonique avec Ayman Zawihiri, le n° 2 d'Al Qaïda. Lors des attentats du 11 mars 2004 à Madrid, El Para a demandé à son gardien qui dormait avec lui dans la caverne où était détenu le chef terroriste, de l'aider à acquérir un téléphone portable pour appeler certaines personnes importantes, « mais nous avons refusé », a dit le gardien Moussa. L'auteur de ce livre a rencontré des responsables du mouvement d'opposition tchadien à Paris, notamment le responsable des relations extérieures Ibrahim Tchouma qu'El Para a déclaré qu'il était en relation privilégiée avec un important chef d'Al Qaïda, le Yéménite Mohamed Attaf, qui a été tué en Afghanistan vers la fin de l'année 2001 par les bombardements des avions américains dans la région de ToraBora. Ensuite, il a renouvelé ses contacts avec un autre yéménite, Ahmed Mohamed Alouane, connu sous le nom de Abou Mohamed Al Yamani, l'émissaire de Ben Laden au Sahel africain.

128. El Para a tenté de s'enfuir trois fois du lieu de détention de l'opposition tchadienne. Ce sont aussi les mêmes informations recueillies auprès des responsables tchadiens. El Para révèle que dans sa troisième tentative, il est resté trois jours dans le désert avant qu'un berger ne le

retrouve, à la merci de la soif, la faim et la fatigue. Après cela, les Tchadiens ont décidé de lui ligoter les mains et les pieds. Il est resté ainsi jusqu'à sa livraison aux autorités libyennes qui l'ont livré aux autorités algériennes. D'ailleurs, le journaliste de *Paris Match* l'a rencontré alors qu'il avait les mains et les pieds liés.

129. Il a été arrêté au nord du Tchad dans la région de Zouaghi, sur les hauteurs des monts du Tibesti, avec ce qui restait de ses compagnons, dans la 3^e semaine du mois de mars.

130. Les représentants de l'Ambassade d'Algérie à Paris ont été contraints de faire une suite de rencontres avec les représentants du mouvement d'opposition tchadien que l'Algérie ne reconnaît pas, pour avoir de plus amples informations sur le groupe incarcéré chez eux, vérifier les identités des détenus avant d'entamer de vrais pourparlers. Les premières négociations ont échoué très vite, car l'Algérie a refusé les exigences du mouvement tchadien qui voulait délibérément créer un incident diplomatique avec le gouvernement du Tchad.

131. Il s'agit des frères Jean Philippe (47 ans) et Didier Toullier (38 ans) et leur oncle dont l'identité n'a pas été révélée, en plus d'un ami algérien du nom de Addi Hassen, et de leur père légèrement blessé.

132. La Mauritanie a connu une série d'attentats qui a visé les intérêts français, dont le plus important est celui dirigé par le terroriste « Abou Oubeïda Moussa Al Basri » qui a rejoint AQMI en 2008. Dans un communiqué diffusé le 15 août 2009 sous le titre « communiqué revendiquant l'attaque de l'ambassade de France à Nouakchott » accompagné de la photo d'Abou Oubeïda qui s'est donné la mort devant la bâtisse de l'ambassade. Le communiqué explique que des obstacles ont empêché le moudjahid d'entrer à l'intérieur de l'ambassade, il s'est fait exploser à l'entrée, visant les gardiens de la gendarmerie française. En août 2010, « Abou Ishak El Shinqti », de son vrai nom Idriss MohamedLamine, s'est fait exploser à l'entrée de la caserne « Niima » au nord de la Mauritanie.

133. L'ancien directeur de la police judiciaire en GuinéeBissau, Da Silva, a déclaré que les deux hommes arrêtés ont dit, lors de l'enquête, être prêts à refaire le même attentat s'ils étaient libres, propos rapportés par l'AFP.

134. Dépêche de l'AFP dans la dernière semaine du mois de mai 2010.

135. Le communiqué a menacé les touristes européens qui visitent la Tunisie, et considère que l'opération d'enlèvement est un signe d'échec du gouvernement tunisien à protéger les touristes étrangers.

136. AQMI, dans son nouveau communiqué, affirme qu'elle tient à libérer ses éléments emprisonnés. C'est un message direct signifiant à ces détenus que l'organisation terroriste ne les a pas oubliés.

137. Communiqué diffusé le 17 mars avec pour titre : « Les moudjahidin donnent un ultimatum d'une autre semaine à l'Autriche pour répondre à leurs exigences. »

138. Le 31 octobre 2008, l'AFP a évoqué le montant versé pour libérer les deux otages autrichiens qui ont été relaxés en bonne santé.

139. Robert Fowler a été ambassadeur du Canada de 1995 jusqu'à 2000.

140. Déclarations faites par le concerné à l'AFP le 16 décembre 2008.

141. AQMI a retardé l'annonce de l'enlèvement jusqu'au début du mois de février 2009. Ce qui prouve que des mercenaires ont commis le kidnapping et la livraison des otages aux terroristes a pris du temps.

142. Communiqué diffusé le 8 février 2009, avec pour titre : « Enlèvement du délégué de l'ONU, de son collaborateur et de quatre Européens. »

143. Cicala Sergio est né en 1944 à Vicarimi en Italie. Sa compagne Kabore Philomène est née en 1970 à Ouagadougou, Burkina-Faso.

144. L'enlèvement a été commis le 18 décembre 2008.

145. Une dépêche de l'*Associated Press* a donné l'information de l'enlèvement le 22 décembre, en se basant sur des sources policières mauritaniennes.

146. Le communiqué est diffusé le 26 décembre et a évoqué « les crimes de Berlusconi à l'encontre de l'Islam et des musulmans en Irak et en Afghanistan. »

147. Communiqué d'AQMI diffusé le 4 février et qui a évoqué le problème des négociations avec le gouvernement français au sujet de l'otage Pierre Camatte, puis des conditions de libération des otages italiens.

148. La libération a eu lieu le 16 avril. Les intermédiaires maliens ont insisté sur le rôle de Bamako dans cette libération.

149. Communiqué d'AQMI qui annonce que l'enlèvement a eu lieu le 22 janvier 2009.

150. Communiqué de revendication diffusé le 8 février 2009, annonçant l'enlèvement du diplomate onusien et de son collaborateur.

151. Comme d'habitude, AQMI n'a pas donné de détails sur la transaction.
152. Les forums islamiques comme « Ansar Al moudjahidin » et « Falloudja » sont des espaces qui annoncent aux sympathisants les différentes opérations d'AQMI que ce soit en Algérie ou au Sahel. C'est un espace de communication entre les activistes islamistes et leurs sympathisants.
153. Voir l'interview de l'ambassadeur britannique à Alger dans le quotidien *Ennahar* publié le 15 juin 2009.
154. Diffusé sur la chaîne *Al Jazeera* le 25 juin 2009.
155. La saria « brigade » est la plus petite composante du groupe terroriste algérien et plusieurs sarias donnent une phalange « katibat » dont le nombre ne dépasse pas trois phalanges par zone selon l'organisation terroriste depuis la création du groupe islamique armée. Le GSPC et après AQMI ont gardé le même principe.
156. Dépêche de l'AFP diffusée le 17 juin 2009.
157. Libéré le 12 juillet 2009 sans révéler le montant de la rançon.
158. Communiqué d'AQMI qui annonce que l'enlèvement a été commis le 25 novembre 2009 au nord du Mali.
159. Les journaux français ont publié les déclarations de Pierre Camatte dès son arrivée à l'aéroport militaire de Paris.
160. L'Algérie, qui s'est défendue toute seule contre le terrorisme au milieu des années 1990, prône aujourd'hui le travail collectif des pays concernés pour combattre le terrorisme dans le Grand Sahara.
161. Communiqué diffusé le 29 novembre 2009, sous le titre « Revendication de l'enlèvement d'un Français et de trois Espagnols.
162. Le communiqué de revendication parle de deux opérations indépendantes l'une de l'autre. La 1^{re} a eu lieu le 25 novembre et a ciblé le Français Pierre Camatte au Mali, tandis que la 2^e a eu lieu le 29 novembre en Mauritanie.
163. AQMI a diffusé une vidéo de la libération de l'otage espagnol.
164. La justice mauritanienne à Nouakchott a ouvert le procès des ravisseurs le 20 juillet 2010. Les milieux politiques et médiatiques français ont suivi de près le déroulement du procès.
165. L'avocat d'Omar Sahraoui a demandé la présence de la ressortissante espagnole Alicia Gamez que AQMI a libérée au mois de mars, qui

témoignera de l'innocence de son client. Ce que le juge a refusé.

166. Le 11 août 2010, la cour de cassation a approuvé le verdict émis par la Cour de Nouakchott.

167. Dépêche de l'AFP diffusée le 16 août 2010.

168. Un des participants aux négociations des otages espagnols a déclaré à l'AFP que « la libération d'Omar a facilité la libération des deux otages espagnols. Je peux même vous dire, ajoute-t-il, qu'il a participé directement dans les négociations pour leur libération.

169. Déclaration de l'AFP qui cite une source proche des négociations qui ont abouti à la libération des otages Roque Pascual et Albert Vilalta, et qui dit qu'Omar Sahraoui a été libéré après que la Mauritanie l'eut extradé vers le Mali.

170. Déclarations diffusées par l'AFP le 24 août 2010

171. Déclaration du député malien à l'AFP.

172. Revendication d'AQMI au mois de mai 2010.

173. Enregistrement sonore diffusé par la chaîne *Al Jazeera* le soir du dimanche 25 juillet 2010.

174. La vidéo a été diffusée à la fin du mois d'août à l'occasion de la libération des otages espagnols, dans le site Internet du journal *Al País*. Il n'est pas dans les habitudes des médias européens de mettre leurs sites Internet à la disposition des organisations terroristes.

175. Relatives à Zarqaoui

176. L'annonce de la création de cette organisation a été faite par Abdel Malek Droudkal (Abou Mosaâb Abdelouadoud) le 25 janvier 2007, qui estime qu'elle « tend à libérer le Maghreb islamique de la domination occidentale et à protéger la région des convoitises étrangères. »

177. Les combattants algériens en Irak ont joué un grand rôle dans la relation entre El Qaïda du Djihad de Zarqaoui et AQMI. Surtout que Ben Laden n'était pas à l'aise dans ses relations avec les combattants islamiques algériens depuis la liquidation des émissaires libyens qu'il a envoyés au milieu des années 1990.

178. Les scènes d'égorgement des otages occidentaux par les éléments d'Al Qaïda du Djihad en Irak ont été bien reçues par les activistes extrémistes qui voyaient dans ces actes un signe de vengeance contre la présence américaine et britannique en Irak et contre les différentes opérations touchant des civils.

179. La première opération a été commise dans le Sahara tunisien et a ciblé deux touristes autrichiens en janvier 2008, commanditée par Abdelhamid Abou Zeid.

180. Les nombreux communiqués diffusés après 2008 ont insisté sur la libération des terroristes emprisonnés.

181. Omar Sahraoui a rencontré les otages espagnols et a même plaisanté avec eux. Mais il n'a pas regretté son acte, selon certaines de ses déclarations rapportées par des journaux espagnols.

182. Parmi les contrebandiers fichés par les services de sécurité, figure un certain « Lazreg Kada », qui active dans la contrebande des cigarettes et qui est très connu dans la région du Grand Sahara. Il est tombé dans les filets d'Abdelhamid Abou Zeid en 2002 qui l'a relâché sous la condition qu'il lui fournisse de l'essence dont a besoin Abou Zeid pour ses déplacements dans le désert du Sahel.

183. Certains activistes qui ont déposé les armes ont parlé aux services de sécurité des échanges d'intérêts entre les terroristes et les contrebandiers. Ils coordonnent leurs activités pour affronter le même ennemi : les douaniers et la police des frontières.

184. Au milieu du mois de juin 2010, AQMI a commis un attentat contre une caravane de la police des frontières dans la région de Tinzaouatine dans la wilaya de Tamanrasset, dans le but de libérer la route pour le passage des contrebandiers.

185. Un repenté de la direction du GSPC affirme que la majorité des opérations de contrebande de la drogue qui passe par les wilayas du sud de l'Algérie est couverte par les islamistes armés qui ne se soucient nullement de la marchandise transportée, même si certains savent très bien que c'est de la drogue.

186. Le responsable du service des enquêtes au niveau de la direction de la Gendarmerie nationale a déclaré à la Radio

187. algérienne, le 21 février 2010, que cinq affrontements armés ont eu lieu avec les contrebandiers en 2009, contre quatre en 2008.

188. Parmi les dispositions prises par le ministère du Commerce, certaines conditions supplémentaires pour la vente des véhicules tout-terrain (type 4x4) qui se sont multipliés dans le Grand Sahara.

189. Selon une dépêche de l'AFP du 27 septembre 2010, les forces de sécurité ont traqué ces trafiquants jusqu'à mettre fin à ce réseau et

expulser ses membres (une vingtaine au total) vers le Mali.

190. L'Agence de presse mauritanienne a publié, le 2 mars 2010, une dépêche qui rapporte les déclarations de l'armée mauritanienne concernant cette opération qui a eu lieu une semaine avant.

191. Les camps utilisés par AQMI au Sahara sont à peu près les mêmes que ceux utilisés par les mouvements d'opposition touareg contre les gouvernements du Mali et du Niger pendant des années.

192. Le spécialiste des affaires du MoyenOrient et de l'Afrique du Nord dans le groupe « Giter », Dive Hartouil a déclaré à l'agence *Reuters*, le 6 juillet 2009, que la région du Sahel sera une région stratégique pour les organisations terroristes dans les prochaines années.

113. Le communiqué diffusé au début de 2010, sur ce qui se passe au Nigeria, a pour titre : « Tragédie de la majorité musulmane au Nigeria. »

AL QAÏDA ET LE SAHEL

A perte de vue, il s'étend, superbe et puissant, indifférent à tout ce qui s'y trouve, tel un rivage peu pressé de rejoindre l'eau... Il se dresse devant les contradictions tel un juge impartial, et se fait en même temps rêve de l'explorateur désireux de briller et refuge du criminel guettant la moindre occasion pour se cacher... J'ai nommé le Sahara, le Grand Sahara avec tout ce qu'il symbolise et évoque dans l'imaginaire universel, éternel mystère d'étendue désertique et de rudesse humaine. Ce Sahara qui se dérobe tel le sable cristalin de la main qui tente de le saisir, dit la vanité de toute tentative humaine de le maîtriser.

C'est peut-être pour ces raisons et autres considérations que le Sahara n'a pas échappé à l'attention des organisations armées dans les années 1990, même si celles-ci donnent l'impression de s'intéresser beaucoup plus au Nord de l'Afrique, elle ne perdent pas de vue ce que représente le Sahara avec ses superficies géographiques et humaines comme enjeu géostratégique, en tant que vaste espace difficile à contrôler. Dès lors, les chances ou les possibilités offertes aux services de sécurité pour réduire les organisations terroristes sont très faibles... Dans cette région, donc, ont été définis des objectifs précis : trouver des voies et des issues pour les réseaux de contrebande d'armes, essentiellement, dans la mesure où c'est de cela que les terroristes avaient grandement besoin.

Pourtant, il n'était point aisé pour les chefs de ces organisations, qui ont concentré leurs attaques sur le nord de l'Algérie, de trouver un leader qui leur offre une meilleure maîtrise des activités et des réseaux de contrebande qui franchissaient les frontières depuis des décennies, et qui sont considérés, du point de vue historique, comme étant les plus vieux réseaux ayant traversé le Sahara algérien vers le reste des pays africains. Les chefs de ces organisations savaient pertinemment qu'ils avaient besoin d'un homme d'une grande expérience militaire et d'une large connaissance du Sahara... Cet homme tant recherché a été trouvé en la personne de Mokhtar Belmokhtar. Originaire de Ghardaïa¹⁹³ ; il était l'un des meilleurs

connaisseurs du Sahara et des réseaux de contrebande, ce qui lui permettait d'échapper au contrôle des agents douaniers¹⁹⁴ et des gardes frontières. Il a, en outre, à son actif un séjour en Afghanistan au début des années 1990¹⁹⁵. L'accumulation de ces atouts lui a valu un rôle décisif, notamment à la faveur de sa propension à vouloir s'en prendre aux douaniers et aux gardes frontières, dans des opérations qui ont fini par le transformer, à la longue, en bouclier de protection des réseaux de contrebande de drogue, de cigarettes et de produits alimentaires en contrepartie de sommes d'argent destinées à la satisfaction des besoins de l'organisation et de ses éléments.

A l'exception du pillage des matériels et des engins des sociétés pétrolières travaillant au Sahara, Belmokhtar était d'accord avec Hassan Hattab quant à l'adoption des principes de la charte de l'organisation, tels que l'interdiction de l'enlèvement et de la séquestration d'otages. A cet effet, il a libéré, vers la fin des années 1990, le wali d'Illizi, enlevé en compagnie de douaniers dans une région éloignée.

Ce type d'opérations explique la nature des alliances que Belmokhtar a su nouer avec les réseaux de contrebande qui se sont transformés en source inestimable de financement du GSPC... Belmokhtar ne visait alors que ceux qui s'en prenaient à ces réseaux ; ce qui a permis aux groupes armés activant au sein de l'organisation de se spécialiser dans la protection des contrebandiers bien plus que dans l'exécution d'attaques contre les civils, comme ce fut le cas au nord de l'Algérie¹⁹⁶. Cependant, le GSPC a élargi son champ d'action à la zone du Sahel africain, notamment au Mali et en Mauritanie. L'émir de la 9^e zone saharienne, Belmokhtar, s'est chargé, fort de sa connaissance du terrain, d'accomplir plusieurs missions ayant pour but la création de cellules actives au profit d'AQMI, en vue de dénicher des zones sûres pour les chefs d'Al Qaïda, sous la direction d'Oussama Ben Laden¹⁹⁷. La tournée effectuée par l'émissaire d'Al Qaïda en Algérie et au Sahel, Mohamed Al Yamani, était l'occasion propice pour asseoir le statut de Belmokhtar au sein de l'organisation. En effet, cette opportunité a fait de lui un élément important dans l'équation, notamment après la chute de l'émirat des Talibans en Afghanistan et après les efforts déployés par Ben Laden, depuis que l'Afghanistan est devenu la cible directe des Etats-Unis, pour trouver de nouveaux centres de ralliement dans le continent africain.

Comme évoqué plus haut, Belmokhtar a séjourné en Afghanistan alors que son âge ne dépassait guère 19 ans. Il y est resté une année et demie, période durant laquelle il s'est entraîné dans plusieurs camps militaires tels que ceux de « Khaldoun », « Jihad Wal » et les camps d'Al Qaïda à Jalal abad où il a côtoyé plusieurs moudjahidin de tous les coins du monde. Il a reconnu, dans l'unique entretien qu'il a eu avec la commission de l'information du GSPC, qu'il a été l'artisan de la « katiba Achahada » dont les activités se sont étendues à tout le Sahara et au Sahel où une série d'attaques a été perpétrée, dont la plus significative était l'assassinat de cinq Européens qui travaillaient au sein d'une société pétrolière américaine.

A la suite de ces « exploits », Belmokhtar a été chargé d'établir des liaisons avec les dirigeants d'Al Qaïda alors qu'il était au Soudan, afin de mener à bien cette mission. Il a procédé à plusieurs correspondances avec le nommé « Abdelbaqi »¹⁹⁸. En réaction directe aux réunions à caractère militaire qu'organisaient les dirigeants des forces américaines en Europe et dans certains pays du Sahel, tels que la Mauritanie, Belmokhtar a déclenché une attaque spectaculaire contre la caserne de Lamghili au nord-est de la Mauritanie¹⁹⁹. Il s'agit de l'attaque qui a connu la participation d'activistes mauritaniens pour la première fois²⁰⁰. Ce qui a surpris les milieux mauritaniens, par rapport à cette attaque, c'est le fait que Belmokhtar ait décidé de libérer la majorité des soldats. Cette attitude a soulevé beaucoup de controverses à cette époque et incité les jeunes Mauritaniens à rallier l'organisation terroriste. A ce propos, Belmokhtar a dit que la décision de libérer les prisonniers appartenant à l'armée mauritanienne a été étudiée avec des activistes de ce pays qui ont vu dans la décision de les épargner un geste qui symbolise la force et la puissance et qui est à même de favoriser la mobilisation d'autres recrues et de mettre les autorités dans une situation inconfortable²⁰¹.

Depuis cette attaque, le GSPC a commencé à concentrer ses attentats sur le territoire mauritanien²⁰², après avoir transformé le nord du Mali en une zone de repli et en espace pour installer des centres d'entraînement pour les meilleures *sarias*. Cela pour avoir décelé dans cette région un front méridional de nature à mobiliser et embrigader un plus grand nombre d'activistes des Etats de la région...

La série d'attaques qu'a connue la région du Sahel africain, après celle de Mghiti, a révélé que la majorité des éléments enrôlés dans l'organisation étaient des jeunes de Mauritanie et du Mali. Les chefs de cette organisation installés au nord du Mali n'ont pas perdu de vue tout l'intérêt qu'ils pourraient tirer des alliances, via le mariage, avec les tribus arabes dans le but de gagner leur protection et leur complicité pour neutraliser l'action des services de sécurité lancés à leurs trousses²⁰³.

AQMI a tablé sur ses relations avec les plus importants réseaux de contrebande, qui ont été mobilisés pour exécuter certaines missions telles que le transport d'armes et de munitions. L'organisation a mis à leur disposition des refuges, des centres d'approvisionnement en eau et en vivres et tout ce qui est censé leur assurer une vie décente dans les régions sahariennes. Cette situation renseigne sur les difficultés rencontrées par les services de sécurité algériens dans leur effort de faire la distinction entre les réseaux de contrebande et les réseaux terroristes, qui, en fait, s'entrecroisaient et s'échangeaient les rôles en permanence. Jusqu'à ce qu'apparaisse, au grand jour, une complexité des relations entre les deux parties qui se sont révélées être, plus tard, des relations tout à fait complémentaires et solidaires entre des cellules terroristes vouées au combat et des cellules chargées de leur assurer aide et soutien logistique.

Les opérations d'enlèvement de touristes étrangers au Sahara, menées par des activistes au sein d'AQMI²⁰⁴ étaient, à vrai dire, des occasions en or, qui ont dévoilé qu'un nombre important de touristes enlevés a été victime de contrebandiers ayant exécuté des enlèvements au profit de l'organisation terroriste, cela en contrepartie de sommes d'argent et d'aides en nature, versées soit d'avance soit après la conclusion de l'opération de prise d'otages.

En raison de l'étendue des frontières algériennes avec le Mali et le Niger, ainsi que l'existence de vieux problèmes entre ces derniers et les Touareg, l'organisation terroriste a bien su exploiter ces données historiques pour exercer des pressions sur ces gouvernements afin de les dissuader de s'engager dans de nouveaux combats avec les Touareg installés au Nord.

La pauvreté et la détérioration du niveau de vie au nord du Mali et au Niger, ainsi que l'absence de l'autorité des gouvernements, ont contribué à la difficulté d'appliquer les lois au sein des populations locales qui ont

trouvé dans l'organisation terroriste un moyen de se procurer de l'argent et parfois même l'occasion pour inciter les réseaux de contrebande à traverser leurs villages et les approvisionner en produits alimentaires, faisant ainsi gagner aux terroristes la sympathie des gens.

D'anciens activistes au sein du GSPC disent que « Abderrazak El Para » et Mokhtar Belmokhtar ont exploré ces régions en 2001 et ont décidé de transformer le Mali et le Niger en une « base arrière » pour pouvoir s'approvisionner en armes et vivres, d'autant plus que la condition essentielle pour la réalisation de cet objectif consistait simplement à obtenir des devises, les armes étant disponibles chez les contrebandiers en grande quantité, notamment celles qui arrivent du Tchad et des pays d'Afrique centrale...

NOTES

193. Ghardaïa est située à 550 km au sud d'Alger. Elle est caractérisée par l'existence d'un conflit de courants religieux qui a fait que les habitants de la ville ont adhéré au courant malékite qui s'oppose au courant wahabite qui prône les idées du « salafisme djihadiste. »

194. Le GSPC a diffusé un communiqué le 30 avril 2000 pour annoncer la mort de sept douaniers algériens qui ont suivi les traces de leurs véhicules, croyant avoir affaire à des contrebandiers.

195. Voir le texte de l'interview donnée par Mokhtar Belmokhtar publiée dans la revue d'AQMI dans son numéro 7 en mars 2006, où il dévoile son passé terroriste avec beaucoup de détails.

196. L'attentat commis contre les douaniers en avril 2006 est le plus meurtrier. 13 douaniers ont été tués, dont 4 hauts responsables : le directeur régional et le directeur de l'inspection de la Wilaya de Béchar, deux responsables de la Direction d'Adrar, en plus de 8 blessés, dont 5 gravement atteints.

197. Des repentis du GSPC ont déclaré que la mission de Abou Mohamed Al Yamani consistait à faire un constat de l'état des lieux du djihad en Algérie, et de voir la possibilité de trouver des refuges de recours pour les dirigeants d'Al Qaïda de Ben Laden.

198. Belmokhtar a dit que ça s'est passé en 1995. Cette mission a été dévoilée, pour la première fois, lors de l'interview déjà citée.

199. L'attentat a eu lieu la nuit du 4 juin 2005 et s'est soldé par la mort de 17 soldats et 20 autres blessés. L'opération a voulu tâter la réaction de la rue mauritanienne, dans le but évident d'enrôler des jeunes activistes islamistes mauritaniens, surtout que parmi les terroristes morts figure un activiste mauritanien du nom de « Abou Mohamed Djakni. »

200. Belmokhtar a reconnu que son organisation a perdu six éléments lors de l'attaque. L'un d'eux est un ancien « afghan algérien », Ibrahim Gharika, surnommé Abou Ishak Ibrahim, qui a guidé le groupe d'attaque. Ce dernier a un frère qui a été arrêté une année auparavant au Tchad, en compagnie d'El Para et de ses hommes.

201. La libération des militaires mauritaniens emprisonnés par Belmokhtar est un message aux soldats leur signifiant qu'il n'est pas leur ennemi. Ce qui peut-être va les pousser à se révolter contre leurs chefs et refuser de combattre les activistes du GSPC.

202. Le GSPC ne laisse passer aucun événement en Mauritanie sans donner son opinion, comme il l'a fait lors du coup d'état militaire en été 2008.

203. Le mariage de Belmokhtar avec une fille de la région, Abou Zeid aussi, est un signe de rapprochement des touareg sédentarisés dans la Sahel, et qui sont toujours en opposition, même tacite, avec les gouvernements locaux.

204. Al Qaïda au Maghreb islamique » est la nouvelle appellation du GSPC après avoir reçu l'aval du n° 2 d'Al Qaïda, Ayman Zawahiri.

LA PROCLAMATION D'ALLÉGENCE

L'Algérie a vu la naissance de plusieurs organisations islamiques armées qui sont passées à un autre mode d'action, à des périodes différentes, commettant des attaques sanglantes contre les services de sécurité et l'armée, voire contre les civils dont les noms figuraient sur la liste de leurs cibles privilégiées. La plupart de ces attaques était concentrée dans vingt wilayas²⁰⁵ considérées comme les plus importantes pour l'action terroriste. Depuis l'accroissement de ces attaques en 1992²⁰⁶, l'Algérie a connu la création de six organisations armées, dont une partie a disparu pour plusieurs raisons. Les organisations qui jouissaient d'une présence importante sur le terrain sont :

1. Le MIA (Mouvement islamique armé), créé à partir des résidus de l'organisation de Mustapha Bouyali qui a annoncé la création de son mouvement armé en 1982. Ce dernier a été dissous en 1994, ses éléments ayant alors rejoint le GIA (Groupes islamiques armés).
2. Le MEI (Mouvement de l'Etat islamique), créé en 1991 puis démantelé en 1998.
3. MFS (Mouvement des fidèles au serment), créé en juillet 1991. Ses éléments ont rejoint le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), après sa création en 1998. Quelques-uns d'entre eux se trouvent en Allemagne et en Belgique.
4. Le FIDA (Front islamique pour le jihad en Algérie), créé en 1993 puis démantelé en 1997.
5. El hijra wattakfir, créé sous forme de groupuscules en 1991 ; plusieurs de ses membres ont encadré les Groupes islamiques armés (GIA). Il n'en reste qu'un seul petit groupe autonome dans la région d'Aïn Defla.
6. L' AIS (Armée islamique du Salut) dissoute en janvier 2000, à la faveur de la grâce présidentielle contenue dans la loi sur la Concorde civile²⁰⁷. Cette organisation était l'aile militaire du FIS (Front islamique du Salut).

L'expérience acquise par les services de sécurité²⁰⁸ dans la lutte contre les mouvements islamistes depuis 1992²⁰⁹ a contribué à l'accumulation d'importantes informations ayant trait à la philosophie, à la genèse et à la disparition de ces mouvements²¹⁰.

Les opérations d'embrigadement de jeunes gens au sein de ces organisations étaient favorisées par plusieurs actions, dont les plus importantes consistaient dans « les opérations de mobilisation des jeunes en détention et des prisonniers se trouvant dans les différents établissements pénitentiaires, la présentation de ces attaques comme des actes positifs, la mobilisation des membres de la famille des terroristes et des réseaux de soutien qui ont pu échapper aux forces de sécurité, à qui on promettait de l'argent. Ce sont là autant de facteurs qui contribuaient, à chaque fois, à motiver les jeunes²¹¹.

Les services de sécurité ont tout de même réalisé de grandes avancées dans les opérations de surveillance et de chasse aux activistes islamistes, grâce notamment à la mise en place de nouveaux mécanismes tels que la Concorde civile et la Réconciliation nationale, qui ont permis d'exploiter les renseignements fournis par ces activistes repentis en vue de mettre un terme aux attaques terroristes et de réduire leur capacité de nuisance ; ce qui a abouti à leur disparition²¹².

Avant l'annonce de la naissance d'AQMI, les mouvements islamistes étaient dans une situation critique à cause de l'impact de la loi portant Réconciliation nationale sur leurs éléments, dont la majorité a décidé de renoncer définitivement à l'activité terroriste²¹³.

Avant qu'Ayman Zawahiri, le numéro 2 d'Al Qaïda, n'annonce, à la fin février 2006, qu'Oussama Ben Laden a accepté d'accorder au GSPC « le statut de représentant d'Al Qaïda en Afrique du nord », la majorité des groupes armés avaient perdu leur influence en raison de la liquidation de la plupart de leurs éléments ou en raison de leur fusion avec le GSPC qui était considéré comme la plus forte organisation sur la scène. Ce fait a eu un grand impact sur les chefs de l'organisation qui ont chargé Sofiane Abu Haidara²¹⁴ de fomenter la première action d'éclat contre les ouvriers de la société américaine à l'ouest de la capitale.

1. Le GSPC

Le GSPC est considéré comme la plus grande organisation armée, entrée en dissidence d'avec le GIA, l'organisation mère, et ce, depuis la fin des années 1990. Cette dissidence a eu lieu, à cause de la guerre de leadership et « des massacres collectifs²¹⁵ » qui ont ciblé les civils dans les années 1997-1998, sur la base d'une *fatwa* diffusée par Antar Zouabri, connu sous le nom d'Abou Talha. Ce sont là les facteurs ayant sapé la relation d'allégeance qui existait dans les différentes zones vis-à-vis du commandement du mouvement, et qui ont causé des cassures au sein même des plus importantes phalanges (katibat) qui activaient sous la bannière du GIA.

Les estimations divergent sur le nombre réel des activistes de cette organisation armée, au moment de la proclamation d'allégeance à Al Qaïda vers la fin du mois de janvier 2007. En effet, les informations les plus précises estiment que le nombre des activistes appartenant à ce mouvement dépasse de peu le millier d'éléments armés, tous recherchés par les forces de sécurité²¹⁶. La création de ce mouvement est l'œuvre de Hassan Hattab, connu sous le nom d'Abou Hamza, en sa qualité de premier dissident ayant quitté l'émirat de Antar Zouabri lors de sa nomination en 1998. C'est lui qui a pris le commandement de l'organisation durant plusieurs années avant d'y renoncer en 2003, de son propre gré, et de préparer sa reddition aux autorités, survenue en 2005. L'activité de ce mouvement s'est concentrée dans quatre zones essentielles du pays : le Centre ou 2^e zone, sous la direction de Sadaoui Abdelhamid, alias Yahia Abou Al Haytham, qui dirigeait plus de 300 éléments dans les régions montagneuses séparant les wilayas de Boumerdès « 50 km à l'est », Bouira « 120 km à l'est et Tizi Ouzou « 100 km à l'est ». Parmi les éléments armés les plus influents qui se chargeaient de le soutenir dans la préparation et l'exécution de la majorité des attaques, figure le nom de « Ali Abou Addahdah²¹⁷ ».

Quant à la zone orientale, dénommée cinquième zone, un ex-parchutiste de l'Armée algérienne, en l'occurrence Abderrazak El Para ou Abou Haydara Al Awrassi, a pris la direction de cet émirat qui compte 250 éléments armés, répartis dans les forêts des wilayas de l'est : Batna, Tébessa, Annaba, Souk-Ahras... Dans le sud du pays, c'est-à-dire dans la 9^e zone, activaient plus de 80 éléments sous la direction de Mokhtar Belmokhtar,

avec l'aide de son adjoint, Ibrahim Ghriqa. L'activité de ce groupe s'étendait de la wilaya de Djelfa aux wilayas du Grand-Sud, ainsi que vers les pays du Sahel tels que le Niger, le Mali et la Mauritanie, usant, pour ce faire, de voitures de type 4 x 4, volées aux sociétés pétrolières algériennes et étrangères qui travaillent au Sahara.

2. Le GIA (Groupes islamiques armés)

Les Groupes islamiques armés, appelés couramment GIA, ont été dirigés par Zouabri puis par Ouakli Rachid, alias Abou Tourab Rachid, chargé de recruter de nouveaux activistes, avant que la majorité de leurs éléments ne soient arrêtés et traduits devant la justice. Cette organisation s'est retrouvée plus isolée qu'auparavant, notamment depuis que les chartes de l'action armée lui ont retiré la légitimité et également depuis que le désaveu, prononcé par les principales phalanges et sarias, de ses méthodes et de ses éléments réputés pour être enclins à mener des opérations armées d'une violence inouïe contre les civils. Leur nombre a baissé pour se réduire à 20 éléments dans les régions isolées des wilayas de Blida, Médéa ainsi que sur les hauteurs de l'Ouarsenis, sur l'axe des wilayas du Centre vers l'Ouest.

Dans l'Est algérien, le nombre des activistes du GIA a diminué pour avoisiner 10 éléments disséminés dans différentes zones, confinés dans les montagnes d'Annaba et du Babor entre Sétif et Djijel, Mila et Skikda. Au sud, on ne leur trouve aucune trace depuis le début de 2002, après la disparition d'un groupe de 10 éléments qui activait sous la direction de Bouchi Boualem, émir de la phalange « les mouhajirin », dans les montagnes de la wilaya de Béchar, aux frontières algér-marocaines.

3. Les Protecteurs de la prédication salafiste²¹⁸

Cette organisation est considérée comme l'une des plus importantes qui ont pu assurer l'encadrement des Algériens ayant participé à la guerre afghane sous la direction de Mohamed Ben Salim, alias Salim Al Afghani, qui était auparavant l'officier légitime chargé de rendre des *fetwas* au sein de « katibat Al Ahwal », le groupe le plus dangereux, dépendant du GIA, avant sa dissidence sous la direction de Kada Benchih.

Les éléments de cette organisation agissaient dans les wilayas de l'ouest algérien. Leurs actions portaient essentiellement sur la formation et le renforcement des rangs à travers la récupération des fils des membres des organisations armées qui périssaient durant les attaques terroristes. Cette organisation compte actuellement pas moins de 150 éléments activant dans les zones des wilayas de Relizane, Gouraya, Tipaza et dans le sud-ouest de Chlef. Son Commandement est le premier à avoir soutenu Oussama Ben Laden, leader d'Al Qaïda, dans les attaques qu'il a menées contre les Etats-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001, alors que le GSPC s'en était démarqué²¹⁹.

4. Le GSPC

Le GSPC se distingue des autres organisations islamiques armées en Algérie par le fait qu'il est la seule organisation qui s'appuie sur l'appartenance tribale d'un nombre limité de familles résidant dans les régions de Derague, dans la Wilaya de Médéa, et de Achouane dans la Wilaya de Tissemsilt. L'organisation est conduite par Abdelkader Souane, alias Abou Touhama, ancien dirigeant au sein de la Rabita islamiya lidda'wa wal jihad (Ligue islamique pour la prédication et le combat). Elle a été dissoute dès l'avènement de la loi sur la Concorde civile en janvier 2000. Elle compte 40 éléments armés et on pense que son émir est mort suite à des complications dues au diabète, dont il souffrait. Un de ses parents lui a succédé. Plus tard, ses éléments ont rallié le GSPC, puis AQMI.

5. La Jamaâ salafiya qitaliya (Mouvement salafiste de combat)

Cette organisation est considérée comme un des mouvements les plus connus pour avoir incarné la terreur dans l'Ouest algérien, et ce, jusqu'à une date récente.

Elle est dirigée par Yahia Djouadi, alias Abou Ammar²²⁰. Elle compte 70 éléments activant dans des zones difficiles, dans la wilaya de Mascara et ses environs. Ces activistes sont les résidus de la « katibat Al Ahwal » qui était considérée comme étant la plus dangereuse²²¹, alors écumant les wilayas de l'ouest algérien. Durant les premières années de la création du GSPC, elle avait annoncé son adhésion à cette organisation, tout en préférant garder son autonomie.

6. Al Hijra Watakfir

Malgré le fait que ses éléments activaient dans de petits groupes dépourvus de structure, ceux-ci ont pu, sous la houlette de Ahmed, alias Abou Hafs, s'implanter avec force dans les montagnes de la Wilaya de Aïn Defla.

Dans les milieux sécuritaires, on explique l'ampleur des attaques perpétrées dans les régions du Centre-Ouest par un facteur important, à savoir l'existence de trois organisations armées qui se partagent de vastes zones dans ces wilayas, à travers un axe principal : Aïn Defla-Chlef.

Ce tableau, avec ce qu'il représente comme image de déchirement, était la principale caractéristique des organisations armées qui inspiraient une sombre image d'elles aux autorités du Djihad dans le monde, à la tête desquelles domine Al Qaïda sous la direction de Ben Laden et d'Ayman Zawahiri²²².

La visite effectuée par Abou Mohamed Al Yamani en Algérie et au Sahel était l'occasion qui a permis aux dirigeants du GSPC de se rendre compte de l'opportunité d'une union dont ils avaient tant besoin pour agir dans le cadre d'une stratégie plus grande et plus claire, selon la méthode élaborée par Al Qaïda, notamment après les attaques du 11 septembre 2001. Durant ses derniers jours dans les fiefs du GSPC, Abou Mohamed Al Yamani a attisé l'enthousiasme de ses dirigeants qui se sont empressés de rejoindre Al Qaïda.

L'enlèvement des touristes européens du Sahara, du Tassili vers le nord du Mali, a eu lieu sans consultation de l'émir, Hassan Hattab qui avait alors décidé de quitter le commandement, laissant à ceux qui le désiraient le choix de rejoindre Ben Laden. Vers la fin août 2003, au moment où paraissait un communiqué de l'émir de la 5^e zone du GSPC, Abderrezak El Para, connu sous le nom de Abou Haydara Al Awrassi, dont le sujet était la libération des touristes européens, le commandement du GSPC a publié un communiqué où il annonce avoir désigné émir de la 5^e zone, Nabil Sahraoui, suite à ce qui a été appelé « la démission » du précédent émir, Hassan Hattab. Le communiqué en question²²³ a évoqué la réunion du conseil « Ahl al hall walaqd », durant laquelle l'émir du GSPC, Hassan Hattab aurait présenté sa démission au conseil avec insistance. Mais des sources sécuritaires ont affirmé que Hattab a été évincé de l'organisation.

Le communiqué a ajouté, par ailleurs, que parmi « les prérogatives du conseil figurent la désignation et le limogeage de l'émir. Vu que la plupart des notables était présente, le conseil a étudié ladite démission et l'a acceptée, et que « en vertu de ce qui précède, le conseil a désigné Abou Ibrahim Mustapha²²⁴, émir du GSPC », auquel les notables ont fait allégeance, sachant que celle-ci engage aussi les moudjahidin » exhortés à l'obéissance et à l'accomplissement des bonnes actions.» Hassan Hattab venait donc d'être limogé pour la deuxième fois, du commandement, depuis sa création en août 1998 ; il l'a été la première fois en 1999 quand il a été évincé et remplacé par Abdelmadjid Dichou²²⁵, alias Abou Mosaâb Abdelmadjid qui a trouvé la mort quelques mois après sa nomination. Le communiqué, qui annonce la désignation de Nabil Sahraoui, a été signé par un certain nombre de dirigeants de l'organisation salafiste, tels Mokhtar Belmokhtar, émir de la 9^e zone, Saâdaoui Adelhamid, alias Abou Al Haytham²²⁶, émir de la 2^e zone, Mokhfi Rabah, alias Abou Mohamed Abdennacer, responsable de la commission militaire, Abbi Abdelaziz, alias Abou Al Houmam Okacha, exresponsable de la commission militaire et ancien parachutiste dans l'Armée algérienne, Douim Abdelkader, alias Abou Al Bassir Youcef Assoufi, émir adjoint de la 5^e zone, dirigée par Abderrazak El Para, en plus de Rabi'e Chérif Said, alias Abou Zakariya, responsable de la commission médicale et gendre de Hassan Hattab. La 6^e zone était représentée par son émir, Oussama Abdeljabir et Ayad Tahar, alias Abou Abderrahmane Tahar. La plupart des signataires du communiqué étaient les adversaires d'El Para, émir de la 5^e zone, dont les plus importants sont Nabil Sahraoui et Youcef Abou Albassir qui assuraient l'approvisionnement de l'organisation en armes et munitions à travers les réseaux du Sud avant qu'El Para et Belmokhtar ne les en écartent.

Il était clair, depuis 2001, qu'Al Qaïda voulait entreprendre des changements dans ses structures et ses objectifs en Algérie afin de se donner les moyens de créer des camps qui permettraient de déplacer le centre du commandement d'Al Qaïda ou une partie vers la région du Sahel, considérée comme non soumise à quelque autorité que ce soit.

Le commandement a essayé, suite à ces changements, de justifier la désignation de Sahraoui à la tête du GSPC. Pour ce faire, un des dirigeants, Aboul Hassan Gharib, a publié une étude sur « des questions de politique

religieuse » dans laquelle il dit que « l'organisation a connu ces derniers temps un événement politique majeur, en l'occurrence, la démission de son ex-émir Abou Hamza Hassan Hattab et son remplacement par Abou Ibrahim Mustapha. » Dans cette étude, il a tenté de justifier cette démission en s'appuyant sur l'interprétation d'un docteur en théologie qui autorise la démission d'un califat pour des raisons de santé ou de convenance.

LE GSPC POUR CORRIGER LES DÉRIVES DU GIA

Nabil Sahraoui affirme que cette organisation armée est en fait « le prolongement de l'organisation pour le combat ». Selon ses dires, elle a vu le jour en 1998 ; son premier communiqué intitulé « Al jamaâ rahma (l'organisation est une miséricorde) paru le 24 février 1999, annonce que le GSPC est le prolongement du socle sur lequel a été bâti le djihad en premier lieu ; quant au changement de l'appellation en GSPC, il est justifiable « du fait que le premier nom est devenu un slogan pour les partisans d'Al Hijra Wattakfir, à laquelle on attribue plusieurs attaques... » Sahraoui a reconnu que l'organisation est née « après la discorde qu'a vécue l'organisation armée, suite à la mort de Abou Abderrahmane Djamal Zitouni, la mainmise de Zouabri sur l'émirat de l'organisation et le grand désordre qu'il a causé en s'écartant de la voie tracée par le mouvement, à savoir la voie salafiste. »

Ont assisté à la réunion de l'unité sous la bannière du GSPC²²⁷ : les notables de l'organisation des zones suivantes : la 2^e, la 5^e, la 6^e et la 9^e. Les absents sont les notables de l'Ouest, des 3^e et 4^e zones ainsi que les 1^{re} et 7^e zones orientales « pour empêchement ce jour-là » ; « après quelque temps, Allah a béni les démarches des frères et c'est ainsi que des phalanges de la 1^{re} zone ont pu rejoindre l'organisation.» Puis ce fut le tour de la 4^e zone et une partie de la 7^e zone et, enfin, celui de la « la phalange Al Forqane » à Relizane : « Nous sommes en train de poursuivre nos efforts en vue de parachever ce projet qui consiste à réunifier les rangs.» Pour sa part, Hassan Hattab estime qu'il « s'agit d'un différend de dogme et de méthode. Ils se sont écartés de la bonne voie, jettent l'anathème sur toute

personne qui ne partage pas leur point de vue et traitent le peuple d'hérétique et d'apostat. »

Dans leur exposé relatif à la création du GSPC, certains éléments de l'organisation considèrent, dans une lettre adressée aux autorités intellectuelles et spirituelles dans le monde²²⁸, que « le manque de consignes et de conseils de la part des oulémas est responsable des déviations du djihad. Au début de l'année 1994, l'organisation était sur la bonne voie, agissait selon les préceptes du saint Coran et de la Sùnnah. Il y avait beaucoup d'étudiants, certains ont été tués, d'autres arrêtés. Avec leur départ, les signes de l'extrémisme et de la déviation ont commencé à apparaître, notamment en 1997, lors de l'assassinat de Djamal Zitouni, alors émir de l'organisation. A sa mort, il a été remplacé par Antar Zouabri qui s'est entouré de mauvais sujets. Ces derniers ont alors adopté la voie des kharijites en rendant des *fatwas* aberrantes qui qualifiaient tous les Algériens de mécréants et autorisaient l'assassinat de femmes et de bébés... »

Cette éminente autorité a conclu²²⁹ en disant que « le but de la guerre a été dévoyé. En effet, le peuple algérien tout entier est devenu la cible des éléments armés, alors que sa majorité les soutenait. Ce fait aurait pu être fatal, n'était la mansuétude d'Allah qui a mobilisé des hommes pour contrecarrer ce dérapage et qui ont déclaré leur désaveu, en refusant l'allégeance à l'émirat en perdition... Que Dieu les bénisse. » La lettre poursuit son exposé ainsi : « La plupart des phalanges répandues dans le pays l'ont ralliée et ont fait allégeance à Abou Mosaâb. A la mort de ce dernier, Hassan Hattab a été nommé émir. » Un repenté pense que l'assassinat de Abdelmadjid Dichou n'était pas l'œuvre des forces de l'armée algérienne et qu'il s'agit, en fait, « d'un complot fomenté contre lui et exécuté par trois parachutistes : le nommé Messaoud, Abderrazak El Para et Okacha. » Il ressort d'un autre témoignage qu'un repenté nommé Aïssa a connu Hassan Hattab. Il dit à ce propos que « l'organisation de Hattab ne diffère pas de celle de Zouabri, à l'exception du mensonge et la falsification des réalités, comme en témoigne l'assassinat de Mosaâb par les parachutistes Messaoud, El Para et Okacha, sur ordre de Hassan Hattab. Une fois le forfait accompli, ils ont publié un communiqué dans lequel ils s'apitoient sur le sort de Mosaâb en faisant croire aux gens qu'il est tombé

dans une embuscade tendue par l'armée, alors que tout le monde sait qu'il s'agit d'un mensonge. » Dans ce même ordre d'idées, le repentí poursuit en disant que « cette organisation tue ou déplace toute personne qui s'avise de la contredire... »

L'ALLÉGEANCE À OUSSAMA BEN LADEN

Durant le règne de Nabil Sahraoui, le GSPC s'est mis à la recherche de relations et de soutiens à son action terroriste en Algérie. Parallèlement à la série de contacts qu'entreprenaient ses chefs avec plus d'un partenaire islamiste à l'étranger, y compris « l'Organisation libyenne de combat²³⁰ », Nabil Sahraoui a fait siens le discours et les revendications d'Al Qaïda en Afghanistan. En septembre 2003, le GSPC a déclaré son allégeance au commandement d'Al Qaïda et au mouvement des Talibans que dirigeait le mollah Omar, ainsi qu'à l'égard de « tout moudjahid ayant brandi le drapeau du djihad pour la gloire de Dieu en Palestine, en Afghanistan, en Tchétchénie et aux Philippines, et à tout prisonnier dans les geôles des tyrans. » Le communiqué signé par l'émir Sahraoui annonce que l'organisation se démarque des erreurs qui se sont glissées dans le communiqué n° 16 du 30 septembre 2001, paru après les attaques de septembre contre New York et Washington, et décide de le retirer. » Dans le précédent communiqué, on rapporte que le GSPC considère que « l'opération du 11 septembre 2001 n'est pas l'œuvre d'islamistes, que ce soit du point de vue de la forme ou de celui du contenu. S'agissant de la forme, ce type d'opérations de grande envergure n'a eu lieu qu'à Hiroshima et Nagasaki, et nous ne pensons pas que les capacités de notre frère Ben Laden lui permettent d'accomplir une action de cette dimension. En ce qui concerne le contenu, ce type d'actions est illicite au regard de la religion d'une part, et d'autre part, du fait que notre frère Ben Laden a déclaré ne pas avoir participé à cette opération. En outre, cet acte n'est pas l'œuvre des islamistes. » Dans son nouveau communiqué²³¹, le GSPC a appelé « tous les moudjahidin, chacun dans son fief, à unifier leur parole et à renforcer leurs rangs » ; il a invité les musulmans dans le monde entier à « soutenir les moudjahidin et à consentir les sacrifices idoines pour consolider la religion » ; il met, par ailleurs, en garde « toute personne

ayant aidé les mécréants, car ceci relève de l'absence de foi, voire de l'apostasie. »

Hassan Hattab a évoqué le communiqué dans lequel il a fait allégeance à Al Qaïda. Il a dit, entre autres : « Je n'ai pas accueilli favorablement ces attaques (les attentats du 11 septembre 2001) et je ne les ai pas encouragées. Cependant, j'en ai pressenti l'avènement et j'étais convaincu qu'Al Qaïda en est responsable, mais notre lecture de ce qui allait advenir après ces attaques nous a poussé à penser que les USA avaient tort d'accuser les islamistes... » Et d'ajouter : « Certains milieux au sein de l'organisation ont critiqué notre attitude parce qu'ils n'ont pas saisi le message ; ceux-là font partie évidemment de ceux qui soutiennent ces attaques et adhèrent à Al Qaïda. »

Avant l'élimination de Sahraoui, Hassan Hattab a recommandé de confier l'émirat, après sa mort, au nommé Abou Mosaâb Abdelouadoud²³² selon les règles régissant la succession. Après sa mort en compagnie d'un certain nombre de dirigeants du GSPC, durant l'opération de ratissage près d'El Kseur dans la wilaya de Béjaïa, en juin 2004, Abou Mosaâb Abdelouadoud a été nommé nouvel émir de l'organisation²³³.

C'est ainsi que l'organisation salafiste s'est transformée en Qaïda. Après une courte période, la nouvelle direction du GSPC, sous les ordres d'Abou Mosaâb Abdelouadoud, a ressenti le besoin d'obtenir la légitimité auprès d'Al Qaïda en Afghanistan, cela en vue d'endiguer la saignée qui frappait l'organisation en raison des promesses faites par le président Bouteflika d'élargir tous ceux qui décident de déposer les armes.

L'année 2005 a été fertile en contacts entre le GSPC et plusieurs activistes agissant dans différents mouvements nationaux en vue d'obtenir l'accord de Ben Laden pour qu'Al Qaïda ait une aile en Afrique du nord comme c'est le cas en Irak... L'ex-président de la commission information du GSPC a révélé les étapes de l'adhésion de cette organisation à Al Qaïda. Il estime que l'idée a germé après l'arrestation d'Abderrazak El Para en mars 2004 par un mouvement d'opposition armé au nord du Tchad.

Ahmed Deghdegh²³⁴, alias Abou Abdelilah Ahmed, un des dirigeants du GSPC, a été le premier à évoquer l'idée de « sauver » A. El Para, et ce en exerçant la pression sur la France qui, à son tour, l'exercera sur le mouvement ayant arrêté El Para. Le chantage consisterait à demander à

Abou Mosaâb Zarqaoui d'enlever des ressortissants français qui ne seront libérés qu'à la condition suivante : « Libérez Abderrazak El Para et nous libérerons vos ressortissants. » Il a ajouté que la France va sans doute exercer des pressions sur ce mouvement pour libérer El Para en vue de l'échanger contre ses ressortissants en Irak. Abou Mosaâb Abdelouadoud a donné son accord pour que Zarqaoui soit instruit de l'affaire fin 2004. Aussitôt, une lettre dans ce sens a été adressée via internet. L'on n'a su si elle a bien été reçue par Zarqaoui qu'après quelque temps, lorsque la réponse de celui-ci est arrivée, dans laquelle il fait part de son accord pour cette opération qu'il contribuera à mener dès que les conditions s'y prêteront. Mais, durant cette période, c'est-à-dire en novembre 2004, El Para a été extradé vers l'Algérie suite à une médiation libyenne avec les ravisseurs tchadiens, sanctionnée par le versement d'une somme d'argent au mouvement en question. Ainsi, après la remise de l'ex-émir aux autorités algériennes, il n'a plus été question d'enlever les Français...

Abou Mosaâb Abdelouadoud a adressé une lettre à Zarqaoui, l'informant qu'il n'a plus besoin d'enlever des Français et l'invite à rester en contact. Zarqaoui lui a répondu par une lettre similaire, lui proposant d'adhérer à Al Qaïda. Et c'est ainsi, en effet, qu'a germé l'idée de rejoindre Al Qaïda. « La première idée consistait à échanger des Français contre El Para, mais voilà que Zarqaoui nous demande de rester en contact. Il a même envoyé une lettre dans laquelle il adresse ses salutations à nos frères du GSPC...

Au début de l'année 2006, des enquêtes réalisées par les services de sécurité marocains ont révélé que le GSPC était sur le point d'annoncer la création d'une nouvelle organisation appelée AQMI²³⁵. Cette dernière serait composée de terroristes d'Algérie et d'autres pays tels que la Tunisie et le Maroc, et qui devraient subir des entraînements dans les fiefs de l'organisation terroriste algérienne, sur le maniement des armes et des explosifs.

Les aveux publiés intégralement dans le quotidien londonien *Al Hayat* concernant la cellule de 18 terroristes marocains arrêtés depuis un certain temps. Ces aveux ont confirmé les relations existant entre le GSPC et Al Qaïda, à travers un réseau d'intermédiaires au sommet duquel trônait un Algérien du nom de Khaled Al Bassir, considéré, selon ces témoignages, comme étant l'émir d'Al Qaïda en Europe. Les deux Belges d'origine

marocaine, en l'occurrence Khaled Azik et Mohamed Raja, ont, eux, pris en charge les déplacements des fondamentalistes marocains vers « les camps du GSPC avant de les envoyer en Syrie, en vue d'ériger une base arrière et de participer aux opérations suicides contre les forces américaines en Irak, sous la direction de deux personnes : Hamid Assalihi et le nommé Abou Azzaïm qui sont, selon toute vraisemblance, toujours en Syrie. Par ailleurs, les enquêtes menées conjointement par les services de sécurité à Alger et à Paris, ont révélé que le nommé Khaled Abou Al Bassir, l'Algérien, est considéré comme étant l'émir d'Al Qaïda en Europe. » Il était chargé d'établir des contacts avec les éléments des réseaux algérien et marocain avec l'aide du responsable de l'accueil des volontaires en Irak et en Syrie, répondant au nom de Abou Assil Al Jazairi, et ce par le biais de certains intermédiaires, dont deux Algériens : Tariq Ben Hmida et Ferhat Zaidi. Il s'avère que les deux Algériens résidant en Syrie, en l'occurrence Akbouj Amine et Imad Djeddar qui furent extradés en Algérie par les autorités syriennes, faisaient partie de ce réseau. Cependant, le fait d'être extradé n'a pas déteint sur la relation de Imad Jeddar avec le Marocain Khaled Azik, à dessein de s'infiltrer en Irak.

Quant aux relations qu'a entretenues le Marocain Mohamed Fellah avec l'Algérien Khaled Abou Al Bassir, elles ont permis d'établir la liste d'éventuels volontaires en Irak, dont Omar Al Maghribi et Yacine l'Algérien qui étaient chargés de transférer de grandes sommes d'argent d'Espagne.

Abou Al Bassir leur avait demandé – selon les déclarations des accusés marocains, en mars 2005 – d'ouvrir un site électronique sur Net pour que Zarqaoui puisse envoyer des messages. Un de ces messages énonçait, à ce titre, qu'un Irakien se rendrait, dans le courant de la semaine, en Irak et qu'il pourrait transmettre la lettre à qui de droit, ce qui fut aussitôt fait, puis le site en question fut détruit.

Les enquêtes nous informent aussi que Abou Al Bassir a chargé le Marocain Khaled Azik de se rendre en Afghanistan au début de 2006 pour remettre trois lettres émanant du chef d'Al Qaïda, Ben Laden, mais le Marocain « le docteur Mounir », craignant d'être démasqué en Iran en raison de sa jeunesse et de son accent, a demandé à être remplacé, en coordination avec Abou Al Bara Assaoudi « qui était chargé d'acheminer les lettres, un ordinateur portable et de l'argent. »

Khaled Azik a ajouté que les lettres évoquaient la situation d'Al Qaïda en Arabie Saoudite et « l'unification des rangs des jeunes engagés désireux de prendre part au djihad dans le Maghreb arabe sous la bannière du GSPC, Abou Ahmed Tounsi se chargeant de sa mise en place en Europe. » Une des ces lettres spécifiait que le GSPC en Algérie fera allégeance à Al Qaïda publiquement dans le but d'asseoir les bases de l'organisation au Maghreb. En outre, les témoignages ont évoqué les contacts ayant eu lieu entre le docteur Mounir et Khaled Azik pour remettre à celui-ci une autre lettre qui dit que « Abou Al Bassir projette d'envoyer un discours de Syrie à Zarqaoui en Irak et que Hamid Assalihi a été chargé de recevoir le message et de le mettre dans une enveloppe cachetée à remettre à Abou Zakariya Al Jazairi, dont la mission consiste à acheminer les volontaires en Irak. La réponse du GSPC à la demande d'Abou Mosaâb Zarqaoui n'a pas été facile²³⁶ au sujet de l'adhésion. En effet, « Zarqaoui nous invitait à nous départir de l'esprit local et du régionalisme et à adhérer à un mouvement international. Cette proposition a eu ses partisans, mais aussi des adversaires qui restèrent en contact avec lui via Internet jusqu'en 2006. Lorsque la question de l'adhésion à Al Qaïda a été posée, elle a été votée à l'unanimité. Ses adversaires n'ont eu d'autre choix que celui de rejoindre les rangs d'Al Qaïda. »

L'opposition à l'adhésion est le fait de figures qui pèsent au sein de l'organisation armée, telles que Belmokhtar. Le processus d'adhésion s'est étalé sur deux années, de juin 2004 jusqu'en 2006, année où Zawahiri a annoncé l'adhésion du GSPC à Al Qaïda²³⁷. Quelques mois après, les contacts ont cessé de nouveau après l'annonce de la mort de Abou Mosaâb Zarqaoui. Réagissant à la mort du chef d'Al Qaïda en Irak, le GSPC a publié un communiqué dans lequel il fait part de « ses condoléances », tout en insistant sur la nécessité de poursuivre l'action armée « selon la méthode de Zarqaoui. » Pour la première fois, on a utilisé une célèbre expression qui couronnait les massacres du GSPC du temps de Antar Zouabri en 1997 : « Au nom de Dieu, on appelle au sang et à la destruction. » La mort d'Abou Mosaâb Zarqaoui a été un coup dur pour l'organisation, dans la mesure où elle avait perdu en lui un trait d'union important avec les chefs d'Al Qaïda : Oussama Ben Laden et Ayman Zawahiri.

Quelques mois plus tard, le numéro 2 d'Al Qaïda, Ayman Zawahiri a diffusé trois cassettes dans un intervalle de temps très court, ne dépassant pas deux semaines, dont deux diffusées par Al Jazeera. Dans la première cassette, il parle de soutien aux Palestiniens, présentant cela comme une obligation religieuse individuelle imposée à chaque musulman. Par ailleurs, en appelant les organisations armées à s'attacher à la foi monothéiste, à la clarté dans la méthode et au reniement des laïques qui bradent la Palestine, Zawahiri achève son intervention en adressant ses salutations aux moudjahidin, spécifiquement ceux du GSPC à qui il a dit : « Que Dieu vous bénisse ô lions de l'Islam dans les montagnes de l'Atlas, défenseurs de l'Islam en Algérie face à l'alliance des croisés et aux fils de la France traîtres et apostats. »

Quant à la deuxième cassette, il s'agit d'un enregistrement sonore dans lequel Zawahiri évoque les déconvenues des Américains à Kaboul, appelant les musulmans à faire face aux mécréants et aux forces d'occupation en terre d'Islam.

La troisième cassette, enfin, contient une élogie à la mémoire d'Abou Mosaâb Zarqaoui ainsi que les condoléances de Zawahiri, adressées à toute la nation musulmane, exhortant les moudjahidin en Irak à poursuivre le djihad jusqu'à la victoire.

Le GSPC avait besoin de prouver qu'il était encore présent et capable de réaliser des opérations après l'hémorragie qui a affecté ses rangs suite à la reddition de ses précédents chefs et ses éléments qui ont bénéficié des mesures de grâce contenues dans la loi sur la Réconciliation nationale. Face à l'amenuisement du soutien, la rareté des réseaux d'approvisionnement et l'incapacité de mobiliser de nouveaux éléments, le GSPC n'a eu d'autre choix que d'adopter « un projet de djihad » à même de lui valoir quelque adhésion.

Al Qaïda n'a pas hésité à accepter la proposition du GSPC, sans doute pour tenter d'impliquer les organisations armées dans la grande guerre que Ben Laden a déclarée à « l'Occident croisé », notamment après les explosions du 11 mars 2004 qui ont ébranlé la capitale espagnole.

En septembre 2006, le n°2 d'Al Qaïda, Ayman Zawahiri a annoncé l'adhésion du GSPC à Al Qaïda, consacrant ainsi l'entraide entre les organisations armées. Après un court laps de temps, le GSPC a pris l'initiative d'exécuter une attaque contre la société algéro-américaine,

Brown Root Condor qui travaille dans le secteur des infrastructures pétrolières. Il a également commis une série d'attaques en usant de voitures piégées qui ressemblent grandement à celles commises par Al Qaïda en Irak. Il a procédé, en outre, au changement de son appellation au début de 2007 qui est désormais « AQMI ».

AQMI a commencé à parler d'opérations suicides²³⁸ très tôt. En effet, il a été fait allusion à celles-ci, la première fois, dans le communiqué qu'a publié l'émir Abou Mosaâb Abdelouadoud le 25 novembre 2007, à l'occasion des élections locales. Communiqué dans lequel il appelle les Algériens à bouder ce scrutin car, selon lui, il ne profite qu'à ceux, parmi les Algériens, qui sont au service des puissances étrangères. Il estime, par ailleurs, « que les régimes en place ont atteint un degré élevé de corruption et d'hérésie, de sorte qu'il est impossible d'adopter à leur égard des demi-mesures ou des demi-solutions... Leur remède, c'est le sabre, les balles et les opérations suicides ; c'est le seul langage qu'ils comprennent. » Le communiqué d'AQMI a usé d'expressions qu'Abou Mosaâb Zarqaoui avait l'habitude d'utiliser, telles que « Le jihad n'est pas seulement une obligation religieuse individuelle, mais aussi l'unique solution pour mettre un terme à la corruption ambiante et à l'occupation de nos terres. »

En fait, le GSPC s'était préparé pour ce qui était le plus important à ses yeux. En effet, l'obtention de la caution d'Al Qaïda commençait à lui valoir l'adhésion de jeunes qui soutenaient l'action de Ben Laden. Samir Mosaâb²³⁹s'était chargé de missions essentielles telles que la transformation des réseaux de soutien en brigades kamikazes prêtes à servir les nouveaux objectifs fixés par Abou Mosaâb Abdelouadoud.

LE GSPC RASSURE BEN LADEN

Le 6 janvier 2007, le GSPC a annoncé son opposition à la Réconciliation nationale à laquelle a appelé le président Bouteflika à maintes reprises, ajoutant, à ce titre, qu'il attend « les consignes » d'Al Qaïda pour décider de la marche à suivre dans la prochaine étape. Le GSPC a affirmé, au travers de ce communiqué portant la signature de l'émir Abou Mosaâb Abdelouadoud, que « nous appliquons l'obligation religieuse qui nous est imposée depuis la chute de l'Andalousie, la perte de la Palestine et notre

dispersion à cause des frontières fabriquées par les spoliateurs. » Pour la première fois, le GSPC a révélé qu'il compte dans ses rangs des éléments étrangers. A ce sujet, le communiqué dit : « Les jeunes ont commencé à se réveiller de leur léthargie, aspirent à prendre les armes et gagnent les maquis ; ils viennent de l'intérieur du pays comme de l'étranger. » Il a en outre appelé les extrémistes étrangers à rejoindre l'organisation armée.

Dans son communiqué, Abou Mosaâb Abdelouadoud a renouvelé son allégeance à Ben Laden et l'a rassuré sur la situation des éléments du GSPC qu'il a qualifiés d'« hommes et de jounoud de Ben Laden », précisant que « les USA et l'OTAN ont commencé à mobiliser les Etats du Sahara, à les doter d'argent, de soutien logistique et à les entraîner pour nous combattre. » Il estime que cette action « de l'alliance du mal » est intervenue après l'annonce de l'adhésion du GSPC à Al Qaïda, en septembre 2006. Le communiqué s'achève en sollicitant « conseil et orientation » de Ben Laden. Il dit, à ce sujet, que « nous attendons vos orientations et recommandations sur charbons ardents... ». Un court paragraphe du communiqué a évoqué l'Irak mais il fait l'impasse sur l'exécution de Saddam Husein. Droudkal a dit qu'il souhaite « féliciter nos frères en Irak, en particulier, et la nation musulmane en général, à l'occasion de la défaite des croisés en Irak. »

L'annonce de l'allégeance est venue pour rétablir le contact entre les organisations armées algériennes et les chefs d'Al Qaïda, interrompu au milieu des années 1990 à cause du refus du GIA, sous les ordres de Djamal Zitouni, de toute forme de coopération avec Ayman Zawahiri qui n'a pas hésité à justifier les crimes abjects que commettait le GIA.

Ce n'est plus un secret que d'affirmer que l'appui légitime et religieux aux actes du GIA, de la part d'Ayman Zawahiri avait un caractère stratégique dans l'optique des chefs d'Al Qaïda de Ben Laden. Le n° 2 d'Al Qaïda, Ayman Zawahiri a dit, dans un article intitulé « La parole interdite », publié au milieu des années 1990, en réponse à une question sur les actes du GIA (Algérie), notamment à propos de la justification des opérations qu'il perpétrait, du point de vue religieux, que « nous sommes de ceux qui soutiennent le GIA en Algérie, que nous considérons comme étant l'organisation la plus proche de la vérité. Notre appui est, en fait, une consécration de notre approche salafiste et jihadiste qui œuvre à l'édification de l'Etat islamique par les voies légitimes, et qui refuse les

chemins tortueux tels que les élections, que récuse la religion et qui sont un échec dans la pratique. »

Abou Amr Abdelkebir pense que l'adhésion du GSPC à Al Qaïda peut être qualifiée de « bouffée d'oxygène ». En effet, durant cette période, entre 2005 et 2006, l'Algérie était entrée dans l'époque de la Réconciliation nationale que le GSPC a essayé de torpiller par tous les moyens. Ceci a été manifeste à travers l'implication des bénéficiaires de la grâce présidentielle dans toutes les opérations terroristes, dont celle qui a été avortée durant l'automne 2007²⁴⁰. Cette adhésion a été « une bouffée d'oxygène », car il n'était pas possible de lutter contre le projet de réconciliation et nous ne disposions pas d'autre alternative, sinon celle de cesser le combat ; ce qui a incité à accepter l'adhésion à Al Qaïda... Mais, selon l'ex-président de la commission information du GSPC, l'adhésion était « formelle », car « nous n'avons constaté aucun changement au niveau de l'organisation, à l'exception de son recours aux opérations suicides²⁴¹. »

UNE NOUVELLE STRUCTURE ORGANISATIONNELLE POUR AL QAÏDA

Lors de l'adhésion du GSPC à Al Qaïda et son appellation du nom d'AQMI, il n'a subsisté des organisations errantes que Houmate daâwa salafia (Les Protecteurs de la Prédication Salafiste) que dirige Mohamed Ben Salim Al Afghani qui a refusé de faire allégeance à AQMI²⁴². Après quelque temps, AQMI a décidé de revoir sa structure organisationnelle²⁴³ en supprimant le découpage en zones, hérité du GIA depuis la moitié des années 1990. Ainsi, les 5^e et 6^e zones ont été fusionnées pour devenir une seule et unique zone dénommée zone de l'Est ; la 9^e zone saharienne s'est transformée en zone du Sud et la 2^e zone est devenue zone du Centre. Quant aux organisations qui activaient au sein du GSPC, elles ont été transférées à la zone ouest. Durant l'année 2010, AQMI a créé une nouvelle structure²⁴⁴ dénommée « émirat des jund » (émirat des soldats), dirigé directement par les émirs des zones avec leurs quatre découpages : Centre, Sud, Est et Ouest. Du point de vue de la hiérarchie, l'émirat des jund (soldats) ²⁴⁵ prend le statut de phalange (katiba) et passe à la quatrième position du

point de vue de son importance dans la structure générale de l'organisation armée, après l'émirat national, l'émirat des zones et l'émirat des jund qui compte deux ou plusieurs phalanges.

LA RÉGION DU CENTRE

Au sein de la région du Centre, considérée comme le plus important fief de l'organisation terroriste et un des plus importants centres d'activité depuis 1998, ont été intégrées et regroupées, en trois groupes essentiels, les différentes phalanges, notamment après l'échec d'AQMI qui n'a pu trouver un dirigeant de la trempe de Sofiane Fassila, ex-émir de la zone du Centre²⁴⁶. Des groupes qui se nomment « Al jund » et qui se partagent la responsabilité de relancer l'activité terroriste à travers le regroupement de ce qui était connu sous le nom de katibat en un seul ensemble, selon l'implantation géographique et le nombre des éléments qui sont toujours au sein de l'organisation, dont le nombre a baissé de façon significative. Les phalanges activant sur l'axe de la zone de Khemis El Khechna jusqu'aux zones orientales de la Wilaya de Boumerdès ont été regroupées en un seul ensemble appelé « Jund alAhwal (combattants de l'apocalypse), qui comprend les phalanges « d'El Feth » (la conquête), « Abou Bakr Assidiq » (du nom du premier calife de l'Islam) et « Al Arqam ».

Cette zone, qui était considérée comme centre essentiel pour jauger le degré de nuisance que pourrait causer l'organisation aux infrastructures sécuritaires telles que les gendarmeries, les commissariats et les casernes, a connu une nette diminution des actes terroristes en raison de la pression des services de sécurité, notamment en neutralisant les opérations que l'organisation projetait de perpétrer.

Dans la Wilaya de Tizi Ouzou (100 km à l'est d'Alger), dont les montagnes sont considérées comme le fief du commandement national de l'organisation terroriste, il a été procédé à l'unification des phalanges « Ennour » et « Jund Al Ansar » en un seul ensemble appelé désormais « Jund al Ansar ». Jund Al Ansar comprend trois phalanges essentielles qui activent dans la wilaya de Tizi Ouzou et Boumerdès ; il s'agit de « katibat Ennour », « katibat Othmane Ibn Affane » et « katibat Al Ansar », qui était le fer de lance de l'organisation, avec « katibat Ennour ». Néanmoins, les

deux phalanges ont perdu leur rôle et leur influence en raison de la mort successive de leurs chefs respectifs.

En ce qui concerne la Wilaya de Bouira, il a été procédé à l'unification des phalanges en un seul ensemble appelé « jund Al lîtissam ». Cet ensemble comprend « katibat Al Farouq » et « katibat Al Houda » qui ont connu, elles aussi, une baisse record du nombre de leurs combattants, malgré le fait que cette région n'ait pas cessé de fournir de nouveaux activistes depuis la recrudescence des attaques terroristes au milieu des années 1990.

En plus de ces trois organisations dépendant directement de l'émirat de la zone du Centre, il a été procédé au maintien des résidus de ce que l'on appelle « sariyat Al Mintaqa » (brigade de la zone) qui comprend ce qui ressemble à un « Etat-major », qui s'est chargé d'établir une coordination avec Al jund concernant la planification et l'exécution d'attaques armées.

LA RÉGION DU SUD

Cette région comprend présentement les plus importantes phalanges activant au Sahara et dans le Sahel africain, en sus des phalanges qui se trouvent dans la région-est, et qui étaient à la disposition de la région-sud, Yahia Djouadi, à cause de la proximité des zones où ils activaient, telles Batna, Biskra, Tébessa et Boukhil entre M'sila et Djelfa, qui était, jusqu'en juin 2007, sous l'autorité de l'ex-émir de la 9^e zone, Abdelkader Ben Messaoud²⁴⁷, connu sous le nom de Mosaâb Aboudaoud. »

En raison de l'extension de l'organisation armée vers le sud, dans la région du Sahel, et eu égard à l'accroissement du nombre de jeunes venus de Mauritanie, du Mali, du Niger, voire du Nigeria, Yahia Abou Ammar²⁴⁸, a recouru à la création d'une nouvelle phalange dénommée « katibat Al Forqane », à la tête de laquelle a été désigné Yahia Abou Al Houmam, de son vrai nom Djamal Okacha exbras droit de l'émir de la phalange Tariq Ibn Ziyad, Abdelhamid Abou Zeid²⁴⁹.

Cette phalange vise à mobiliser et à entraîner les nouvelles recrues dans AQMI, notamment celles qui viennent des tribus arabes du nord du Mali ou des Touareg appartenant aux différentes tribus disséminées sur les frontières avec l'Algérie.

Yahia Abou Ammar dirige aussi katibat Al Moulathamine (phalange des voilés), la plus ancienne dans la zone saharienne. Quant à Abdelhamid Abou Zeid, originaire de la Wilaya d'Illizi, il encadre la phalange Tariq ibn Ziyad. Il est secondé, en cela, par le nommé Adelkrim Ettargui²⁵⁰, notamment dans les enlèvements ou l'achat d'otages. Cette katiba supervise les opérations de séquestration des otages, la protection de leurs vies et l'accomplissement de missions ayant trait aux négociations...

LA RÉGION DE L'EST

Dans l'est algérien, en raison de la diminution des effectifs appartenant à cette organisation, les plus importantes organisations qui activaient précédemment sur l'axe « de la montagne blanche » et « Oum Al Kamakem », dans les wilayas de Tébessa et Khenchela, ont été transférées dans la région du sud sous la direction de Yahia Djouadi, connu sous le nom de Abou Ammar. Ce transfert a concerné aussi les groupes qui activaient dans la wilaya de Batna, qui a été annexée à Boukhil dans la wilaya de Djelfa...

Ces organisations sont placées sous l'autorité du nommé Abdelhaq Abou Al Khabab, de son vrai nom Nekia Mohamed, un des membres les plus influents de l'organisation et qui active directement dans la région du sud. Il ne subsiste dans AQMI, dans la région-est, que quelques sarias qui activent dans les Wilayas de Jijel et de Skikda et, à un degré moindre, dans les Wilayas de Constantine et de Annaba ; elles ont tendance à disparaître.

LA RÉGION DE L'OUEST

Au niveau de la région-ouest, le nombre des phalanges sanguinaires a diminué de façon notable, à cause du refus des « Protectors de la prédication salafiste » d'adhérer à AQMI et le ralliement de ce qui reste de leurs effectifs à l'émirat de la région du sud, désireux, eux aussi, d'activer aux côtés de leur exémiat du temps du GSPC : Yahia Abou Ammar.

L'AQMI a fondé plusieurs réseaux qui lui assurent l'approvisionnement en armes, mais ils sont tous tombés entre les mains des forces de sécurité. Toutefois, le plus influent perdure encore et c'est lui qui fournit les explosifs utilisés dans les opérations suicides, notamment celles qui ont

visé le Palais du gouvernement et le commissariat de police de Bab Ezzouar le 11 avril 2007. Parmi ces réseaux, nous citerons celui qu'a dirigé Haroun Achachi²⁵¹.

NOTES

205. Des 48 wilayas selon le découpage administratif de 1984.

206. L'Armée algérienne a eu à affronter le terrorisme depuis 1992. Au début, le phénomène était nouveau, et l'ANP n'était pas habituée à ce genre de « guérilla. » Les attaques du 11 septembre 2001 à New York ont révélé au monde ce fléau meurtrier que l'Armée algérienne a combattu seule, sans expérience préalable devant le silence ou les critiques de certains milieux européens qui confondaient activité politique et sédition armée. Ce qui a permis à un responsable des services de renseignement algériens d'émerger et d'être connu par les différents services de sécurité occidentaux, et même des médias : le général Tewfik, de son vrai nom Mohamed Mediène, qui a mis son expérience au service de ceux qui veulent vraiment combattre le terrorisme islamiste, à ne pas confondre avec l'Islam, religion des musulmans, qui prône la paix, la justice et la cohabitation pacifique entre les peuples et les confessions du monde entier.

207. Le président Abdellaziz Bouteflika a entamé depuis 1999 une large campagne pour amener les activistes armés à déposer les armes et à rentrer chez eux. Jusqu'en 2009, cette politique de Réconciliation nationale a permis la reddition de 8 500 hommes armés qui ont déposé les armes et bénéficié des lois de la Réconciliation nationale. Le Président algérien a usé de tous les ressorts dans cette politique, en évoquant le problème dans tous ses discours qui ont convaincu beaucoup de terroristes à déposer les armes, comme l'ont avoué plusieurs d'entre eux, à l'exemple de l'émir de la 9^e zone du Sahara, Abdelkader Ben Messaoud qui s'est livré aux autorités en 2007.

208. Les statistiques avancées par le général Abderrezak Maïza, chef d'étatmajor de la 1^{re} région militaire, lors d'une rencontre internationale de lutte contre le terrorisme, en 2002, parlent de la mort de 15 200 éléments des différents groupes d'islamistes armés jusqu'en janvier 2 000, tués par les forces de sécurité algériennes, tous corps confondus. Alors que

plus de 30 mille autres ont été déférés devant la justice, parmi eux beaucoup d'éléments de soutien et de surveillance pour le compte des terroristes.

209. Contrairement à l'Arabie Saoudite et à l'Egypte, dont les gouvernements ont beaucoup insisté sur des campagnes de sensibilisation en associant les partis politiques, les organisations de la société civile et les médias, l'Algérie s'est contentée du volet sécuritaire pour lutter contre le terrorisme, sans associer les médias publics, sinon les quelques spots publicitaires préparés par la télévision comme « Le sac louche » ou « Des hommes debout. » Ce qui dénote de l'absence d'une solution globale du phénomène du terrorisme.

210. Les enquêtes sécuritaires et judiciaires ont permis d'élaborer le processus d'évolution de chaque individu, depuis son adhésion, dans son quartier, jusqu'au maquis. Il s'est avéré que plusieurs activistes se déplacent d'un groupe à l'autre au gré des rencontres et selon les humeurs.

211. Ahmed Zerrouk, lieutenant-colonel et spécialiste de la justice militaire au ministère de la Défense nationale, dans une étude présentée au colloque sur la lutte antiterroriste, tenu en 2002 sous le titre : « Terrorisme : le cas algérien, du GIA et des autres groupes », déclare que le nombre des activistes armés qui étaient recherchés par les services de sécurité dépassait les 27 000 éléments pendant l'année 1996.

212. Avant, c'était les terroristes qui descendaient des montagnes pour commettre des attentats dans les villes. Dans les dernières années, ce sont les forces de sécurité qui prennent l'initiative d'aller vers les fiefs des terroristes et monter des opérations d'élimination des dirigeants terroristes comme ce fut le cas avec l'émir de la région-centre « Zoheir Harek », connu sous le nom de « Sofiane Facila » qui a été tué sur les hauteurs de la Kabylie le 8 octobre 2007.

213. Certains repentis ont repris les armes après avoir bénéficié des lois sur la Concorde civile, et ont commis des attentats suicides spectaculaires en 2007. Mais leur nombre est limité, à comparer avec le nombre des terroristes libérés des prisons algériennes en mars 2006 et qui avoisinent les deux mille personnes.

214. Sofiane Abou Haïdara, l'émir de la région-Centre et acteur de l'attentat suicide, s'appelle Zoheir Harak. Emir de la 2^e zone avant d'être désigné à la tête de la région-Centre dans l'organisation d'AQMI. On lui impute un grand nombre d'attentats commis à Alger en avril 2007, dirigés contre le Palais du Gouvernement et le poste de police de Bab Ezzouar. Il est né le 29 novembre 1975 dans la région de Dellys, dans la wilaya de Boumerdès. Il rejoint très tôt la lutte armée et arrive à avoir des responsabilités malgré son jeune âge. Il paraît qu'il est doué pour préparer des embuscades et manier des explosifs. Il se déplace rapidement et sait éviter les barrages militaires. En Septembre 2006, il est désigné à la tête de la 2^e zone du GSPC. Avec le changement du nom de cette organisation terroriste, il prend le nom d'Abou Haïdaira et est désigné à la tête de la région-Centre d'AQMI. Il fut éliminé le 8 octobre 2007 sur les hauteurs de la Kabylie.

215. Dans son fameux communiqué d'exemption, en date du 25 mai 1997, Hassan Hattab a lancé un avertissement trois mois avant le massacre de Ben Talha et de Raïs, au sud d'Alger, que des massacres collectifs allaient être commis par les éléments du GIA dirigés par Antar Zouabri. (voir le communiqué à la fin du livre).

216. Ce nombre concerne seulement les activistes connus qui ont participé aux opérations terroristes, alors que le nombre des activistes non déclarés chez les services de sécurité peut doubler, dont beaucoup activent dans le soutien en attendant d'être enrôlés et envoyés au maquis.

217. Abou Dahdah, chef de l'organisation militaire de la région-Centre d'AQMI qui regroupe les Wilayas d'Alger, Boumerdès, Bouira, Tizi Ouzou et Béjaïa, s'appelle SidAli Rachid, connu aussi sous le nom de Ali Eddis. Il est né le 23 juin 1974 dans la commune d'Aomar, wilaya de Bouira. C'est l'un des spécialistes en explosifs du GSPC. Il a commencé ses activités subversives au sein du GIA en 1994 avant d'intégrer le GSPC Centre. Il a occupé des responsabilités dans la direction d'AQMI, dont celle citée plus haut. Il est conseiller militaire de Abou Haïdara. Il a participé à toutes les opérations terroristes d'AQMI du Centre, à commencer par l'attaque contre le bus des ressortissants étrangers travaillant pour le compte d'une société algéro-américaine, jusqu'aux attentats suicides. Il a été éliminé par les forces de sécurité en été 2007.

218. Houmate daâwa salafia (DHDS) ce groupe Dissident de la phalange « Jound alahwal » de la 4^e zone du GIA à l'ouest de l'Algérie.

219. Le 11 septembre 2003, Nabil Sahraoui diffuse un communiqué où il ne reconnaît pas la décision de Hassan Hattab qui a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone.

220. Yahia Djouadi, l'émir de la région sud d'AQMI, surnommé « Yahia Abou Amar », est né le 1^{er} Janvier 1967 au village « M'hamid », wilaya de Sidi-Bel-Abbès (450 km à l'ouest d'Alger), qui a connu le retour des premiers anciens combattants de l'Afghanistan au milieu des années 1980. Yahia Djouadi est connu aussi sous le nom de « Abou Alla ». Il a intégré le GIA au début des années 1990, au sein de la « katiba Al Ahoual », qui activait à l'ouest du pays, très connue par la violence de ses éléments. Avec les dissensions des groupes terroristes, il crée son propre groupe « le groupe salafiste combattant », qu'il a dirigé jusqu'à son adhésion au GSPC en 2003. En 2006, il se rapproche du nouvel émir du GSPC, « Mossaâb Abdelouadoud » qui a décidé de changer le nom du GSPC en AQMI dans le courant de l'année 2007 et qui le nomme à la tête de la région du sud.

221. Le Groupe salafiste combattant se compose de deux groupes : katiba Ennasr et katiba de la Sûnna. Dans un communiqué diffusé le 9 octobre 2002, Yahia Abou Amar décide d'intégrer le GSPC dirigé par Hassan Hattab « le protecteur de la religion dans ses premières sources. »

222. Dans son livre, « la parole interdite », Ayman Zawahiri, n° 2 d'Al Qaïda, déclare approuver les actions terroristes perpétrées par le GIA contre des populations civiles, même si parmi elles se trouvent des vieux, des enfants et des femmes, même s'ils sont de confession musulmane.

223. Le communiqué du GSPC, en date du 16 août 2010, montre comment on enlève un émir et comment on le remplace par un autre.

224. Nabil Sahraoui, surnommé Abou Ibrahim Moustafa, est né en 1969 à Batna. Il a reçu une formation universitaire et une culture religieuse. Il a été chef de la 5^e zone du GIA avant sa dissidence en 1998. Il est resté dans la même zone, mais sous la coupe du GSPC, avant d'être écarté pour laisser la place à Amari Saïfi, alias Abderrazak El Para.

225. Abdel Madjid Dichou est né le 15 mai 1970 au village Bousbaâ, daïra de Bordj Ménaïel, wilaya de Boumerdès. Il était imam d'une mosquée. Il a rejoint très tôt le GIA, a été désigné « juge légal » de la 2^e zone. Dès la

création du GSPC, il a été désigné émir national. Il a été tué en 1999 dans la wilaya de Batna, 39 jours après sa désignation à la tête du GSPC.

226. Saâdaoui Abdelmadjid, trésorier du GSPC, connu sous le nom de Yahia Abou Al Haitham, est né le 20 décembre 1966 à Bordj Ménaïel, wilaya de Boumerdès. Il n'a aucune formation dans l'éducation nationale, a travaillé dans le marché noir des vêtements et des produits alimentaires. Il a adhéré au FIS à 24 ans. En 1994, il intègre le GIA dans le maquis de Sid-Ali-Bounab, à Boumerdès, en compagnie de quatre autres éléments portant tous le nom de Saâdaoui (deux frères et un cousin). Trois ont été tués entre 1996 et 1998. Il a été à la tête de la katiba « Al Ansar » en Kabylie. Dès l'ascension de Hassan Hattab comme émir du GSPC, il est nommé à la tête de la 2^e zone qui englobe Boumerdès, Bouira et Tizi Ouzou. Avec le changement du GSPC en AQMI, il a été désigné à la tête de la commission des finances. Il a été éliminé le 16 novembre 2007.

227. Quand il était à la tête du GSPC, Nabil Sahraoui a évoqué les conditions vécues par l'organisation terroriste, au temps du GIA. Il était l'un des témoins de l'extrémisme violent des éléments du GIA. Il n'est pas dans les prétentions du GSPC de mentir et d'accuser l'armée de commettre les massacres des civils. Ces accusations émanent de cercles politiques malsains, ayant des relations douteuses avec le GIA.

228. Dans une étude élaborée par Abou Saâd El Amilli, considéré comme une référence religieuse du djihad salafiste, il a béni la création du GSPC et déclaré que le GIA a outrepassé les limites de la *Chari'a*.

229. Cette étude religieuse d'Abou Saâd Al Amilli répond clairement à ceux qui posent des questions sur l'identité des commanditaires des massacres de civils, au milieu des années 1990.

230. Le groupe des combattants libyens est la première organisation, dans le nord de l'Afrique, qui a retiré son soutien au GIA en 1997. Elle a œuvré, du temps de Nabil Sahraoui, pour donner au GSPC une couverture d'Al Qaïda, ce qui fut fait en automne 2006 dans un enregistrement vidéo du n° 2 Ayman Zawahiri.

231. Le communiqué qui porte la signature de Nabil Sahraoui est diffusé le 11 septembre 2003 sous le n° 24/02.

232. Abdel Malek Droudkal, surnommé Abou Mosaâb Abdelouadoud, l'émir d'AQMI est né le 20 avril 1970, à Ziane, dans la commune de Meftah,

wilaya de Blida. Il a eu son baccalauréat série mathématiques en 1989. Il s'est inscrit à l'Université de Blida, tronc commun technologie, de 1990 à 1993. En 1992, il a établi des contacts avec Said Makhloufi, émir du mouvement de l'Etat islamique, pour l'intégrer en 1993. Dès qu'il monte au maquis, on lui confie la tâche de fabriquer des explosifs, du fait de ses connaissances en chimie. En 1996, on lui confie la direction de tous les ateliers de fabrication des explosifs de la 2^e zone du GIA. Il a été à la tête de « katiba El Qods », puis s'est occupé de l'enseignement et de la formation militaire des éléments armés. En 2001, le GSPC fait appel à ses compétences. Il a été nommé membre du conseil des notables dans la 2^e zone qui englobe les wilayas du centre du pays, jusqu'en 2003, quand Hassan Hattab a démissionné du GSPC et que le conseil des notables désigne Nabil Sahraoui émir du mouvement armé, et Droudkal Abdel Malek chef du conseil des notables. Après la mort de Nabil Sahraoui, il est nommé émir du GSPC vers la fin de 2004. En janvier 2007, il annonce le changement de nom du GSPC en AQMI.

233. Le 6 août 2004, un communiqué du GSPC signé par le cadi du groupe « Ahmed Abou El Bara », annonce la désignation du conseil des notables de Abou Mosaâb Abdelouadoud comme émir du « Groupe salafiste pour la prédiction et le combat. »

234. Ahmed Deghdegh, surnommé « Abdelilah Ahmed » ou encore Ahmed Al Djidjli, est l'un des terroristes les plus recherchés même au niveau international, car il occupe le poste de trésorier d'AQMI. Il est né le 17 Janvier 1967 à Anseur, dans la wilaya de Ji-lél. Au milieu des années 1990, il était au maquis avec le GIA qui activait dans les montagnes du nord constantinois. Il rejoint ensuite la 5^e zone dirigée par El Para. Il a été nommé trésorier, avant d'être mis à la tête de la « commission politique. » Ahmed Daghdagh est le premier à proposer l'idée de faire pression sur la France en 2004, par le biais du groupe de Zarqaoui, pour qu'elle puisse intervenir en faisant libérer El Para, détenu alors au Sahel par l'opposition tchadienne.

235. Le GSPC est devenu un élément intégré à Al Qaïda du Djihad en automne 2006, mais la dénomination a changé en 2007 pour devenir « Al Qaïda au Maghreb islamique. »

236. Khattab Mourad, surnommé Abou Omar Abdelber, ex-chef de la commission d'information du GSPC, évoque cette période avec de plus amples détails en disant que tous les dirigeants n'étaient pas en mesure de répondre rapidement à Abou Mosaâb Zarqaoui.

237. Abou Omar Abdelber croit que l'adhésion s'est faite d'une « manière précipitée et non étudiée. » Ahmed Deghdegh é été récompensé un an plus tard par l'émir du GSPC qui le désigne à la tête d'une commission spécialement créée pour lui : la commission politique. L'auteur a déjà évoqué la relation du GSPC avec Al Qaïda du Djihad dans un ouvrage paru en 2002, sous le titre *Les Afghans algériens du GIA à Al Qaïda*, où il aborde dans le détail la relation des Algériens qui ont participé à la guerre en Afghanistan avec les éléments d'Al Qaïda de Ben Laden. Le livre évoque des échanges de messages entre Ayman Zawahiri et Zitouni, l'émir du GIA (lire le livre pour de plus amples détails).

238. Les attentats suicides se sont déplacés vers le Niger où une opération suicide a été commise contre une caserne dans la région Tilwa, menée par un nommé « Nacer » à l'aide d'un camion chargé de 600 kg d'explosifs, pour venger la mort d'un dirigeant dans le Sahara algérien « Saâd Abi Saria » tué par l'armée nigérienne dans une zone non loin de la frontière algérienne. Son nom Loubri Maâmar, né le 4 février 1976 à Hassi Khalifa, wilaya d'El Oued. Il a intégré le GIA en 1996, dans la 5^e zone, sur les hauteurs du djebel Al Abiadh à Tébessa.

239. Samir Mosaâb, chef d'étatmajor d'AQMI, plus connu sous le nom de « Mossaâb Abou Abdullah », né en 1972 à Lakhdaria, wilaya de Bouira. Élément recherché par les services de sécurité, dans des bulletins de recherches, comme étant « émir coordinateur national » d'AQMI depuis 2004. Il a fréquenté très jeune les mosquées, a été plusieurs fois emprisonné pour des affaires de terrorisme, à la prison de Berouaghia dans la wilaya de Médéa, avant d'être libéré en 1999 dans le cadre des lois de la Concorde civile. Il intègre le GSPC et monte en grade. En avril 2007, il est grièvement blessé lors d'un affrontement armé avec les forces de sécurité dans la région de Si-Mustapha, wilaya de Boumerdès. En 2009, Samir Mosaâb est réapparu après avoir bénéficié, de nouveau, des lois de la Réconciliation nationale.

240. Fateh Bouderbala, émir de la région d'Alger d'AQMI, plus connu sous le nom de « Abdel Fetah Abou Bassir. » Un des activistes notoires dans la région de Lakhdaria, dans la wilaya de Bouira, dans les rangs du GIA depuis 1993. Recherché par les services de sécurité depuis 1994, bien avant qu'il n'adhère au GSPC de Hassan Hattab, avec Yahia Abou Al Haïtham (Abdelhamid Saâdaoui). Il a occupé le poste de chargé des relations extérieures en remplacement du nommé Bila Alwalbani qui a été arrêté en compagnie de « Abou Amar Abdelber » responsable de l'information au sein du GSPC, par les forces de sécurité en décembre 2005, en leur possession des armes, du matériel électronique très sophistiqué et des sommes d'argent. Fateh Bouderbala a été arrêté en novembre 2007 avec deux de ses collaborateurs à la veille de commettre un attentat suicide à Alger avec un grand nombre de cartables d'écoliers.

241. Le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni a reconnu que les services de sécurité savaient qu'AQMI allait commettre des attentats suicides contre le Conseil constitutionnel et la bâtisse de l'ONU à Alger, six mois avant que les deux attentats n'aient lieu. Mais les dispositions prises n'ont pas été à la hauteur pour éviter le bilan très lourd des victimes.

242. Les dirigeants du groupe « les Protectors de la prédication salafiste » ont été les premiers à s'opposer aux attentats suicides. Leur chef Salim l'Afghan a publié une étude où il interdit de commettre ce genre d'opérations qui ciblent les civils.

243. AQMI a dévoilé publiquement pour la 1^{re} fois ce nouveau découpage juste après la mort de l'émir de la région-Centre, Sofiane Facila en octobre 2007.

244. Témoignages récents faits par des activistes, mais qui ne donnent pas de réponse sur les causes véritables de ce changement.

245. La dénomination de « jound » existe au GSPC et AQMI l'a reprise à son compte.

246. Sofiane Abou Haidara, l'émir de la 2^e zone, avant qu'il ne soit désigné émir de la région-Centre dans AQMI. On lui impute les grands attentats sanglants commis à Alger en avril 2007.

247. Mosaâb Abou Daoud, l'émir de la 9^e zone saharienne du GSPC, de son vrai nom « Ben Messaoud Abdelkader ». Né en 1975 à Djelfa. A rejoint le GIA du temps de Zitouni, en 1995. En 2002, il s'installe au Sahara en

compagnie de Belmokhtar. L'année suivante, il suit El Para au Sahel. Il participe à l'enlèvement des touristes allemands en 2003, puis active au Sahara pendant quelques mois avant de rejoindre Abou Zeid et la katiba Tarek Ibn Ziad. Puis il regagne le Tassili et rejoint Belmokhtar en 2004 et 2005. En août 2006, il est désigné à la tête de la 9^e zone qui regroupe trois sections, un mois après son retour des montagnes Boukhil dans l'Ahaggar. Il a quitté définitivement la lutte armée, et s'est livré aux autorités militaires le 31 juillet 2007 pour bénéficier des lois de la Réconciliation nationale.

248. Au début de 2007, Abou Mossaâb Abdelouadoud envoie Yahia Djouadi au Sahara pour régler le problème de la guerre des chefs, surtout entre Belmokhtar et Abou Zeid, afin de les unir dans un même mouvement sous l'égide de l'émirat du Sud qu'il dirige. Belmokhtar a d'abord refusé la désignation de Djouadi, puis l'a acceptée quand il a vu que Abou Zeid et Abou Khabab l'ont acceptée.

249. La katiba Tarek Ibn Ziad dirigée par Abou Zeid, est devenu le premier fournisseur en armes et munitions pour le GSPC.

250. Abdelkarim le Targui est une grande figure de la katiba Tarek Ibn Ziad. Son vrai nom est « Hamada Agh Mama », il est aussi l'émir de la *saria* « Al Ansar » faisant partie des katibas dirigées par Abdelhamid Abou Zeid.

251. Haroun El Achachi, responsable de la cellule d'approvisionnement de l'AQMI en armes et munitions. Il est connu sous le nom de « Haroun Al Achachi », mais son vrai nom est Nour Mohamed, né en 1970 à Kadiria, wilaya de Bouira. Il a été émir national chargé de l'approvisionnement en armes et munitions, et de la coordination avec les réseaux du sud de la région saharienne. Al Achachi a activé dans la katiba des « voilés » dirigée par Belmokhtar. Il a joué un rôle actif dans la fourniture d'armes à son organisation dans des périodes de crises. Il a été éliminé le 30 juillet 2007.

LA DÉCLARATION DE GUERRE

LE GSPC DÉCLARE LA GUERRE À L'AMÉRIQUE

Vers la fin de 2003, le GSPC a diffusé des cassettes vidéo et plusieurs communiqués, dont le plus important contient l'allocution filmée du nommé Abou Ibrahim Mustafa, de son vrai nom Nabil Sahraoui. Dans cette cassette, diffusée sur Internet, Abou Ibrahim Mustafa lance des mises en garde contre la politique américaine dans le monde et ses répercussions sur les musulmans.

L'émir s'est appesanti sur le rôle des USA dans « les Croisades, depuis les événements sanglants que connaissent la Palestine, l'Afghanistan, l'Irak, le Kosovo et la Tchétchénie, convaincu, qu'il est, que Washington projette de lancer « une guerre religieuse sous la bannière de la Croix. » La diffusion de la cassette intervient dans le contexte des tentatives du nouveau responsable de focaliser l'attention sur les questions internationales avec, à leur tête, l'Afghanistan, l'Irak et la Palestine, plus que sur la situation qui prévaut en Algérie.

Durant le premier mois de son investiture, en remplacement de Hassan Hattab, Nabil Sahraoui a désavoué un précédent communiqué publié par le GSPC, après les événements du 11 septembre 2001. Le nouveau communiqué a révélé l'allégeance du GSPC à Al Qaïda de Ben Laden et au mouvement des Talibans sous l'autorité du mollah Omar. Un communiqué en porteàfaux par rapport au contenu du premier qu'avait fait paraître Hassan Hattab.

Le communiqué « bayane nousra », signé par Sahraoui le 11 septembre 2003, stipule que l'organisation annonce « au monde entier et aux musulmans en particulier son allégeance à tout musulman qui témoigne qu'il n'y a de Dieu qu'Allah et que Mohammed est Son Prophète, et à tout moudjahid ayant brandi la bannière du jihad pour la gloire de Dieu, en

Palestine et en Afghanistan sous l'autorité du mollah Omar et à Al Qaïda sous la direction de Ben Laden. » Ainsi, le GSPC a décidé de retirer son communiqué paru après les attaques de septembre 2001 qui écartait toute responsabilité des islamistes, notamment Al Qaïda, dans les attentats perpétrés contre NewYork etWashington, et ce « eu égard aux erreurs qui ont émaillé le communiqué en question. »

L'organisation a procédé au changement de ses préoccupations et priorités ; un changement annoncé par voie de communiqué au moment où des informations faisaient état de coordination entre le GSPC et des activistes islamistes dans les pays du Sahel. L'on a aussi relevé la recrudescence des activités terroristes au Mali, au Niger et au Tchad.

Ceci est devenu plus évident avec le recours des pays européens, comme l'Allemagne, à l'introduction de noms de certains dirigeants de l'organisation terroriste, tels qu'El Para ou Belmokhtar dans les listes des terroristes qui constituaient un danger pour les services de sécurité de ces Etats. Par ailleurs, Hassan Hattab a reconnu que le lien avec Al Qaïda n'était pas d'une grande importance durant les premières années de la création de l'organisation : « Depuis la naissance du GSPC jusqu'à mon retrait, il n'avait point de relations avec Al Qaïda. » Il a révélé aussi que l'action du GSPC en dehors du territoire algérien n'avait pas suscité l'unanimité des dirigeants de l'organisation... Ces actions ont commencé après mon retrait ; ceci constitue l'une des raisons de mon désaccord avec eux. »²⁵²

Le GSPC a déclaré, par ailleurs, qu'il souhaite éviter « les erreurs » de l'organisation, telles que les attaques contre des étrangers, mais la désignation de Sahraoui à la tête de l'organisation et son allégeance à Al Qaïda et au mouvement des Talibans ont conduit le GSPC à adopter une nouvelle stratégie qui n'épargne pas « les étrangers non musulmans²⁵³. » Les évolutions politiques ayant accompagné l'arrivée de Bouteflika au pouvoir en avril 1999 ont contribué à l'affaiblissement des capacités du GSPC à mobiliser les jeunes...

Cette situation a vraisemblablement encouragé les éléments du GSPC à adopter une nouvelle approche basée sur l'exploitation des situations des mouvements islamistes en Palestine, en Afghanistan, en Tchétchénie et en Irak. Cela pour entériner son approche qui stipule que « l'objectif de cette guerre, appelée à tort « guerre contre le terrorisme et guerre contre le

mal²⁵⁴ etc., est d'empêcher les musulmans de bâtir un Etat islamique qui guidera les hommes selon les préceptes du Coran et la Sûnna du Prophète, et qui servira de refuge à tout musulman persécuté. »

Les contours de cette stratégie ont commencé à apparaître, pour la première fois, dans un communiqué publié par Sahraoui²⁵⁵ quand il a laissé entendre que le « GSPC ne visait que ceux qui ont rejoint le camp des tyrans pour s'en prendre à l'Islam et aux musulmans, qu'ils soient Algériens ou étrangers. Il appelle toutes les couches de la nation à lutter contre ce régime, et ce, avant de trancher sur ce sujet dans un autre communiqué, publié quelques semaines plus tard, dans lequel il énonce ce qui suit : « Les juifs et les chrétiens ainsi que l'ensemble des mécréants ont affiché leur hostilité à l'égard du Prophète depuis le début, et tiennent à lui faire la guerre par tous les moyens en vue de détourner les croyants de la voie de Dieu. Voici que l'histoire se répète : les USA déclarent ouvertement « les croisades contre l'Islam, l'Eglise se prépare à mobiliser le soutien moral et matériel aux USA maudits... » Le communiqué se conclut²⁵⁶ en faisant état de la décision du GSPC « dans cette conjoncture difficile que traversent la nation musulmane en général, et les moudjahidin en particulier, de déclarer la guerre à tout ce qui est étranger et mécréant, à l'intérieur des frontières algériennes, qu'il s'agisse de personnes, de services ou d'infrastructures, etc. et ce, conformément au devoir de soutien et d'appui à l'Islam et aux musulmans, contre les juifs, les croisés et tous les mécréants », déclarant, enfin, « ne pas être engagé par un quelconque contrat avec le régime algérien. »

La diffusion de la cassette a coïncidé avec la prolifération d'un commerce juteux dans les marchés populaires d'Alger ; il s'agit, en l'occurrence, du commerce des CDs illustrant les batailles remportées par les moudjahidin en Tchétchénie...

Les jeunes ayant acheté ces CDs disent que les scènes qu'ils contiennent sont « plus réalistes et plus spectaculaires que les films d'Hollywood (...), car, pensent-ils, ils rendent compte de faits véridiques... » La diffusion à grande échelle de ces CDs a servi la stratégie du GSPC, notamment grâce à la multiplication du nombre des populations en colère contre « les cercles des mécréants » à l'étranger...

LA GUERRE CONTRE LA FRANCE

Les islamistes qui ont été extradés vers l'Algérie en juin 2005, par les autorités syriennes, ont révélé que des contacts ont eu lieu, à plusieurs niveaux, entre le GSPC et le mouvement « Jund Acham » qui active au Liban et en Syrie en vue d'exécuter une série d'attaques susceptibles d'ébranler l'Europe.

Ces révélations ont été faites après les analyses effectuées par les services de sécurité en Algérie et en France, à la faveur de la diffusion de la cassette vidéo du GSPC à travers laquelle cette organisation menace de frapper les infrastructures françaises, et d'autres communiqués dans lesquels est exprimée la menace d'exécuter les grands responsables algériens qui se rendent en France²⁵⁷.

Le 21 mars 2006, des informations rapportaient que la justice française a envoyé dernièrement des lettres aux autorités algériennes leur demandant d'extrader l'Algérien Benyamina Mohamed, alias Abou Allayth Al Jazairi, le premier à avoir bénéficié de « l'extinction des poursuites à son encontre, mesures édictées par l'ordonnance présidentielle portant Charte de la paix et de la réconciliation nationale. Ainsi, Abou Allayth a quitté la prison de Serkadji sur les hauteurs d'Alger, après deux semaines d'incarcération provisoire et après avoir été mis en résidence surveillée, depuis septembre 2005, dans sa commune d'origine dans la Wilaya de Tiaret, en vertu d'une décision du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Le nom de Abou Allayth, de son vrai nom Benyamina Mohamed, marié à une Française d'origine marocaine, a commencé à circuler, il y a deux ans, dans les témoignages d'un certain nombre d'Algériens arrêtés par les autorités syriennes dans le cadre de la chasse aux réseaux d'activistes qui voulaient rejoindre Al Qaïda en Irak, sous l'autorité de Abou Mosaâb Zarqaoui.

Abou Allayth résidait dans la banlieue parisienne et ne figurait pas sur la liste des personnes recherchées. Il ne le fut qu'en 1997 quand la police allemande l'a arrêté pour « immigration clandestine », avant de le libérer sous caution. Il est demeuré un mystère pour les services de sécurité au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe, et ce, depuis 2004 jusqu'au jour où il a été arrêté par les forces de sécurité algériennes alors qu'il s'apprêtait à quitter le pays vers la France, à partir de l'aéroport

d'Essénia d'Oran au début du mois de juillet 2005²⁵⁸. Son arrestation est intervenue deux mois après que les services de sécurité syriens eurent extradé Salama Abderrahmane, alias Abou Al Houmam²⁵⁹ vers l'Algérie. Il activait au profit du GSPC et encadrait, à partir de Damas, une organisation nommée Anjad al Islam en Irak, qui activait, en coordination avec Al Qaïda, dans ce pays, ainsi qu'avec un réseau international dont la mission consistait à œuvrer au profit et l'organisation d'Ansar Al Fath, une cellule agissant dans le territoire français...

Les enquêtes syrienne, française et algérienne ont confirmé qu'Abou Allayth était bien l'émir du GSPC qui activait dans le territoire français sous le nom de « Ansar Al Fath » qui a fait allégeance à Al Qaïda en Irak. Il s'est avéré qu'Ansar Al Fath a été créée en 2003, lorsque Abou Allayth a fondé cette organisation armée en vue de collecter de l'argent et de mobiliser les jeunes au profit des mouvements terroristes activant à l'intérieur de l'Irak. Cette organisation se réunissait régulièrement dans une mosquée de la ville de Trappe où Abou Allayth a été désigné émir de l'organisation. Par ailleurs, Abou Al Houmam a réussi à embrigader deux terroristes français qui se sont convertis à l'Islam en 2002.

Les enquêtes effectuées par les services de sécurité algériens, ont permis d'identifier les membres les plus influents de ce mouvement.²⁶⁰ En outre, ces mêmes services ont réussi, grâce à une série d'études minutieuses, à traquer cette organisation internationale et il en ressort qu'Abou Allayth a connu le nommé Abou Al Moundir et l'a chargé, en juin 2004, de se rendre en Syrie pour établir le contact avec Abou Mohamed Tounsi à Damas, pour superviser la coordination avec son organisation « Anjad Al Islam ».

UN MYSTÈRE NOMMÉ ABOU ALLAYTH AL JAZAIRI

En novembre 2004, Abou Allayth a envoyé un membre de son organisation en France, en l'occurrence le nommé Malliti Kaïs à Istanbul pour rencontrer Abou Mohamed Tounsi qui lui a transmis un message oral, l'invitant à exécuter des actions terroristes à l'intérieur de la France ; cela une fois que Mohamed Tounsi aurait programmé pour les membres d'Ansar Al Fath des séances d'entraînement à l'utilisation des explosifs et des poisons au

Liban. Voulant profiter de cette formation, Abou Allayth s'est présenté à l'ambassade libanaise à Paris en vue de l'obtention du visa, mais sa demande fut rejetée au motif qu'il n'avait pas la nationalité française. A la fin du mois de février 2005, il a envoyé un activiste algérien nommé Arab Kaci au sud du Liban pour s'entraîner à l'utilisation des explosifs et des poisons...

Mais le hasard a voulu que les services de sécurité français arrêtent le jour même Abou Allayth Al Jazairi et l'Algérien Arab Kaci, le premier pour conduite sans permis, le deuxième pour avoir conduit une moto sans papiers. Cependant, les deux furent relâchés après interrogatoire. Ce jour-là, Abou Allayth a compris qu'il était surveillé, tout comme les autres éléments d'Ansar al Fath, par les services de la Direction de la Sûreté territoriale en France (DST)... Abou Allayth décide alors de suspendre l'entraînement au Liban.

Le mois suivant, il expédie la somme de 1800 euros à Abou Mohamed Tounsi en vue d'aider Al Qaïda en Irak. Aussitôt la relation, entre eux, affermie via Internet, Abou Allayth décide de se rendre, plus tard, en Syrie à partir de l'Algérie. Ce qu'il fait, en 2005, pour ne pas attirer l'attention de la DST²⁶¹.

Une réunion a été tenue à Damas en présence du nommé Abou Mohamed Tounsi et d'activistes de plusieurs nationalités, dont Abou Hafs Allubnani, représentant « Jund Acham », Abou Hajar représentant Al Qaïda en Irak et Abou Allayth, représentant Ansar Al Fath. Durant cette rencontre, tenue discrètement durant quatre jours, Abou Mohamed Tounsi a été désigné émir de « Anjad Al Islam ». Ce dernier a révélé avoir envoyé une lettre à Al Qaïda en Afghanistan en vue d'obtenir sa bénédiction quant à son organisation et les attentats qu'elle a décidé de perpétrer en Europe...

QUATRE IMPORTANTES DÉCISIONS

La réunion s'est achevée sur un consensus autour de quatre décisions importantes. Premièrement, Abou Hajar Al Iraki s'est déplacé de nouveau en Irak pour recevoir un entraînement militaire sur l'utilisation de gaz toxiques et retourner au Liban pour y entraîner les éléments d'Ansar Al Fath à cette nouvelle technique. Deuxièmement, Abou Hafs Allubnani s'est chargé de l'hébergement, au Liban, des terroristes envoyés depuis la

France, au nombre de cinq, pour y recevoir des entraînements à l'utilisation des explosifs et des gaz toxiques. Troisièmement, Abou Allayth a été chargé de planifier et d'exécuter des opérations terroristes à l'intérieur de la France en utilisant des explosifs et des gaz toxiques. Quatrièmement, élaboration d'une nouvelle méthode de communication entre les organisations via l'Internet, de sorte qu'il y ait une meilleure coordination entre elles. Il était question aussi que ces organisations exécutent des attentats en Allemagne, en vertu de l'accord qui a eu lieu entre Abou Allayth, Abou Mohamed Tounsi et le nommé Abou Al Abbas Tounsi. Mais avant que ce dernier n'entre dans le territoire français, il a été arrêté par les services de sécurité allemands. Au mois de mai 2005, Abou Allayth a décidé d'exécuter une série d'attentats contre les services de sécurité français, le métro de Paris et l'aéroport d'Orly. Mais, dès que les services syriens ont arrêté l'émir de Anjad Al Islam, à savoir Abou Mohamed Tounsi, vers la fin de mai 2005, ainsi que Abou Hafs Allubnani et Abou Hudaïfa Al Jazairi, Salama Abderrahmane, alias Abou Houmam, a été désigné émir à la tête de Anjad Al Islam. Du fait que Abou Houmam, lui aussi, était activement recherché par les services de sécurité syriens, il a tôt fait de désigner émir le nommé « Cheikh », pour le remplacer au cas où il serait arrêté ou abattu. Parallèlement à cela, il y a eu confirmation de l'exécution d'attentats en France durant la rencontre entre Abou Allayth et Salim al Jazairi dans le quartier de Barbès où Salim a transmis une lettre du Cheikh émir d'Anjad Al Islam, demandant la poursuite des préparatifs concernant l'exécution des attentats terroristes envisagés sur le territoire français. Quelques jours après, Abou Allayth découvre que les services de sécurité français ont placé dans le moteur de son véhicule un appareil de surveillance qu'il détruit aussitôt, convaincu désormais qu'il était surveillé de très près. Il décide alors d'interrompre toutes ses opérations. Après une courte période, les services de sécurité français ont arrêté le reste des éléments d'Ansar Al Fath lors d'opérations réussies dans les banlieues de Paris, dont la majorité sont des Algériens.

Cependant, le plan qui était en préparation en vue de sa mise en œuvre avant la fin 2005, a perdu d'importants segments durant les opérations effectuées par les forces de sécurité syriennes dans le cadre d'une stratégie de démantèlement des réseaux islamistes qui recrutaient des activistes au profit des organisations activant en Irak. Abou Al Houmam a été arrêté fin

mai 2005 par les services de sécurité syriens et extradé vers l'Algérie au début du mois de juin. Abou Allayth a appris que les autorités syriennes ont arrêté son ami algérien et que les services libanais ont abattu le nommé Abou Hafs Allubnani durant une opération réussie. Face à ces évolutions, Abou Allayth fut chargé d'exécuter des attentats en Europe sur recommandation du Cheikh...

LA FRANCE AU CŒUR DU PLAN

Un officier de l'armée israélienne, actuellement à la retraite et qui a travaillé des années durant sur le dossier des islamistes dans la région du Sahel africain, disait que l'hostilité à l'égard des Français habite l'inconscient des éléments du GSPC en raison de la présence de la France en Algérie et en raison aussi de la coopération antiterroriste existant entre les services de sécurité des deux pays depuis les années 1990.²⁶²

Dans les milieux sécuritaires, on a relevé, sur la base d'une conviction partagée appelant à frapper les intérêts français, l'existence de certaines similitudes entre le plan de Anjad Al Islam et Ansar Al Fath et la *fetwa* rendue par Abou Mosaâb Assuri, un Espagnol d'origine syrienne, de son vrai nom, Mustapha Abdelkader Set Mariam Nassar...

Dans ladite *fetwa*²⁶³, Abou Mosaâb Zarqaoui dit : « J'enjoins tous les moudjahidin de Syrie, du Liban et autres pays, de frapper la France et ses intérêts, partout dans le monde, en réponse à ce que la France a fait par le passé. » Il les met ensuite en garde en disant : « Ne vous fiez pas à ses positions commerciales insignifiantes concernant les causes palestinienne et irakienne. » L'auteur de la *fetwa* justifie sa position en évoquant l'intervention de la France en Syrie et au Liban, ainsi que sa promulgation de la résolution colonialiste 1559 qui sera un prélude à l'occupation de la Syrie et du Liban, à l'image de l'occupation de l'Irak par le biais de résolutions similaires. » Il estime qu'« on se doit de la frapper, d'entre ses semblables tels les USA et la Grande Bretagne, au nom de la justice, pour la punir..., car la justice est une nécessité. » Et d'ajouter : « Nous la frapperons parce qu'elle cherche à imposer un blocus à la Syrie à travers les Nations unies, avec la complicité des USA et de la Grande Bretagne, car nos pays sont incapables de l'affronter. » Poursuivant son argumentaire, Abou Mosaâb dit : « Nous la frapperons, car elle s'attache à arracher les

armes des mains de ceux qui combattent Israël. Nous la frapperons en raison de son soutien historique aux juifs. », estime Zarqaoui qui appelle « les moudjahidin se trouvant en Europe et dans tous les pays ennemis à presser le pas en vue de frapper la Grande Bretagne, l'Italie, la Hollande, le Danemark, l'Allemagne, le Japon, l'Australie, la Russie, la France et tous les pays présents militairement en Irak, en Afghanistan et dans la Presqu'île arabique, ou à frapper leurs intérêts dans nos pays et dans le monde entier ».

La *fetwa* s'achève par un appel lancé par le GSPC à ceux qui le soutiennent en France pour qu'ils commettent des attentats contre les responsables algériens... Dans un communiqué publié par l'organisation et diffusé sur les sites proches d'Al Qaïda, à la fin de l'année, un appel explicite a été adressé aux activistes et partisans pour les enjoindre de « pourchasser ces criminels en France. » Il s'agit, en l'occurrence, de grands responsables au sein de l'Etat algérien qui ne sont pas cités nommément, dont il est considéré qu'ils représentent une grande menace pour l'organisation : « Nos véritables ennemis ce ne sont pas uniquement ces chefs militaires, mais ce sont aussi les autres franges de la société connues pour leur allégeance aux politiciens français et ceux qui jouissent d'un grand pouvoir dans les hautes sphères de l'Etat. » Le communiqué exhorte, ensuite, les membres de l'organisation à guetter le déplacement de ces personnalités en France : « Surveillezles, harcelezles partout et pourchassezles.» Il leur demande aussi de les chercher « dans les lieux de débauche et de dépravation. Attendezles devant les cabarets et les débits de boissons alcoolisées... Si vous n'arrivez pas à les éradiquer, procédez à une campagne de sensibilisation parmi la communauté islamique pour les démasquer et les persécuter. »

CHANGEMENT DU CENTRE DE COORDINATION

Après la série des opérations de harcèlement et d'arrestations, effectuées par les services de sécurité en Algérie, en Syrie, en France et en Allemagne, les organisations armées ont décidé de transférer leur quartier général de Damas au Liban. Cependant, eu égard au harcèlement dont Jund Acham

fut l'objet dans ce pays, il a été décidé que le GSPC se charge de sélectionner les éléments auxquels seront confiées des missions terroristes à exécuter en Europe, à condition que ces éléments viennent du Maroc et de Tunisie...

Les enquêtes effectuées plus tard ont révélé que Abou Sayyaf cherchait à s'attirer la sympathie d'activistes algériens se trouvant à Damas, à travers le réseau d'un fondamentaliste égyptien résidant en Algérie, nommé Abou Jihad Al Misri, de son vrai nom S. Yasser, dont la mission consistait à mobiliser des combattants algériens en vue de soutenir Zarqaoui en Irak...

Le 16 novembre 2004, la commission information du GSPC a publié un communiqué sous forme d'appel « aux musulmans jaloux de leur religion et de leurs frères » qui n'ont pas encore rejoint cette organisation pour une raison ou une autre, « de voler au secours de leurs frères à Falloudja et partout en Irak. » Dans un autre communiqué signé par Abou Sayyaf, on lit : « J'appelle la jeunesse algérienne à se rendre en Irak pour soutenir ses frères... »

NOTES

252. Hassan Hattab s'est retiré de la lutte armée après sa déclaration faite à la fin du mois d'août 2003. Jusqu'à aujourd'hui, il n'a pas révélé les véritables dissensions entre lui et les autres dirigeants du GSPC.

253. L'attentat suicide qui a ciblé la bâtisse onusienne le 11 décembre 2007 a touché un nombre important d'étrangers. Les enquêtes ont révélé l'identité de l'auteur de l'attentat. Il s'appelle Abderrahmane Talati, l'émir de la katiba El Farouk. Il est connu aussi sous le nom de « Abderahmane Bouzegza ». Il assurait la coordination entre la direction du GSPC et les jeunes recrues. Il était considéré comme le cerveau de l'attentat contre la bâtisse onusienne. Abderahmane Talati a rejoint le GSPC en 1998. Il a été condamné plusieurs fois par contumace à la peine capitale et à 20 ans de réclusion pour avoir tué quatre soldats dans un attentat. Il a assassiné l'imam de Mestas dans la Wilaya de Boumerdès en 2000. En janvier 2008, les forces de sécurité ont pu le localiser et le tuer alors qu'il préparait un nouvel attentat suicide.

254. AQMI déclare toujours lutter contre la présence étrangère dans les pays musulmans.

255. Diffusé le 26 avril 2004 sous le titre « communiqué contre le mensonge de la réconciliation. »

256. Diffusé le 6 juin 2004 sous le titre « communiqué de la guerre contre les étrangers », en menaçant de frapper les intérêts des pays occidentaux où ils se trouvent.

257. Samuel Benshimon, le directeur du centre de consultation « Sahel intelligence » spécialisé dans les affaires du terrorisme, de la contrebande, du commerce des armes et de l'émigration clandestine dans la région du Sahel, a déclaré au journal *Achark Al-Awsat* le 25 août 2010 que la France est visée par les terroristes à cause de l'héritage colonial qu'elle a laissé dans la région.

258. Ce qui a créé une grande panique dans les milieux du renseignement français qui a traqué les éléments du groupe jusqu'à les arrêter l'un après l'autre.

259. Français d'origine algérienne.

260. Il s'agit des nommés : « Melliti Kaïs » surnommé « Ibrahim le Tunisien », Djamel Badaoui (Français d'origine marocaine) et Arab Kaci, surnommé « Abderrahim », (Français d'origine algérienne). Ils ont été arrêtés par la police française en automne 2004, en se basant sur des informations sécuritaires fournies par l'Algérie dans le cadre des échanges bilatéraux pour lutter contre le terrorisme.

261. Le départ des aéroports européens est constamment surveillé, ce qui explique le changement constant des islamistes de leurs itinéraires pour éviter la surveillance des organes de sécurité.

262. Déclaration de Samuel Benshimon au journal *Achark Al-Awsat* le 25 août 2010.

263. Arrêté en juillet 2005 au Pakistan. L'information de son arrestation a été gardée secrète pendant plusieurs semaines.

ANNEXES

DOCUMENTS HISTORIQUES LETTRE DE REPENTIR ET DE DÉSAVEU DE ABDERRAZAK EL PARA

Au nom de Dieu, Le Clément, Le Miséricordieux.

Louange à Dieu Seul, et que Son Salut soit sur Son Prophète Mohammed Ibn Abd Illah, guide de la Nation et Sceau des Prophètes.

J'ai pris connaissance du communiqué de désaveu de mon frère et compagnon de route Abou Hamza Hassan Hattab, en ce qui concerne le sort du GSPC sous la direction de Abou Mosaâb Abdelmadjid, qui s'est traduit par le massacre de musulmans dans des lieux publics bondés de monde et sans distinction, par le biais de bombes, alors qu'on prétendait s'en prendre aux institutions du régime.

Je me suis arrêté au verset 25 de la sourate Al Fath et une partie du discours d'adieu du Prophète, rapportés par Hassan Hattab dans son communiqué, et je ne peux que joindre ma voix à la sienne. J'adresse cet appel tout haut et avec fermeté. Ceux qui me connaissent savent que mon attitude n'est pas conjoncturelle ni intéressée : elle est le fruit de mes convictions... Dieu m'a préservé en m'éloignant de l'action armée pour que je puisse méditer sur ma propre personne avant toute chose, et pour que je puisse apprécier ce qu'a réalisé l'organisation depuis sa création... J'en ai déduit que l'action armée dans notre pays a causé beaucoup de tort à notre peuple. Dès lors, il était extrêmement difficile d'éviter les dérapages...

J'ai regretté ce qui est arrivé et je m'en suis repenti en priant Dieu de guider mes frères sur la bonne voie qu'Il m'a inspirée. A vrai dire, les organisations qui ont déposé les armes et ont rejoint la trêve, à leur tête Hassan Hattab qui a fait preuve de sagesse et de discernement, ont

privilegié l'intérêt de la Nation, la préservation du sang algérien et la cessation des affrontements. Je pense que les frères qui sont encore au maquis peuvent se rattraper ; je me permets de rappeler à cette occasion que le musulman doué de raison et de sagesse se doit de se remettre en question et de se demander si de tels actes relèvent effectivement du jihad à même de satisfaire Dieu... En fait, ces actes n'ont rien à voir avec l'Islam et les musulmans. Au contraire, ils font partie des actes de destruction et de corruption sur terre. D'ailleurs, nous avons Hattab et moi mis en garde contre ces agissements le jour où nous avons pris position vis-à-vis de l'organisation armée que nous avons quittée en 1996...

J'appelle les frères, dans le GSPC, à faire preuve de piété, à revenir à la raison et à mettre un terme à leurs actions. En outre, je les invite à jeter les armes et à rentrer au bercail... Le véritable musulman est celui qui ne transgresse pas les décrets divins... Je conseille aux jeunes qui voudraient rejoindre les maquis, d'y renoncer, et de se défier de ce qui circule sur Internet et les CDs qui autorisent l'effusion du sang des musulmans au nom du Djihad. Ces actions n'ont rien à voir avec la religion... Enfin, j'appelle mes frères à l'étranger, à leur tête Abdelhamid Abou Zeid, à se conformer aux préceptes de notre religion et de renoncer aux enlèvements des touristes étrangers, car ils ne servent point la cause de notre religion. Bien au contraire, ils profitent à ses ennemis...

Rédigée le dimanche, 5 Safar, 1430 de l'hégire

Abou Haydara

Abderrazak Omari Al Awrassi

LETTRE DE RECOMMANDATION ET D'ÉDIFICATION AUX JEUNES ALGÉRIENS DE L'ÉMIR DU SAHARA

Louange à Dieu, je professe qu'il n'y a de Dieu qu'Allah et que Mohammed est Son Prophète.

Dieu le Tout-Puissant dit dans le saint Coran : *« C'est pourquoi nous avons prescrit pour les Enfants d'Israël que quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque fait don de sa vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes. »*

Sourate Al Ma'ida

Dans une autre sourate, Il dit : « *Quiconque tue intentionnellement un croyant, sa rétribution sera l'enfer, pour y demeurer éternellement. Allah l'a frappé de Sa colère, l'a maudit et lui a préparé un énorme châtiment.* »

Sourate Annissa'

(...)

Tout musulman doué de bon sens ne doit accomplir quelque action que ce soit que s'il est au fait des décrets de Dieu à son égard... Et la plus importante de ces actions est celle qui a trait à l'effusion de sang que Dieu a interdite, ainsi que la confiscation des biens d'autrui...

Aussi, tout un chacun est appelé à la réflexion et à la méditation sur tout ce qu'il compte entreprendre. Je vise les jeunes en particulier qui ont rejoint les maquis ou qui projettent de le faire. Avez-vous consulté un des oulémas avant de commettre cet acte dangereux ? Ou bien avez-vous cédé à une passion passagère que vous avez contractée en regardant des films tournés dans le maquis d'une organisation armée ou sur le réseau Internet ?

Ce que vous voulez entreprendre n'est pas une mince affaire, bien au contraire, il s'agit de quelque chose de très grave : le sang d'autrui. Si vous vous avisez d'emprunter cette voie, vous serez inévitablement amenés à le répandre. Sachez que vous ne pouvez contredire les oulémas sur des questions à propos desquelles ils ont rendu des fetwas dans lesquelles ils jugent illicite de répandre le sang des croyants.

Dieu n'a-t-il pas dit à ce propos : « *Ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, sont-ils égaux ?* » *Sourate Azzumar.*

Ô jeunes gens, si vous estimez que la parole de ces oulémas n'est pas pertinente et qu'ils ignorent la réalité algérienne, je dirai, moi qui ai renoncé à l'action armée, que l'un des maux les plus graves qui nous rongent, c'est bien l'absence de savoir et de science, car s'il y en avait, l'Algérie n'aurait pas connu autant d'effusion de sang et autant de pillages... Enfin, j'adresse mes conseils aux jeunes Algériens avant qu'il ne soit trop tard et avant qu'ils ne regrettent d'avoir agi précipitamment.

Rédigée par

Abou Mosaâb Daoud

Ex-Emir de la 9^e zone (Sahara)

et membre du Conseil des notables.

Extrait de naissance de Abdelhamid Abou Zeid.
Son vrai nom est : Ghadir Mohamed.

بسم الله الرحمن الرحيم
الحمد لله وكفى والصلاة والسلام على النبي المصطفى

الجماعة السلفية للدعوة والقتال

المنطقة الخامسة

بيروت رقم: 23/1 هـ

من أمير المنطقة الخامسة أبو حنيفة عبد الرزاق عماري الأوراسي

إلى جميع وسائل الإعلام

ببغداد

يسر أمير المنطقة الخامسة أبو حنيفة عبد الرزاق عماري الأوراسي من الجماعة السلفية للدعوة والقتال، أن ينهي إلى كافة وسائل الإعلام أن السراخ الأربع عشر و اثنين بحسين بن الحسينات الشمالية 09 المسان. 04 سويسريين و هولندي. و قد تم إطلاق سراخهم هذا اليوم الإثنين الموافق لـ 19 جمادى الثانية 1423 هـ الموافق لـ 18 أوت 2003، على الساعة 04 و 45 هـ بتوقيت غرينيتش معاقين مسلمين و تم هذا استجابة لمطالب جماعة و المساعي الحميدة و المتكفنة من عدة أعيان المنطقة حيث نذكر أن هؤلاء السراخ تم حجازهم في منطقة البزي بالجزائر يوم 23 لوفري 2003 و هذه الأخيرة التي بدلت كل ما في وسعها مستعملة كل ما تملك من قوة للقضاء على المجموعة بما في ذلك السراخ مدعية الإفراج عنهم فباعت بالمثل و الخيبة و منبهات أظهرت للعالم أنها خلّت سيول المجاهدين للخروج إلى الأراضي الشمالية حضباطا على حياة السراخ و هذا كذب و اقتراء لأنهم حازلت و ما زالت تحاول إظهار قوتها إلا أن الجماعة برهنت للجيش الجزائري بأنهم حاضرون في كل مكان و زمان و بصورة هذا ما يتفهمه السراخ و يرجع الفضل إلى الله تبارك و تعالي فالتهم تلك الضميمة حتى تعرضى و لك الحمد إذا رضيت و لك الحمد بعد الرضى مع التفكير أن المجموعة الأولى من السراخ تم إطلاق سراخهم من طرف المجاهدين ليس بفعل ما تدعيه القوات الجزائرية و لا بسخط الوقت للتفصيل.

و صل اللهم على سيدنا محمد و على آله و صحبه و سلم.

أمير المنطقة الخامسة أبو حنيفة عبد الرزاق عماري الأوراسي.



حسب يوم 19 جمادى الثانية 1423
الموافق لـ: 2003 08 18.

Communiqué diffusé par « Abderrazak El Para » après la libération des
otages européens au nord du Mali.



Communiqué du GSPC qui reconnaît qu'El Para est détenu par le « MDJT », un mouvement rebelle tchadien.



Communiqué du groupe islamique armé justifiant les actes de vol et de racket.



Communiqué du GSPC qui soutient pour la 1^{ère} fois les attentats du 11 septembre 2001.

بسم الله الرحمن الرحيم



الحمد لله وحده والحمد لله على نعمته وآله وصحبه وسلّم

الجماعة السلفية للدعوة والقتال

غزوة "بدر موريتانيا"

أنشرف أمة الإسلام فهاجم أعداء طارق وسو عصفه بن باقع قد ألبسوا لبوس الحرب و استلبوا سيفهم وعقدوا العزم على ألا يهاجمهم عيش ولا تطيب لهم قرار حتى يخرج جميع أراضي المسلمين من الكفار وعملاتهم من الحكام المرتدتين في بلاد الإسلام المرحلة.

ففي فجر يوم السبت 27 ربيع الثاني 1426هـ الموافق لـ 4 جوان 2005م قام أسود الجماعة السلفية للدعوة والقتال بهجومه الأول من نوعها و ليست الأخيرة و احتاروا كهدف لهم هذه المرة خاصة لعيش الردة الموريتاني قرب الزواريات، وقد أحاط بها المجاهدون بالوسائل إحاطة السور بالمقصم وبعد هجوم دام عدة ساعات كانت الحصنة حبيس، يعني المقاتلون حوالي 100 شخصاً ما بين قتل وجرح... وقد تمكن إخواننا من عزم كميات كبيرة من الأسلحة والذخائر و 107 أسلحة و تم بحمد الله جرح 100 منهم و رجعوا لقواعدهم سالمين غانمين.

و هذه القضية الأولى بوجودها لكراري موريتانيا و عمل اليهود "ولد الطايغ" ابتغاء لإخواننا الذين تم أسرهم في حملة الانقلاب الأخيرة بموريتانيا... و ليعلم الطواغيت أن جراتهم في حق أمة الإسلام إن تم دون عقاب بل يستصفوا من دماهم و أموالهم حتى كل مسلم أسرهم أو دم سواهم أو عرض انتهكهم.

و هي أيضاً ضربة لمخطط "قذافي لواء" الذي وضعه عبدة الله أمريكا مع عائلاتها في المنطقة لمحاربة الجماعة السلفية للدعوة والقتال شتبا منها لإخماد جذوة الجهاد الذي يحيى عيسى.

فما أجداد طارق ويا شديدي الإسلام في شمال إفريقيا هلقوا إلى أرض الجهاد و الأعداد بالآلاف... هلقوا لتتطوعوا قلوب العزة و تحترقوا من سلطان الطواغيت و يعيدوا العدة لسطول النار تحت أقدام الكفار و المرتدين.

قال تعالى: ﴿انفروا خفافاً وثقلوا وجاهدوا في سبيل الله ياموالكم و انفسكم تعلمون﴾.

جذب يوم الأحد 28 ربيع الثاني 1426هـ
الموافق لـ : 05 مايو 2005م



اللمحة الإعلامية

الجماعة السلفية للدعوة والقتال

Communiqué diffusé par le GSPC après l'attentat contre la caserne Lamghiti, au nord de la Mauritanie en 2005.

بسم الله الرحمن الرحيم

براءة واستنكار

الحمد لله وحده والحمد لله والسلام على من لا نبي بعده
بين عبد الله إمام الزمان وخاتم الأنبياء والمرسلين أما بعد فقد
أظهرت على بيان البراءة لخص ومدينين ورفيقين دريب أبوهم
حسن خطاب بخصوص ما أُلِّقَ إليه حال الجماعة السلفية للدعوة
والقتال تحت إمرة درويكال من استباحة لدماء المسلمين في
أماكن عمومية منسوبة بالناموس يدون تفرقة بين مهينين وكبيرين
بين امرأة ورجل عن طريق وضع القنابل بدعوة استهداف مؤسسات
النظام

ثم انشؤا توقيتاً عند الآية 14 من سورة الفتح والجزء من خطبة حميد
الرداع الدين أورد على أبوهم حسن خطاب في بيانه فرائد أن
أفهم مسوني إنه مؤمنة وأرفع هذا النداء بلسان صديق وحبيب
أن من عرف عزمي في السابق يدرك أن هوقن هذا ليس بالفرص و
ليس وراءه إجماع دنيا فانية ولكنه نتاج قناعة بعد تفحصهم
وتمعن عميقين في الأمر كله فقد من الله علي أن أعددني عن ساحه
الهم المسلم لا راجع نفسي أول ثم أراجع ما حقت الجماعة منذ
تأسيسها وأوازن بين المصلحة والمفسده وسجلت من مائة ربيع
مينا فكان يقيني أن الهم المسلم في بلادنا جلب الكثير من الويلات
لشعبنا وكان من المهيب تجنب لدنحرفاته كما كان حال الجماعة
الاسلامية المصلحة مائتاً وما عي عليه اليوم الجماعة السلفية
للدعوة والقتال

Communiqué par lequel Abderrazak El Para invite ses anciens compagnons à cesser l'activité terroriste.

في يومئذ من ذلك وتبنت الى الله عز وجل وسألته تعالى أن
يهديني من يقين من إخواني إليها عدائي والحق ان الجماعة التي
وتمت السليح وأنتم من الجماعة وعلى رأسهم أخن حسان حجاب
الذي كان أكثرهم حليماً وتبشيراً مما كانت عليه جماعةنا وأنتم حملوا
معكم الأمانة رقيقة سلف الدم الجبانة وإفناء الفتنة فوق كل
اعتبار وبدولي ان الأسوة الذين ما زالوا في الجبال وإن تأخروا في
ذلك بل ما أنتم استدرت الأمل ليس أن أذكر في هذا المقام أن المسلم
العاقلي لابد أن يراجع نفسه ويتساءل إن كانت مثل هذه الأعمال هي
الجهاد الذي يرضي ربنا والدين عليه رسول الله صلى الله عليه وسلم
لأصحابه رضي الله عنهم فالحق أن هذه الأعمال لم تكن بعمله للإسلام
والمسلمين بل تدخل في خانة الفساد في الأرض وقد حذرنا منها سابقاً
أنا وأخي حسان حجاب يوم أخذنا موقفاً من الجماعة الاستفهامية المسلحة
ونحننا عليها بالمذمومة الثانية سنة 1996 حينما نددنا بالأعمال
الاجرامية للجبا وأخذنا الموقف الذي رأيناه صحيحاً من إمارات الجبا
ويعني هموعائنا نقاننا ناعمر وقنعنا دأريهم نهائياً بجميع المذمومة الثانية
بسبب إلهرافاء عن خط الجهاد بعد ذلك ثم تأمل من الجماعة السليفة
للأسوة والقتال في حيوان 1999 بجبال الأوراس وأمرها أيومعبد
عبد المجيد ديشو الذي كلفني بإمارة المذمومة الخامسة مدت تقديري
قتل واجتمعنا بجبال بانته وسيتلي وتم تذهب أخن حسان حجاب
أمر على الجماعة أنذلت رأينا أن الجماعة تحتاج إلى منهم تسير
عليه حتى لا تقتصر كما انصرفت سابقاً الجماعة الإسلامية المسلحة

فاشهدكم من المبرور في ميثاق الجماعة والتميز بها والتميز بها كل
 من التمتع بالجماعة القليلة في وقد كان من بدو هذا الميثاق أن الجماعة
 المسلمة لا يجوز والتميز بها أن لا يجرى في التخصيص العراشي أنه مسلم
 حريم دمه وماله وإن لا تفرق أحد من أهل القبلة به شيء مالم يستطوع
 وقد أتت من بينهم الأسماء أئمة الدين والدرجات وقامت حلقات ونقاشات
 ساحية بهذا الشأن ثم استقر هذا الميثاق في ميثاق الجماعة وأصبح عدد
 إيمان للدين والتميز بها وقامت منسوبة في التفرقة
 وبعد استئذان درود كان على إمام الجماعة في سنة ١٤٥٤ هـ فقام هذا
 الميثاق فأصبح يقتل المحدثين به من تعيين حيث أنهم جالوا وحرقوا
 ما في كل الميثاق وما في من الدعوة الدينية أسس الجماعة أحياء
 لا تتركه وعرضت سائر أمورها وأمر الرافق ما فيها وأمر زكريا
 لطلب الجماعة وأما درود كان فكان وقت تأسيسها جدي يستقل في
 ورشة للبناء في تعيين الحشنة
 إقن آءعو الأخيرة في الجماعة المسلمة لا يجوز والتميز بها أن تقتلوا الله
 عز وجل في صلبكم وبدمكم في حرم ما تدر وما المسلمون وأن تفرقوا
 إلى رعدكم وأن توفقوا على ما اتفق عليه في أذهابكم أن تفرقوا بجدي
 قد أمر جميع المسلمين والعقود إلى أسركم وأن تفرقوا في أعينكم
 سقن دماء المسلمين وأعلموا أنها الأخيرة أن من كان منكم يبيت
 من الحق والرجوع إليه وإن المسلم الحق هو الذي يتبعه عند سدد
 الله عز وجل فلا تامة لمعاني وجمعية الخلق وهو أمر بالمعصية
 من أمرنا فلا طاعة لهم عليك فقتل إله نبي الزل هو منيع الحجاج

وأشير أتوجه إلى الأخوة في الخارج على اسمهم عبد المجيد أوزيد
 وعبد الحق أوزيد أن تقتلوا الله وأن تفرقوا عن اختلاف
 السواح الجانب فهو لا يخدم قضيته دينيا في مشر بل يقدم
 أعداء ديننا وقد كنت أول من تاد هذا العمل وقد ندمت
 عليه لعدم مبحثه شرعا وأنه ليس من الجهاد في مشر

كتبته يوم الأحد ١٤٣٥ هـ

أبو حيد ع عبد الرزاق عماري الدورسي

نائب أمير الجماعة المسلمين في العراق
 وأمر منطقة الخامسة سابقا



Le Mauritanien Abou Ishak AchChangiti, auteur d'un attentat suicide, après l'échec des opérations similaires en Algérie.



Image d'une vidéo d'AQMI montrant la libération de Hamad AchChanqiti par le gouvernement malien en contrepartie de la libération de l'otage français Pierre Camatte.



Le couple italien – Sergio Cicala et Philomène Kabore – durant sa détention par le groupe Abou Zeid.



L'otage britannique Edwin Dyer.



L'otage allemande Marianne Petzold.



تنظيم القاعدة ببلاد المغرب الإسلامي

Le couple autrichien – Andréa Kloiber et Wolfgang Abner – durant sa détention au nord du Mali.



Le couple autrichien reçu par le Président malien.



Les otages français lors de leur enlèvement au Niger.



Le couple suisse durant sa détention par le groupe d'Abou Zeid.



L'otage français Michel Germaneau.



Les otages espagnols. En encadré, Omar Sahraoui, leur ravisseur en Mauritanie.





Abou Mohamed Al Yamani, l'émissaire de Ben Laden dans la région du Sahel

L'HARMATTAN, ITALIA

Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16 1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO

Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie 12 BP 226 Ouagadougou 12 (00226) 76
59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA

Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamy Rue KA 028 en face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08

harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE

Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN

Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN MALI

Rue de Leipzig, face au Palais de la culture,

Porte 203, Badalabougou, Bamako

00 223 20 22 57 24 / 00 223 76 37 80 82

pp.harmattan@gmail.com

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique 14110 CondésurNoireau
N° d'Imprimeur : 76916 Dépôt légal : février 2011 *Imprimé en France*